

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

SITUATION JURIDIQUE
DES
TRADE-UNIONS
En Angleterre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le jeudi 27 juin 1907, à 3 heures 1/2

PAR

M. MORIN

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN
13, rue Ecuillère, 13

1907

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

SITUATION JURIDIQUE
DES
TRADE-UNIONS
En Angleterre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le jeudi 27 juin 1907, à 3 heures 1/2

PAR

M. MORIN



CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN
13, rue Ecuyère, 13

—
1907

UNIVERSITÉ DE CAËN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

MM. LE FUR (A. ) , professeur de *Droit administratif* et chargé du cours de *Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. ) , professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS (A. ) , professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur de *Histoire du Droit français* et chargé du cours de *Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur de *Économie politique* et de *Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Principes de Droit public*, de *Droit administratif* et de *Eléments de Droit public et administratif*. (Capacité.)

BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ) , secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. LEBRET, *professeur*, PRÉSIDENT.

CABOUAT, *professeur*.

BIVILLE, *professeur*.

BIBLIOGRAPHIE

COHEN H. and HOWELL G. — *Trade-Union Law and Cases*.
A text book relating to Trade-Unions and to labour.
London Sweet and Maxwell, limited, 3, Chancery Lane (1906).

HOWELL G. — *Le passé et l'avenir des Unions* (Trade unionism new and old). Paris, Guillaumin (1892).

MANTOUX P. ET ALFASSA M. — *La Crise du Trade-Unionisme*. Paris, Rousseau (1903).

Parliamentary Debates, 1906. Vol. 154, 155, 164, 166.

PIO P. — *Traité de législation industrielle*. Paris, Rousseau (1903).

Report of the Royal commission on Trade disputes and Trade Combinations (Blue Books). London. Wyman and Sons, limited, Fetter Lane, E. C. (1906).

Revue d'Economie Politique, octobre-novembre 1905.

ALFASSA. — *La Chambre des Lords et les Trade-Unions*.

SMITH L. — *Les coalitions et les grèves d'après l'Histoire et l'Economie politique*. Paris, Guillaumin.

WEBB (SIDNAY and BEATRICE). — *Histoire du Trade-Unionisme*. Traduction A. Metin. Paris. V. Giard et E. Brière (1897).



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548613_0018

INTRODUCTION

On n'ignore pas quelle grande place les syndicats ouvriers (*Trade-Unions*) tiennent depuis longtemps dans la vie industrielle et depuis peu, dans la vie politique de l'Angleterre. Les dernières statistiques publiées par les soins du gouvernement donnent, à la fin de 1904, un total de 1.148 syndicats, comprenant 1.866,756 membres¹. Aux dernières élections de 1906, où le parti du travail (*Labour party*) a remporté un si grand succès (57 députés ouvriers ont été élus), le *Comité pour la représentation du travail*, qui compte 165 Trade-Unions, 16 conseils de Trade-Unions représentant 900.000 membres, a eu 29 élus. Les Trade-Unions ont donc une représentation à elles au Parlement anglais, assez importante pour faire entendre sa voix, peser sur les votes. Le groupe des ouvriers mineurs (14 membres), quoique indépendant et intéressé

1. On compte, sur cet ensemble, 125 femmes et jeunes filles, soit 6,7 % au total.

seulement à la législation minière, peut être rapproché du précédent, car il garde au Parlement, vis-à-vis des groupes élus par le Comité pour la représentation du travail, la même attitude que dans les congrès ouvriers, c'est-à-dire qu'il est prêt, sans prendre d'engagements spéciaux, à coopérer avec le groupe précédent à la législation ouvrière¹.

Ces députés ont été élus par 323.000 voix seulement ; mais on sait que le suffrage universel n'existe pas en Angleterre : plusieurs millions d'électeurs sont écartés du scrutin par les conditions, cependant très larges, du cens électoral (le paiement d'un loyer de 250 fr.). Qu'une réforme électorale modifie seulement les circonscriptions en les établissant d'après le nombre d'électeurs actuels, ainsi que le demandent les radicaux anglais et les membres du parti ouvrier, et ce dernier parti, qui n'a que le douzième environ des sièges à la Chambre des Communes, posséderait près de 200 membres, pour peu que l'élan de 1906 dure ou se retrouve.

Les Trade-Unions ne sont pas arrivées du soir au lendemain à ce degré de puissance politique

1. Il y a un troisième groupe ouvrier au Parlement britannique, le *Labour liberals*, au nombre de 14, qui coopèrent franchement avec le parti libéral, lui rendant, moyennant réciprocité, des services électoraux, et qui prend part, dans la personne de M. John Burns, au gouvernement actuel.

et sociale. Pendant bien longtemps, elles se sont tenues à l'écart de la vie politique du pays, et ne se sont occupées que de leurs seuls intérêts professionnels. Dans cet ordre d'idées, elles ont fait preuve de la plus grande activité, et leur action pour l'amélioration des conditions matérielles du peuple anglais, au cours du XIX^e siècle, a été féconde en résultats. Cette action a donné lieu cependant à de nombreuses critiques. On a reproché aux Unions leur étroit esprit de classe, leurs exigences croissantes. Elles ont acquis dans la classe ouvrière un pouvoir considérable. Peut-être n'en ont-elles pas toujours usé sagement. On peut leur reprocher d'avoir voulu faire unifier tous les salaires, de vouloir obtenir le paiement du travail au temps, au lieu du paiement suivant la quotité de l'ouvrage fourni et la qualité de l'ouvrier, d'avoir amené la décadence de l'apprentissage, d'avoir restreint la productivité des ouvriers et des machines, d'avoir déchaîné des grèves terribles pour faire triompher le seul droit syndical.

Une campagne très ardente a été menée contre elles dans les colonnes du *Times*, il y a quelques années, du 21 novembre 1901 au 16 janvier 1902. Dans une série d'articles intitulés *La crise de l'industrie anglaise*, le grand organe de la Cité accusait les Trade-Unions de faire obstacle

au développement régulier de l'industrie britannique, d'entraver le perfectionnement de ses procédés et l'augmentation de sa production.

Nous n'avons pas à examiner les accusations, qui étaient, comme dans toutes les choses humaines, mélangées de vérité et d'erreur. Mais il était intéressant d'y faire allusion; car, au même moment, la situation juridique des Unions se trouve singulièrement menacée. Les Trade-Unions, très attaquées devant l'opinion publique, se voient enlever indirectement quelques-uns des avantages les plus sérieux qu'elles possédaient par une série d'arrêts de justice (1901 et 1902).

L'émotion fut profonde dans toute l'Angleterre ouvrière, car la question se posait de savoir si les conquêtes syndicales des quatre-vingts dernières années allaient être remises en question.

Lorsque les Trade-Unions avaient essayé de se constituer, au début de la grande industrie en Angleterre, elles avaient trouvé contre elles une barrière de lois répressives. Elles intervenaient dans les relations entre patrons et employés; on les accusait d'être contraires à la liberté complète des relations commerciales: pour cette raison, elles étaient suspectes, et on les poursuivait. Ce n'est qu'en 1824 que la législation répressive disparut. Mais toutes les barrières étaient loin d'être abaissées, et de grandes luttes

durent être soutenues pour les faire tomber. Ce ne fut pas avant 1859 que les Unions purent légalement exercer le droit de propagande en faveur des mouvements grévistes. En 1871, en 1875 et en 1876, de nouvelles lois furent votées, qui donnèrent à peu près satisfaction aux Unions. Le dessein du législateur était de légaliser complètement la situation et l'action des Trade-Unions ; il leur permit de faire des règlements intérieurs, d'amasser des fonds et de les protéger, de nommer des agents d'exécution. Il déclara également que leur responsabilité criminelle devait être limitée, et que les actes loyaux commis par un seul individu ne deviendraient pas punissables par le seul fait qu'ils seraient commis par une collectivité.

La période qui s'écoule de 1871 à 1900 fut très prospère pour les Unions. Leur nombre et leur richesse augmentèrent dans de sensibles proportions. Mais, tandis que la loi avait défini et limité leur responsabilité criminelle, elle était restée muette à l'égard de leur responsabilité civile. Ce silence devait amener de sérieux embarras aux Unions. La Chambre des Lords, qui est la plus haute autorité interprétative de la loi en Angleterre, et dont les décisions lient toutes les cours de justice du royaume, déclara, dans un arrêt célèbre, que ce silence n'affecte pas

la responsabilité civile que les Unions encourent d'après le droit commun, et que l'enregistrement des Unions, permis en 1871, les rendait susceptibles d'être assignées devant les tribunaux. Il en résultait que les fonds des Unions, fonds réunis dans le but d'améliorer la situation de leurs membres, de les assurer contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse, risquaient d'être sérieusement atteints par les procès en dommages-intérêts qui pourraient leur être faits.

L'émotion que cette série d'arrêts suscita dans le monde ouvrier ne fut pas étrangère au succès des libéraux aux élections en 1906. Une nouvelle loi, récemment promulguée (21 décembre 1906), renversa les termes de cette jurisprudence contraires aux intérêts et à l'action des Unions en cas de grève, en détruisant le dernier vestige des anciennes lois sur les « *Conspirations* », qui pouvaient les atteindre, en légalisant la persuasion pacifique faite par les membres des Unions en cas de grève, et en les déclarant incapables d'être assignées devant aucun tribunal.

Cette loi est le commencement des conquêtes syndicales en Angleterre. Les concessions faites aux associations ouvrières sont considérables; leur situation juridique se trouve aujourd'hui

clairement définie et à l'abri de toute controverse, au moins pour le moment.

C'est l'histoire de ces conquêtes syndicales et le développement de cette situation juridique que nous nous proposons d'étudier dans les pages qui vont suivre.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

NAISSANCE, ORGANISATION ET SITUATION JURIDIQUE DES SYNDICATS JUSQU'EN 1824

§ 1^{er}. — D'éminents auteurs, tels que M. le docteur Brentano et, après lui, M. Georges Howell, affirment que l'origine des Trade-Unions remonte aux anciennes guildes anglaises. Sans nous attarder trop sur ces origines, qui sont obscures et, partant, fort discutées, contentons-nous d'exposer sommairement l'opinion qui tend à s'accréditer de plus en plus de nos jours et professée par un historien dont la compétence en la matière est universellement reconnue, M. Sidney Webb.

D'après M. Webb, l'histoire prouve bien qu'il n'y a pas de filiation entre les Trade-Unions et les guildes de métiers, et, à l'appui de cette

assertion, il cite les Compagnies de Londres, qui sont restées guildes de métiers, et nulle société indépendante de salariés ne s'est détachée de leurs troncs. Des recherches faites par lui à Sheffield, à Bristol, à Preston, à Glasgow, à Newcastle, à Dublin, ont aussi confirmé cette opinion que nul rapport n'existait entre les guildes peu à peu mourantes et la naissance des Unions.

On ne peut non plus rapprocher la Trade-Union de la guilde de métier. « La guilde de métier n'est qu'une association d'entrepreneurs contrôlant eux-mêmes la marche de leur industrie et vendant leurs produits; la Trade-Union est une association de salariés servant sous la direction de chefs d'industrie qui sont en dehors de l'organisation. »

Les ressemblances pittoresques de M. Brentano entre ces deux institutions, notamment quant à leur rituel, ont aussi été très habilement réfutées.

La Trade-Union prit simplement naissance, au dire de M. Webb, dans des associations toutes naturelles, dans de simples clubs, dans des groupements occasionnels qu'organisèrent des ouvriers d'un même métier, groupements favorisés par le développement de l'industrie, l'extension du commerce et les progrès de la civilisation.

§ 2. — Nous ne saurions mieux faire, pour donner une idée de leur formation, que de rap-

porter ici l'exemple de la naissance d'une Trade-Union, racontée par un ouvrier tisserand en 1809 ¹. « Les ouvriers de Paisley sont de dispositions ouvertes et communicatives. Ils sont heureux de se renseigner l'un l'autre sur tout ce qui concerne la profession, et, afin de recevoir les renseignements en corps, ils se sont, depuis de longues années, associés amicalement en sociétés appelées clubs. Quand nous nous réunissons, la première heure est employée à lire à haute voix les journaux quotidiens... A neuf heures, le président réclame le silence ; alors, on entend le rapport sur le métier. Le président rapporte d'abord ce qu'il sait ou ce qu'il a entendu de telle ou telle manufacture qui désire engager des ouvriers pour telle ou telle industrie ; il donne aussi les prix du fil et les numéros que l'on emploie. Alors, chacun parle de son siège. Ainsi, en une heure, non seulement la situation du métier est connue, mais encore tout différend qui a pu s'élever entre manufacturiers et ouvriers. »

Ces clubs ouvriers furent parfois très mouvementés, et des grèves s'ensuivirent ; mais aussi, de ces réunions et de la libre discussion de leurs propres intérêts, les salariés apprirent l'utilité qu'il y avait à se solidariser et à s'organiser.

1. WEBB, *Histoire du Trade-Unionisme*, traduction Métin, page 25, en note.

§ 3. — A proprement parler, il n'y a pas, avant 1700, malgré les nombreuses et patientes recherches qui ont été faites, d'associations ouvrières en vue d'obtenir *a more respectable living*. Il faut bien aller jusqu'aux premières années du XVIII^e siècle pour trouver les premières plaintes patronales élevées contre les associations ouvrières « de fondation récente ».

En effet, en 1720, les maîtres tailleurs se plaignent au Parlement que « les ouvriers tailleurs, dans l'intérieur et aux environs des cités de Londres et de Westminster, au nombre de sept mille et au-dessus, ont dernièrement formé un association pour élever leurs salaires et quitter le travail une heure plus tôt qu'ils n'avaient coutume de le faire. Et, pour mieux réaliser leur projet, ils ont écrit chacun leur nom sur des registres préparés pour cet objet, dans les nombreuses maisons de placement ou de réunion où ils sont accoutumés à se rendre. Ils ont en outre ramassé des sommes considérables d'argent pour se défendre en cas de poursuites exercées contre eux ¹. »

La plainte des patrons fut entendue, et les tailleurs furent réglementés par le statut 7 Georges I^{er} (1720).

1. *Procès-verbaux de la Cham'bre des Communes*, t. XIX, p. 416, rapporté dans Sidney WEBB, *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 31.

D'autres associations de salariés, analogues à celles des ouvriers tailleurs, se fondent aussi à cet époque. Nous voulons parler des associations d'ouvriers occupés aux manufactures de laines de l'ouest de l'Angleterre, et notamment du Devonshire, du Somersetshire. Sous l'instigation de la Chambre des Communes, le roi, dans une proclamation en date du 4 février 1718, prohibe ces clubs et sociétés, ce qui, quelques années plus tard ne les empêche pas d'être aussi, nombreux qu'avant la défense qui leur a été faite d'agir en commun.

Parmi les exemples les plus remarquables d'organisations permanentes de travailleurs dans le cours du XVIII^e siècle, nous ne pouvons passer sous silence celle des tisseurs de soie de Spitalfields en 1773, des batteurs d'or en 1777, des ouvriers bonnetiers ou tisserands au métier (Framework-Knitters).

§ 4. — L'initiative du mouvement trade-unioniste durant tout le XVIII^e siècle est due aux vastes associations des ouvriers en laines de l'ouest de l'Angleterre et des bonnetiers au métier du centre. Ce furent elles qui, s'élevant contre la baisse des salaires, firent appel au gouvernement, et rédigèrent de nombreuses pétitions à la Chambre des Communes pour la défense de leurs membres menacés.

A mesure que nous avançons pas à pas dans le XVIII^e siècle, nous voyons chaque Union venir, l'une après l'autre, se joindre au mouvement général pour le relèvement de la condition des salariés. S'il y eut des plaintes adressées par les patrons sur l'organisation syndicale, le pouvoir royal et la Chambre des Communes eurent à cœur de faire maintenir les salaires à un taux qui ne devînt pas trop bas, présumant que l'ouvrier employé dans l'industrie doit recevoir les gains accoutumés de sa profession

Toutefois, si le gouvernement faisait tous ses efforts pour améliorer la condition de la classe dirigée, il faisait entrevoir dans ses réponses que, soucieux des intérêts de tous et animé des meilleures intentions vis-à-vis des déshérités de la fortune, il entendait cependant que les revendications lui fussent faites d'une manière régulière, et non par l'intermédiaire d'associations qu'il désapprouvait complètement, étant donné qu'elles étaient absolument illégales. En ce qui concerne notamment les ouvriers employés dans les manufactures de laines, l'acte 12, Georges I^{er} (1725) avait formellement déclaré que les associations fondées par eux en vue d'obtenir un meilleur paiement de leur salaire étaient illégales.

Cette politique de protection ne dura cependant que pendant la première moitié du siècle.

Après 1750, le gouvernement, assiégé de revendications, tant par les patrons que par les ouvriers, et ne sachant, dans biens des cas, comment régler les conflits, pratiqua le système du laisser-faire. La conséquence peut être facilement devinée : on vit les révoltes redoubler entre Unions et employeurs.

Pour y mettre fin, le Parlement vota quelques lois, comme la loi 5, Georges III, qui protège le gain des tisseurs de soie. Une autre loi, l'acte 13, Georges III, donna aux juges la possibilité de régler le taux des salaires et de rendre leur maintien obligatoire. Dans tout ce dédale des lois antérieures à 1800, l'objet poursuivi par le législateur était la fixation du taux des salaires, l'exécution du contrat de service et la prohibition des associations. Toutefois, on ne persécuta jamais systématiquement les associations ouvrières fondées pour faire appliquer la loi ; on semblait les tolérer, bien qu'en fait elles tombassent sous le coup de la loi et que, juridiquement parlant, elles rentrassent dans les définitions d'association et de conspiration.

§ 5. — Les Unions, à la fin du XVIII^e siècle, deviennent de plus en plus exigeantes. Dès 1787, les fabricants de mousseline de Glasgow ayant voulu abaisser le tarif des salaires, les ouvriers s'entendirent pour lutter contre ce

mouvement. Nous assistons alors à la conduite d'une grève parfaitement organisée, par une Union. Les patrons qui s'obstinèrent à vouloir réduire les salaires furent mis en quarantaine, et les rues devinrent le théâtre de scènes sanglantes. Mêmes scènes de désordre, en 1792, entre les fabricants de Bolton et de Bury et les tisseurs de coton.

Dans le Yorkshire, les progrès du machinisme ayant alarmé les ouvriers et les petits fabricants, ceux-ci organisèrent la « *Community* », ou Institution des ouvriers en laines, en 1796. Cette institution, par ses nombreuses ramifications, engloba tout le nord de l'Angleterre. Une caisse de prévoyance était destinée à venir en aide à la corporation et à revendiquer ses droits en justice en payant des attorneys et des avocats. La caisse avait assez de ressources pour soutenir les chômeurs en cas de grève, et malheur à celui qui n'obéissait pas aux injonctions dictées par l'« Institution », s'il travaillait chez le patron mis en interdit ou si, ayant fait partie du groupement, il s'en séparait pour ne pas faire cause commune. On le traitait de serpent (*snake*), c'est-à-dire d'être rampant, sournois et méprisable.

Ces faits sont d'autant plus intéressants, que la conduite des Unions dans les grèves actuelles en Angleterre est la copie fidèle de cette insti-

tution ancienne. Dans l'industrie du fer, même fonctionnement et même manœuvre de la part des Unions. De même, parmi les ouvriers couteillers, les ouvriers papetiers du Kent, les ouvriers constructeurs de moulins.

On pressent ici les inquiétudes patronales et la terreur qu'un tel état de choses ne manqua pas de produire sur les membres du Parlement. D'ailleurs, de l'autre côté du détroit, en France, les esprits étaient alors fort surexcités; la révolution allait éclater: allait-on aussi recevoir le contre-coup d'un mouvement populaire? La situation intérieure était fort grave.

§ 6. — On comprendra certaines violences, si l'on considère l'état misérable de l'ouvrier anglais à la fin du XVIII^e siècle. Des enfants de quatre ans étaient occupés à traîner des berlines de charbon (cowe) dans les mines, des femmes en haillons piochaient le minerai ou montaient des échelles de plusieurs centaines de mètres avec 100 kilogrammes de houille sur le dos. Des enfants restaient de 12 à 16 heures à s'étioler dans les profondeurs de la terre; et, quand ces malheureux suppliaient qu'on vînt à leur secours, le législateur impitoyable les renvoyait honteusement à leur tâche en déchaînant sur eux le formidable arsenal de tous ces statuts anciens sur les coalitions appelées les *Combination laws*.

On s'explique aisément, au récit de pareils faits, qu'il se soit formé de nombreuses sociétés secrètes pour la protection des travailleurs et l'amélioration de leur condition. La misère noire occasionnée par des gages dérisoires et la cherté du pain fit jeter le masque à ces troupes affamées. Les centres ouvriers connurent les émeutes, l'incendie des maisons des patrons, la destruction des machines. Et avec cela, il faut ajouter une entente parfaite au sein de ces hordes furieuses, entente telle qu'il était presque impossible de découvrir l'auteur de ces actes.

L'arsenal des nombreuses lois sur les coalitions, votées depuis 1305, ne suffisait pas pour assurer l'ordre, et l'on recourut aux *Sedition acts*, la loi sur les sociétés affiliées et les lois relatives à la haute trahison.

La famine régnait alors, au début du XIX^e siècle, en Angleterre. Le pain valut un shilling 3 d., à partir du 1^{er} janvier 1800. Le comité de la Chambre des Communes émit le vœu qu'on obligeât les boulangers à ne vendre leur pain qu'un jour après la cuisson. Ce vœu fut approuvé, et, à partir du 4 mars 1800, cette mesure fut étendue à toute la Grande-Bretagne. On vint même à ne consommer qu'un pain par semaine dans chaque famille, et, jusqu'au 10 octobre 1800, l'usage de faire de la pâtisserie fut formellement interdit.

§ 6 bis. — Les agitations ouvrières ne laissant pas d'inquiéter le législateur, une loi datée de 1799 fut promulguée, ayant trait aux coalitions. Elle n'était, en somme, qu'un résumé des nombreux décrets antérieurs sur les coalitions dans les industries particulières¹. Il y a lieu de bien distinguer ici le caractère des *Combination laws* du caractère de cette nouvelle loi de 1799, act 39, Georges III. Les *Combination laws* réglementaient officiellement le travail ; dès lors, « il ne pouvait être permis, pas plus à des coa-

1. Voici, d'ailleurs, le tableau des principales lois prohibant les associations qui furent édictées à partir du XVII^e siècle, et connues plus tard sous le nom de lois sur les coalitions. Nous les faisons précéder des statuts des plus remarquables sur le travail dans les différents métiers : Statut 33, Edouard I^{er} st., 1 (1305). — Statut 3, Henri VI, chapitre I (1425). — Statut 33, Henri VIII, st. 1, chapitre 9 (1541-42). — Statuts 2 et 3, Edouard VI (1548). — Statut de Jacques I^{er} d'Ecosse (1411). — Acte 7 de Jacques I^{er} (1413) pour réglementer le prix de la main-d'œuvre pour l'industrie de la soie. — Acte 5 de Marie Stuart (1547), qui détermine le prix du travail des artisans. — Acte de Jacques IV d'Ecosse (1574). — Actes 13 et 14 de Charles II (1662).

A une époque beaucoup plus rapprochée de nous et contemporaine à la naissance des Unions en Angleterre, le statut 7 de Georges I^{er} (1720), spécialement fait pour les ouvriers tailleurs. Le statut 12 de Georges I^{er} (1725) pour les tisserands et les peigneurs de laines. La loi pour empêcher, en Irlande, toute association illégale de salariés, quelle que soit la profession qu'ils exercent : Georges II (1730). On compte encore, rien que sous le règne de Georges III, une quinzaine d'actes antérieurs à 1800. On voit que, malgré cette mine presque intarissable d'actes rendus pour la plupart à l'occasion de la formation d'Unions dans les industries particulières, ces nombreuses lois furent impuissantes à détruire ces vastes associations, qu'elles tentèrent à grand'peine de réglementer. Nous arrivons ainsi, à l'aurore du XIX^e siècle, à une période de crise intense, et nous assistons à l'échec complet des *Combination laws*.

litions qu'à des individus, d'intervenir dans des conflits pour lesquels un mode de solution légal avait été institué ». En 1799, ce n'était plus cela : la politique d'intervention se discréditait de plus en plus ; on laissait l'ouvrier s'entendre avec son patron ; la fixation des salaires par les juges de paix était tombée rapidement en désuétude, et l'Etat, pour favoriser le patronat, imagina cette loi de 1799, défendant aux ouvriers de se coaliser, après leur avoir retiré toute protection légale.

Elle fut rapidement votée. Présentée le 17 juin 1795, elle fut promulguée le 12 juillet, sans aucune discussion, ni à la Chambre des Communes, ni à la Chambre des Lords, sans aucun amendement.

Défense était faite aux ouvriers de s'assembler pour s'entendre afin de diminuer les heures de travail ou d'augmenter les salaires, ou de forcer les patrons à employer certains ouvriers à l'exclusion de certains autres. La peine pour les contrevenants était de 3 ans de prison ou de 2 mois de hard labour.

Ceux qui exerçaient ce que l'on appelle actuellement le *picketing*, c'est-à-dire empêchaient les ouvriers de travailler chez leur patron en les persuadant de ne pas continuer l'ouvrage qu'ils y faisaient, en employant des moyens d'intimidation au besoin pour arriver à leur but, ceux qui s'obs-

tinaient à ne pas vouloir travailler avec les « snakes » ou assistaient à des réunions illicites, dont le but était la révolte contre l'employeur, toutes ces personnes étaient également condamnées à 3 ans d'emprisonnement ou à 2 ans de travaux forcés.

§ 7. — Cet acte 39, Georges III, de 1799, visait surtout le cas des coalitions. Elles étaient formellement interdites. si bien que, dans une pétition rédigée par les journaliers, les ouvriers et les artisans de Liverpool, il avait été dit que « pas un ouvrier ne pouvait avoir désormais avec un autre ouvrier la moindre conversation sur un sujet professionnel, sans s'exposer à des poursuites ». Enfin, il y avait surtout une disposition qui dénotait la partialité : nous voulons parler du tribunal chargé de juger les délinquants. Ce tribunal était la justice de paix ; il n'y avait pas de jury ; seul le juge de paix rendait son verdict dans l'affaire. Or ce juge avait tendance à favoriser les employeurs, puisqu'il était choisi parmi eux.

On n'a jamais su au juste pourquoi de pareilles mesures furent votées. Tout laisse à supposer cependant qu'elles sont le résultat du développement important du Trade-Unionisme parmi les ouvriers textiles du Yorkshire et du Lancashire.

§ 8. — La période qui va de 1799 à 1825 est une ère de persécution dans l'histoire des Unions. Beaucoup d'Unions vivent comme des sociétés secrètes. Les délibérations des chefs se font à minuit, au coin d'un champ, et le procès-verbal des séances est placé dans un coffret, lequel est enfermé dans un endroit connu des seuls initiés. Les associations, alors secrètes, empruntèrent certaines de leurs cérémonies mystérieuses au rite maçonnique. Les réunions bizarres, les formules cabalistiques et les serments terribles devinrent d'un usage courant. Ainsi, dans une association de peigneurs de laine, c'est la nuit qu'on recevait un aspirant. Les assistants portaient des surplis. Dans un coin de la salle se trouvait un squelette ayant au-dessus de la tête une épée et une hache à deux tranchants. Au milieu des assistants, une table était placée avec une bible pour recevoir des serments solennels, serments qui entraînaient les plus cruels châtiements pour ceux qui y devenaient parjures.

Malgré le mystère dont cherchaient à s'entourer les associations ouvrières, le gouvernement ne manqua pas de vigilance. Les poursuites furent nombreuses pour réunions illégales, et les jugements rendus furent très sévères. Les ouvriers, prétendait-on, ne visaient qu'à une chose : ruiner le commerce, l'industrie et l'agriculture en

Angleterre, d'où il devenait donc nécessaire d'appliquer sans trêve ni merci les *Combination laws*.

La rigueur des condamnations n'excitait la compassion de personne, puisque l'on considérait les groupements ouvriers comme une machination infernale dirigée contre la vitalité même du pays. « Toute considération de justice disparaissait ; la défense des ouvriers était rarement écoutée par le juge, jamais sans impatience ou sans insulte... Si l'on pouvait donner un compte rendu fidèle des interrogatoires, des débats devant les sessions trimestrielles et le Banc du Roi, avec les partialités monstrueuses, les invectives grossières, les peines terribles infligées et subies, personne ne voudrait y croire, si les faits n'étaient attestés par des témoignages irrécusables ¹. »

§ 9. — La police anglaise, à cette époque, était mal organisée ; aussi, les poursuites furent-elles très inégales. L'action judiciaire n'entraînait en mouvement que si le patron portait plainte, et cette plainte faisait souvent défaut. On comprend que, pour un délit comme la coalition, il fallait que la personne lésée donnât des preuves évidentes, établît des faits, accusât le coupable. C'était précisément ce qui était fort diffi-

1. FRANCIS PLACE, *On Combination laws*, dans Webb, ouv. cité, p. 65.

cile. Les syndicats ouvriers, dont beaucoup, nous l'avons vu, n'étaient, au début du XIX^e siècle, que des sociétés secrètes, manœuvraient dans l'ombre, et malheur à l'accusateur ou au témoin à charge : il était voué à la vindicte de la secte.

Aussi ne faut-il pas trop s'étonner si la justice n'intervient pas, faute de réclamation de la part des employeurs, pour dissoudre certaines associations, comme celle des tonneliers de Londres, formée en 1811; des brossiers de Londres, en 1805; des bonnetiers au métier et des tailleurs de divers villages du Nottinghamshire, de 1794 à 1810; des charpentiers de Preston, en 1807, et surtout des vieux imprimeurs à la main de calicot, de Glasgow.

Cette dernière association reste fameuse dans les annales des Unions. C'était, au début du XIX^e siècle, un des syndicats les plus puissants. Ils régentaient même leurs patrons, et, pour gagner davantage, le syndicat fixait le nombre des apprentis et des ouvriers pour ce genre de travail, faisait briser les machines cylindriques, et défendait qu'on imprimât tel ou tel article sur toile. Ils mettaient même le patron dans l'obligation de renvoyer un contremaître qui cessait de leur plaire.

§ 10. — Il ne faudrait pas cependant généraliser

ces faits, car ils ne constituaient pour l'époque que des exceptions. Sans doute, des syndicats subsistèrent au grand jour; mais la note dominante est qu'ils conservaient, extérieurement du moins, un aspect timide sous le couvert parfois très inoffensif de sociétés de secours mutuels. 

D'ailleurs, l'act 33 Georges III, c. 54, encourageait fortement les *benefit clubs*, dont le but était de venir en aide aux compagnons victimes de maladie ou de manque de travail. Et, si nous nous donnons la peine d'étudier de près l'application de l'act 39 Georges III de 1799 et des *Combination laws*, qui forment toute la jurisprudence antérieure, il faut conclure que, en définitive, les poursuites pour coalitions, si elles furent inégales, furent cependant nombreuses,

En 1819, par exemple, nous en trouvons contre les chapeliers, les fondeurs de fer, les ébénistes, les cordonniers de Londres. En 1817, la police de Bolton arrête dix délégués imprimeurs sur calicot, sur le seul fait qu'ils allaient se réunir, et sans même qu'il y eût aucune plainte patronale contre leur Union.

L'application des *Combination laws* atteignit surtout fortement les industries textiles. Il fut impossible aux ouvriers de cette branche d'industrie de relever leurs salaires. L'exemple le plus frappant de cet état de choses nous est fourni

lors de la grève des tisserands d'Ecosse, en 1812. Les salaires avaient été réglés par les magistrats, antérieurement à cette époque, pour les ouvriers des industries textiles, à la suite d'une grève. Or, en 1812, les patrons ne voulurent pas accepter ces salaires fixés par les juges et reconnus justes par ceux-ci. Les ouvriers, justement indignés, se mirent en grève, et cinq membres de leur comité provisoire furent jetés en prison.

§ 11. — A cette époque vivait dans Londres, à Charing-Cross, un maître tailleur du nom de Francis Place. Il consacra son intelligence pratique à l'abolition des lois sur les coalitions ; sa boutique était d'ailleurs connue pour être un centre d'agitation continuelle. Ayant témoigné, en 1810, comme maître tailleur, devant une Commission du Parlement, réunie pour discuter les questions ouvrières, son témoignage fit bonne impression sur l'assemblée. Sa conduite modératrice dans les grèves, ses nombreuses communications avec une quantité d'Unions, ses articles documentés dans les journaux, sa liaison avec le futur économiste Marc Culloch et avec un membre de la Chambre des Communes, Joseph Hume, le mirent à la tête du mouvement pour la suppression des *Combination laws*. Hume, sur son instigation, demanda cette suppression en 1822, dans un bill proposé au Parlement.

Semblable proposition n'était pas téméraire ; car, au sein de l'assemblée, les esprits étaient modérés, et on n'était pas si loin d'accepter pour les associations syndicales, non pas une personnalité juridique, que, même trois quarts de siècle plus tard, elles n'auront pas encore, mais on semblait disposé à leur accorder un *modus vivendi* tolérable.

A force de patience, d'habileté, de tact, le parlementaire Hume se fit promettre du ministre Peel la nomination d'une commission d'enquête, en 1824. Déployant, avec Place, toute son énergie, il fallut arriver à faire entrer dans cette commission des amis. Hume y parvint, et même fut président de la commission. La partie était gagnée : il tenait dans sa main la marche de l'enquête.

Les séances de la commission étaient privées, et Place s'en aperçut à son détriment. Le maître tailleur de Charing-Cross s'offrit en effet pour jouer le rôle « d'assistant » de son ami Hume ; mais on savait les rapports qui existaient entre les deux politiciens, et Place se vit honteusement refuser l'entrée comme n'étant pas même un gentleman.

L'enquête se fit néanmoins comme l'avait voulu son président Hume, et un vœu fut émis pour la liberté complète de coalition. La loi de

1824, 5 Geo. IV, c. 67, fut votée sans bruit et les employeurs n'en virent même rien tout d'abord.

On raconte même que la nouvelle législation abolissant les *Combination laws* fit si peu de bruit dans le royaume, que des magistrats ignorants du Lancashire condamnèrent pour coalition des ouvriers quelques semaines après que le délit de coalition n'existait plus. C'est à l'étude de cette loi, cependant bien importante, que nous allons consacrer la première partie de notre chapitre II.

CHAPITRE II

HISTOIRE ET CONDITION JURIDIQUE DES SYNDICATS DE 1824 A 1871

§ 12. — De toutes les nations du monde, c'est à l'Angleterre que revient la gloire d'avoir, en tête, voté la première loi ouvrière créatrice d'une certaine liberté d'action pour les salariés. En effet, par cette loi du 21 juin 1824 (St. 5, Georges IV), les Unions entrent dans une voie nouvelle. Le droit de coalition est conquis, et ce fut le résultat de bien des années de souffrances, pour ne pas dire de siècles. Souffrances de toutes sortes : misère provenant des chômages en temps de grève, sacrifices nécessaires d'argent pour soutenir ces grèves, privation de salaires. Néanmoins, l'actif des ouvriers était considérablement accru : ils pouvaient désormais se réunir librement entre eux pour discuter leurs intérêts sans que le législateur impitoyable vînt les inquiéter avec les nombreuses lois sur les coalitions que nous avons vues précédemment. Les améliorations à la loi arriveront fatalement plus tard

avec la marche des idées; mais, pour le moment, le principe d'association était posé.

§ 13. — *Loi du 21 juin 1824 (St., 7, Georges IV, c. 67)*

Donc, en 1824, le législateur se décide à reconnaître le droit de coalition; la pénalité est restreinte aux actes de violence et aux tentatives d'intimidation.

Selon cette loi, on affranchissait de toute poursuite :

1^o Les ouvriers qui s'entendent pour obtenir une augmentation de salaire, diminuer les heures de travail ou la quantité d'ouvrage à fournir, ou essayent de peser sur la décision de leurs camarades dans le but de leur faire abandonner leur tâche.

2^o Jouissaient aussi d'une immunité complète :

Les patrons qui se concertent pour fixer ou diminuer les salaires, augmenter la journée de travail, ou règlent la manière de conduire un établissement industriel ou commercial.

Fut qualifié délit :

1^o Toute contrainte par un individu envers un autre à rompre son engagement ou à abandonner son ouvrage, et cela en employant la violence, les menaces ou en attendant sur sa propriété ;

2° Le fait d'endommager ou de détruire des machines, des marchandises, des outils, ou d'employer des moyens violents envers un individu qui n'accepterait pas les décisions d'une délibération destinée à augmenter les salaires, ou à diminuer les heures de travail ou la tâche journalière ;

3° Tout moyen d'intimidation envers un patron ou son représentant, et qui ferait changer la manière de conduire son établissement.

Ces mêmes actes étaient reconnus délictueux dans le cas où plusieurs individus se concerteraient pour les perpétrer, disait l'article 6. Enfin, les derniers paragraphes sont consacrés à la procédure à employer dans le cas où le délit de coalition est reconnu applicable à un fait. Les juges compétents sont les juges de paix, qui jugent en premier et en dernier ressort ; la preuve par témoins est admise ; enfin, l'emprisonnement est au plus de deux mois.

§ 14. — Il eut été désirable qu'après le vote d'une telle loi, si protectrice des intérêts ouvriers, ces derniers eussent agi sagement en montrant également de leur côté un esprit conciliant. Nous avons vu qu'en somme, la loi Georges IV de 1824 avait été le fait d'un vote qu'on pourrait qualifier peut-être de vote arraché par surprise ; mais alors c'était une raison de plus pour les

ouvriers de montrer leur habileté en évitant de susciter des troubles dans les années qui suivirent la promulgation d'une loi qui leur était favorable. Malgré cela, les émeutes furent nombreuses. Nous en rencontrons partout, à Glasgow, à Dublin, à Sheffield, à Londres. Les ouvriers cotonniers, les marins de la Tyne et de Wear, les couteliers, les ouvriers de la construction navale rivalisent d'ardeur pour organiser des syndicats qui réclament avec arrogance des salaires plus élevés et une durée de la journée de travail plus en conformité avec la dignité de la personne humaine.

On peut cependant trouver un semblant d'excuse à ces soulèvements en considérant combien longtemps vécurent les Unions sous la férule du législateur, et en pensant à ces vieilles rancunes, à ces animosités accumulées entre employeurs et employés, qu'une loi libérale ne pouvait éteindre de sitôt !

Les résultats d'une pareille agitation ne devaient pas tarder à se faire sentir ; l'impression qui s'en dégagea ne pouvait être que mauvaise, et avant qu'un an se fût écoulé, la loi de 1824 était attaquée devant la Chambre des Communes par le député de Liverpool Huskisson. Huskisson demanda qu'on fît une enquête sur les grèves qui s'étaient produites depuis le vote, et

qu'on revisât une loi si importante, dont les articles avaient été rédigés si hâtivement.

Triés avec soin, les membres de la commission étaient hostiles aux Unions. M. Sidney Webb raconte en détail comment à nouveau les instigateurs de la loi de 1824 manœuvrèrent adroitement pour contre-balancer l'opinion défavorable dont souffrait l'intérêt ouvrier, qui, de son côté, n'avait pas répondu à l'habileté de son admirable champion, le fameux Place, en fomentant des grèves juste au moment où on allait leur permettre de vivre.

Non seulement des patrons furent entendus par la Commission, mais aussi des ouvriers que l'on s'attendait cependant bien voir mis à l'écart. La Chambre se mit ensuite à l'œuvre, et, dès le 6 juillet 1825, une loi remplaça la précédente.

§ 15. — *Loi du 6 juillet 1825 (6, Georges IV, c. 129)*

L'act de 1825 (6. Georges IV, c. 129) apporte des modifications assez sérieuses, si on le compare à celui de 1824. *Il fut permis à tous les ouvriers de s'assembler pour délibérer sur les taux des salaires ou sur la durée de leur travail, et de faire entre eux à ce sujet des conventions verbales ou par écrit. Les maîtres également furent déclarés libres de se concerter et de faire*

des conventions entre eux relativement aux salaires qu'ils entendraient payer aux ouvriers et à la durée du travail. Mais il fut stipulé que ces conventions n'engageraient que les individus qui auraient assisté aux assemblées dans lesquelles elles auraient été conclues. (Art. 4 et 5.)

La peine de l'emprisonnement fut reportée à trois mois au maximum et rendue applicable dans les cas suivants :

1. Si un individu, en usant de violences envers un autre individu, ou en attentant sur sa propriété, ou en employant la menace ou un moyen d'intimidation quelconque (comme dans la loi de 1824), ou, en le molestant ou en l'empêchant d'agir à son gré (additions), le forçait ou tentait de le forcer à abandonner son travail ou à rendre son ouvrage avant de l'avoir achevé, ou l'empêchait ou tentait de l'empêcher des'engager dans un établissement ou d'accepter de l'ouvrage ;

2^o Si un individu, en usant de violence envers un autre individu, ou en attentant sur sa propriété, ou en employant la menace ou un moyen d'intimidation quelconque, le molestait ou l'empêchait d'agir à son gré pour le forcer ou l'induire à entrer dans une association, ou à contribuer à un fonds de cotisations, ou à payer une amende, ou par la raison qu'il n'était pas mem-

bre d'une association, ou qu'il n'avait pas contribué ou qu'il avait refusé de contribuer à un fonds de cotisations, ou à payer une amende, ou parce qu'il ne s'était pas conformé ou qu'il avait refusé de se conformer à des règlements, résolutions ou arrêtés ayant pour but d'obtenir une augmentation de salaire, ou de réduire le taux des salaires, ou de diminuer ou de changer les heures de travail, ou de diminuer ou de changer la quantité d'ouvrage à faire, ou de régler la manière de conduire un établissement industriel ou commercial (une partie de ces faits était ajoutée) ;

3° Si un individu, en usant de violence envers un chef d'industrie ou de commerce, ou en attentant sur sa propriété, ou en employant la menace ou un moyen d'intimidation quelconque, ou en le molestant ou l'empêchant d'une façon quelconque d'agir à son gré, le forçait ou tentait de le forcer à faire un changement quelconque dans sa manière de conduire son établissement, ou de limiter le nombre de ses apprentis, ou le nombre de ses ouvriers ou leur emploi.

La juridiction des infractions à la loi fut attribuée, comme auparavant, à deux juges de paix ; mais les condamnés purent faire appel à la cour des sessions générales, et obtenir la suspension de l'exécution du jugement en s'engageant à

payer 20 livres sterling et en fournissant deux cautions.

Un seul témoin suffit pour faire la preuve du fait délictueux. Tous les faits de coalition non compris dans la loi, notamment la manœuvre dite *picketing*, qui consiste à détourner ou à empêcher des ouvriers d'entrer dans des ateliers pour y travailler, retombèrent sous la loi commune de *conspiracy*. Le droit du moins resta sauf en principe ¹. »

§ 16. — Est-ce à dire que la nouvelle loi de 1825, tout en spécifiant les cas où il y avait délit, ait été plus efficace que la loi de 1824 pour apaiser le mouvement de révolte qui se dessinait alors ? Non certes, les coalitions s'étendirent tout comme avant ; il y eut d'abord plus de réserve en apparence, mais l'intimidation n'en subsista pas moins, et le nouveau régime syndical eut le même esprit d'indépendance que l'ancien.

Les Unions s'organisèrent en fédérations très importantes, englobant des centres manufacturiers, et marchèrent d'un commun accord sous la conduite d'un conseil général. Ce conseil général décidait s'il fallait ou non faire la grève. Une fois la grève déclarée, toutes les associations mettaient à la disposition du conseil leurs résér-

1. L. SMITH, *Les coalitions et les grèves*, pages 42 et 43.

ves pour entretenir leurs camarades ouvriers sans travail. Toutefois, si une Union se mettait en grève d'elle-même sans en avoir appelé au Conseil général, alors les frais de chômage étaient prélevés sur la caisse de cette Union, et non sur la caisse commune.

Or une pareille organisation des Unions venait de ce fait qu'elles se multipliaient par une active propagande. Elles donnaient à leurs membres des secours en cas de maladie, d'accident ou de grève. Elles fondaient des retraites pour ceux qu'un âge trop avancé mettait dans l'incapacité de subvenir à leurs propres besoins.

Plus de ces syndicats isolés, mal gouvernés, et partant, n'ayant aucun moyen d'action. Les associations qui furent fondées s'appelèrent branche ou loge. Or chaque loge avait son indépendance pour son fonctionnement intérieur, quant à l'élection de ses membres et à la perception de ses cotisations ; mais cela n'excluait pas pour ces associations de fédérations une tête, un conseil général qui dirigeait, comme nous venons de le voir, le mouvement d'ensemble pour le bien commun.

Au sein du conseil général il y avait un président assisté de membres délégués des loges, élus pour une période de six mois, lesquels recevaient une indemnité de déplacement.

§ 17. — L'année 1825 fut désastreuse pour l'Angleterre. Elle se termina par une panique financière et un énorme désastre commercial. Il en résulta que, plusieurs années après, les ouvriers eurent beaucoup de mal à trouver un emploi, et qu'une souscription fut nécessaire pour empêcher ces malheureux de mourir de faim. Une réduction énorme des salaires se faisait dans tous les corps de métiers ; elle atteignit même le chiffre de 17 % pour les tisseurs de tapis. Cette crise commerciale, funeste à l'essor des syndicats, prit fin en l'année 1829.

Cette même année est mémorable dans l'histoire du Trade-Unionisme, car elle marque une étape dans son évolution : nous voulons parler d'une confédération générale des travailleurs.

Un certain John Doberty, Irlandais de naissance, émit l'idée qu'il était sans doute avantageux pour les salariés, non seulement de s'unir par métier, de faire l'union de métier, la *Trade-Union*, telle qu'elle existait depuis plus d'un siècle, mais qu'une entente globale de tous les travailleurs du pays, la *Trades Union*, l'union de tous les différents métiers serait un levier autrement puissant pour l'émancipation de la démocratie britannique.

§ 18. — L'idée était lancée, et nous arrivons à la phase de ce que l'on appelle le nouvel unio-

nisme, qui s'étend de 1829 à 1834. En 1830, John Doberty fonde, d'après ses principes, « l'Association nationale pour la protection du travail ». Cette Association comprit 150 Unions, composées de beaucoup de corps de métiers, fondeurs, forgerons, fileurs de coton, bonnetiers, etc., des comtés de Lancashire, Leicester, Nottingham, Derby et Cheshire. Le nombre total des adhérents dépassa bientôt cent mille. Un journal fut fondé, la « *Voice of the People* », pour répandre les idées nouvelles dans le monde des travailleurs. Mais la fatalité devait ruiner l'Association nationale ; car, en 1832, après avoir connu la gloire, elle tomba tout à coup dans le néant. Une autre société ouvrière, « l'Union générale des métiers », réunissant les Unions du bâtiment, poursuivit le même but. Pour chaque corps de métier, il y avait une loge avec son règlement, son rituel propre pour les cérémonies d'initiation, vestige des unions secrètes contemporaines aux lois sur les coalitions. A Manchester et à Liverpool, les patrons déclarèrent qu'ils étaient bien décidés à ne pas accepter un seul ouvrier qui ferait partie de l'Union générale des métiers. La tentative d'Union échoua comme « l'Association nationale pour la protection du travail ».

Durant l'année 1833, il y eut plus d'un essai

tendant à former une Union générale de tous les métiers. On ne peut passer sous silence la « Grande Union nationale consolidée des métiers », qui est l'œuvre d'Owen et établie par fédération de loges. En très peu de temps, un demi-million d'ouvriers agricoles adhéraient aux statuts. Or il n'y a pas d'exemple dans l'histoire du Trade-Unionisme d'un pareil mouvement en un temps aussi bref.

§ 19. — Les Trades-Unions, ces unions d'Unions, si l'on peut parler ainsi, étaient pour les patrons et aussi pour le gouvernement l'ennemi juré, l'ennemi à détruire. Lord Melbourne y déploya toute son activité, aidé de Nassau Senior, professeur d'économie politique à Oxford, qui lui exposa par écrit l'état de la situation et les moyens propres à enrayer le mouvement syndical. C'était un tableau assez noir des faits, et les moyens à employer étaient radicaux, trop même pour que lord Melbourne tentât une manœuvre en ce sens auprès des Chambres pour le vote d'un bill.

On appliqua, faute de mieux, la loi de 1825 dans toute sa rigueur. Sans doute, les coalitions tendant à fixer les heures ou les salaires n'étaient pas défendues, mais il était facile de restreindre la portée de la loi. C'est ainsi qu'en 1832, le seul fait par les Trades-Unionistes d'écrire à un patron qu'une grève pouvait éclater, fut regardé comme

suffisant pour être puni comme coalition. Les exemples en ce sens abondent. On invoquait également contre les grévistes la loi « *master and servant* ». Des journaliers de Dorschester furent condamnés à sept années de déportation, sans qu'on ait pu relever contre eux des faits de nature à mériter un tel châtiment. La tactique du gouvernement triompha ; il sortit vainqueur par la force des Trades-Unions, qui l'avaient embarrassé quelque peu tout d'abord, et, avec l'année 1834, nous assistons à l'agonie de ces unions d'Unions chaque Union reprenant, comme par le passé, son indépendance complète.

Cette émancipation éphémère des syndicats, que nous venons de passer rapidement en revue, et qui constitue le nouvel Unionisme, a besoin d'être cependant mis en relief. C'est en quelque sorte comme un éclair subit illuminant cette succession de faits un peu monotones qui forment l'histoire de la condition légale des Unions. En plein XIX^e siècle, après la conquête du droit de réunion, qui s'était fait attendre si longtemps, et pour la réussite duquel tant de travailleurs avaient souffert, voici qu'un espoir d'arriver à un mouvement général, à une entente entre tous les salariés commence à se dessiner. Puis, tout à coup, le gouvernement, se ressaisissant et n'osant demander l'appui d'une Chambre imbue

des doctrines du radicalisme philosophique, va droit au but, emploie l'intimidation légale et écrase sous ses pieds un adversaire qui ne manquait ni d'audace, ni d'adhérents, ni de ressources financières.

§ 20. — En 1836 comme en 1825, il y eut une crise commerciale ; les Unions en subirent le contre-coup. Les ressources allaient, en effet, en s'épuisant, car il fallut verser des fonds aux membres sans travail. Avec cet abaissement momentané dans le développement de l'unionisme, nous allons assister à un mouvement d'idées nouvelles et à la fondation de sociétés « amalgamées », sagement administrées.

L'instruction pénètre les masses dès 1842, puis le commerce s'accroît dans des proportions notables vers 1850, et devient très prospère. A partir de cette époque, dans le Northumberland, le Durham, le Yorkshire et le Lancashire, de solides Unions se fondent. Ce fut un réveil du Trade-Unionisme.

Dans les syndicats, des livres sont mis à la disposition des membres, l'instruction se multiplie parmi les unionistes, pour leur plus grand bien. On cherche à les moraliser. Une revue mensuelle in-octavo de 96 pages, fondée à Birmingham, en 1850, intitulée « *Flint Glass makers' Magazine* », publiée par la Société amicale des

fabricants de *flint glass*, disait en substance : Notre vœu le plus cher c'est « l'éducation de chaque homme dans notre métier, en commençant par les plus vieux et en descendant jusqu'aux plus jeunes. Si vous ne désirez pas rester comme vous êtes et souffrir une plus longue oppression, nous vous disons d'apprendre, et, en apprenant, vous devenez puissants. Permettez-nous de vous inviter sérieusement à vous éduquer ; procurez-vous de l'intelligence au lieu d'alcool, c'est plus doux et plus durable¹. »

Le principe de la grève à outrance est aboli. Devenant plus habiles, les unionistes, se donnant la peine d'étudier les faits dans les causes qui les produisent, s'aperçoivent bien vite que la grève est ruineuse et n'amène à rien, que la force brutale n'a pas la puissance de la logique et de l'exposé impartial de justes griefs. Le comité central des maçons met à plusieurs reprises ses membres en garde « contre la pratique dangereuse des grèves ». Ecartez-vous-en, insiste-t-il, comme d'une bête féroce que vous sauriez prête à vous tuer. Rappelez-vous ce qui nous réduisit à si peu de chose en 1842. Nous vous supplions, frères, en tant que vous estimez votre propre existence, d'éviter par tous les moyens possibles ces grèves

1. WEBB, p. 204.

inutiles. Consacrions encore une année à une organisation sérieuse et attentive, et, si elle ne parvient pas à nous perfectionner, prenons-en encore une autre ; car c'est la connaissance de la désorganisation des ouvriers qui excite en général le tyran et le marchandeur à nous opprimer.¹ »

§ 21. — Les Unions, tout en conservant une tactique énergique, se rendaient à cette évidence que les salaires étaient subordonnés à l'offre et à la demande, et qu'il fallait réduire la production, réduire l'offre.

« Tous les gens d'expérience sont d'accord », affirme l'assemblée des délégués des fondeurs de fer en 1847, « que les salaires doivent être élevés au plus haut point par la demande de travail. » Par suite, nous voyons la condamnation des grèves accompagnée de réclamations tendant à limiter le nombre des apprentis, à supprimer les heures supplémentaires et à réunir un fonds d'émigration. Les fabricants de flint glass déclarent que la rareté du travail était un des principes fondamentaux posés dans leur premier Congrès, tenu à Manchester en 1849. C'est, disaient-ils, simplement une question d'offre et de demande, et nous savons tous que, si nous offrons une quantité d'un article supérieure à la demande

1. *Idem*, p. 206.

actuelle, l'avilissement de cet article, que ce soit le travail ou toute autre utilité, s'ensuivra naturellement.' »

On peut se faire, par ce qui précède, une opinion à peu près exacte de la mentalité unioniste à cette époque. La lutte reste toujours la même, mais elle se fait sur un autre terrain. Avec cette conception si nette de la vie économique, il va sans dire que les syndicats ont remanié du tout au tout leur organisation intérieure. Les cotisations hebdomadaires sont élevées à un shilling, et même parfois davantage. Quand on songe que chaque Union avait au moins plusieurs milliers de membres, on juge d'ici au bout de l'année, quels fonds de réserves cela faisait. Il faut toutefois défalquer les secours qu'il fallait distribuer pour les membres victimes de chômages accidentels ou malades, et les dépenses occasionnées par l'aménagement du siège de la société.

On fait aussi une plus grande attention pour le recrutement des fonctionnaires des Unions. Les comptables sont soigneusement choisis parmi les membres les plus capables et les plus honnêtes. Tous ces fonctionnaires reçoivent des indemnités pour le travail qu'ils fournissent. Désormais, nous nous trouvons en face de ce que l'on appelle les « Unions consolidées ».

1. WEBB, 208.

§ 22. — Une grève à jamais célèbre en Angleterre éclata alors en 1851, celle de l'Association des mécaniciens unis. Avant 1851, les mécaniciens ne possédaient que des associations locales indépendantes les unes des autres, puis un ancien contremaître, William Newton, et son disciple, William Allam, jeune Ecossais, proposèrent pour les mécaniciens, à Warrington, les bases d'un d'amalgamation. Ils parvinrent à y réussir, et eurent 11.000 membres payant chacun un shilling par semaine. A peine l'Union est-elle réorganisée selon les idées nouvelles, les mécaniciens font grève dans les immenses établissements de MM. Hibbert et Platt, à Londres. Ils demandaient qu'on cessât de les payer à la tâche, qu'on leur donnât le double pour les heures supplémentaires ; enfin, ils demandèrent que les machines fussent conduites par des ouvriers embauchés régulièrement, et non par des manœuvres recrutés accidentellement.

MM. Hibbert et Platt n'acceptèrent pas la proposition des mécaniciens, et répondirent que, s'ils faisaient grève, un lock out général s'ensuivrait dans l'industrie des machines. Les ouvriers mécaniciens n'en tinrent aucun compte, et le lock out s'ensuivit. Plus de 9.000 ouvriers se trouvèrent d'un jour à l'autre sans travail. Le début du chômage ne fut pas pénible. La caisse de l'As-

sociation était riche, et en plus de cela, il vint de nombreux secours par ailleurs. Mais, peu à peu, les ressources diminuèrent ; on avait déjà dépensé un million en trois mois : les ouvriers durent donc se soumettre aux conditions patronales, mais la Société amalgamée, malgré ce terrible assaut, n'en subsista pas moins.

§ 23. — Etant entré dans l'histoire de la question des Trade-Unions, nous pensons qu'il n'est nullement superflu, mais au contraire indispensable pour montrer l'évolution du mouvement syndical, et ensuite pour en dégager les idées juridiques, de donner un aperçu du « Nouveau Modèle » d'Union. Nous prenons comme exemple les sociétés des ouvriers fabricants de machines à vapeur. Elles étaient organisées de façon à procurer à leurs membres des allocations pour chômages, des indemnités de voyage ou maladie, des secours pour des funérailles décentes. Il y avait aussi une caisse des retraites pour la vieillesse. On trouva le moyen, tout en maintenant l'autonomie de chaque branche, de centraliser les finances de ces groupements indépendants.

L'élection et le contrôle des fonctionnaires se fait dans chaque branche, qui distribue les secours comme elle l'entend ; mais encore doit-elle agir d'après des règles précises, communes à

toutes les branches de la Société amalgamée. Bien entendu, au bout de l'année, un syndicat a une réserve pécuniaire plus forte que l'autre. Or, par un système de comptabilité fort long et fort compliqué, on égalise les sommes entre toutes les sections de la Société. Elles font bourse commune. Il y a fusion de l'autonomie et de la centralisation. Si un membre veut porter plainte, il n'a qu'à s'adresser au conseil exécutif central, qui répond seulement en interprétant les statuts de la Société amalgamée, tout comme le magistrat rend une sentence d'après un code qui lui sert de modèle, et dont il applique l'esprit dans l'espèce qui lui est soumise.

Ajoutons que l'amalgamation, au lieu de présenter le caractère secret et mystérieux des sociétés des premières années du XIX^e siècle, fit, au contraire, le plus de réclame possible dans les journaux. De 1850 à 1852, des publications spéciales parurent pour faire connaître l'amalgamation des mécaniciens, et des représentants se rendirent à des congrès où l'on discutait de l'amélioration du sort des travailleurs.

Les imprimeurs, les tailleurs, les charpentiers se formèrent, eux aussi, en Société amalgamée, en copiant le code des mécaniciens.

§ 24. — Les années 1857, 1858 et 1859 sont fertiles en grèves; les maçons de pierres, de bri-

ques, et en général, tous les métiers du bâtiment se révoltèrent et obtinrent, en fin de compte, des salaires plus élevés. Même agitation dans l'industrie du flint glass, parmi les mineurs du Yorkshire occidental et les fabricants de chaussures du Northamptonshire.

Toutes ces petites grèves eurent leur origine dans des demandes faites depuis longtemps, et tendant à réduire la journée de travail à 9 heures dans les métiers du bâtiment et même, pour les maçons, à obtenir congé dès le samedi après midi. Le refus des patrons fut catégorique, et 34.000 hommes firent grève. Le conflit se termina en 1860, grâce au concours dévoué de lord Saint Leonards.

Cette grève amena la confiance parmi les syndiqués. Des secours leur étaient venus de partout, des constructeurs de pianos de Londres, des fabricants de flint glass, des ouvriers de Liverpool, de Glasgow, de Manchester, des constructeurs de chaudières, des mineurs du Yorkshire, des tonneliers, des constructeurs de voitures. Les mécaniciens amalgamés donnèrent à eux seuls 3.000 livres. En tout, il vint du dehors 23.000 livres : on peut juger d'ici l'esprit de solidarité qui animait les Unions. C'est là l'idée maîtresse qui se dégage de tous ces conflits. Ajoutons, pour être complet, que deux Unions importantes

se fondèrent à la suite de ces événements, sur le type des sociétés amalgamées : le Conseil des syndicats de Londres et la Société amalgamée des charpentiers.

Les patrons, pour contre-balancer l'influence unioniste, usèrent du lock out, et ne cachèrent pas l'envie qu'ils avaient de voir établir des conseils d'arbitrage.

§ 25. — En octobre 1866, un horrible attentat mit la consternation partout, et fut le point de départ d'une série d'événements intéressant les Unions, à cause de la colère qui s'éleva contre elles. Une marmite de poudre fut lancée dans la cave d'un ouvrier appelé Fearnough, dans New Hereford street, à Sheffield. Une commotion terrible se produisit, mais, par miracle, il n'y eut personne de tué. Etant donné que l'ouvrier Fearnough avait eu de nombreux démêlés avec son Union, l'Union des repasseurs de scies, et s'en était retiré, les soupçons se portèrent immédiatement sur l'association, qui répondit qu'elle ne craignait rien. L'Union prit même les devants, et demanda au gouvernement de bien vouloir faire une enquête. Ce qu'il y a de plus piquant, c'est que le secrétaire de l'association ouvrit une souscription destinée à augmenter la récompense promise au dénonciateur, et l'un des complices dans l'affaire, c'était ce secrétaire.

Il avoua même qu'il avait fait commettre jusqu'à neuf crimes par les membres de son association.

A Manchester, l'association des ouvriers briquetiers étant mécontente des patrons, les membres du groupe syndiqué détruisirent les ateliers, égorgèrent des chevaux, mutilèrent des bestiaux et incendièrent des meules de foin ; il y eut même un assassinat.

Tous ces faits attirèrent l'attention des pouvoirs publics, et en 1867, dans un discours de la reine, il fut annoncé que le gouvernement, soucieux des intérêts de tous, allait faire nommer une commission d'enquête pour faire la lumière sur tous les attentats qui se commettaient, et tâcher de prendre en considération les revendications des syndicats.

§ 26. — En 1855, une loi avait été passée, protégeant contre les agissements des trésoriers infidèles les fonds des sociétés de secours mutuels (*Friendly Societies*), et l'article 44 de cette loi devait s'entendre comme s'appliquant aux Trade-Unions, à condition que leurs statuts fussent déposés à l'enregistrement et au tribunal du juge de paix.

Pendant une dizaine d'années, les Trade-Unions se considérèrent comme en sûreté, et vécurent dans une sécurité trompeuse. Mais, en 1866, un cas se posa devant les tribunaux, qui leur

montra que les sûretés données étaient illusoires. Le trésorier de la Société des ouvriers de la construction navale en fer de la branche de Bradford avait détourné les fonds qui lui étaient confiés. La somme s'élevait à 24 livres. Ce trésorier fut traduit devant le tribunal et absous. Le tribunal affirma que le syndicat n'avait pas qualité pour poursuivre le caissier infidèle, qu'il ne pouvait se prévaloir de la loi sur les sociétés mutuelles, qu'il était hors de cette loi. D'ailleurs, disaient les magistrats, jamais la loi n'a reconnu les Unions comme étant des personnes civiles.

Le procès fut porté en appel par l'Union déboutée. Le tribunal était la Cour du Banc de la Reine. La décision du premier juge fut confirmée par les quatre juges, qui suivirent d'ailleurs l'opinion du Lord Chief-Justice.

§ 27. — Cette fois, l'arrêt était encore plus désastreux pour le syndicat. Sans doute, soutenait l'arrêt, « les Unions sont tolérées d'après la loi de 1825, mais encore est-il que, dans l'espèce, l'Union dont il s'agit a porté de telles entraves à l'industrie que nous la considérons comme illégale ».

Comme M. Frédéric Harrison le montra, « le jugement établissait, non seulement que certaines sociétés n'avaient pas réussi à faire interpréter en leur faveur le texte d'une loi, mais que les

Trade-Unions de toute espèce étaient, par leur nature même, contraires à l'ordre public, et que leur objet en lui-même viciait toute association et tout arrangement dans lesquels il entraient. En un mot, l'unionisme devient, sinon criminel (comme l'a suggéré le savant juge), du moins quelque chose comme le pari ou le jeu, maux publics et agents d'immoralité, choses que la loi condamne et interdit ¹. »

On comprend les conséquences qu'un pareil arrêt, venant s'ajouter aux enquêtes faites par le gouvernement sur les désordres de Sheffield, ait profondément alarmé le monde unioniste. Un lock out, une grève, n'étaient rien en comparaison de ce qui pouvait advenir. Les syndicats avaient connu les revers et soutenu bien des chômeurs ; on pouvait au besoin, si la caisse se vidait par trop, à force de distribuer des secours aux membres sans travail, composer avec le patron et arriver à un *modus vivendi*. Là n'était plus le cas, la Commission royale allait être réunie, et les esprits étaient fort mal disposés envers les Unions. Le moment était fort critique : c'était une question de vie ou de mort pour les syndicats, dont on allait étudier la condition pour arriver peut-être à les interdire.

1. WEBB, p. 279.

Le total des fonds de réserves pour les Unions était de plus d'un quart de million de livres, et tout cela, amassé shilling par shilling, rien que par cet arrêt, pouvait être impunément volé par les secrétaires et les trésoriers.

Autres conséquences : les agents employés par les Unions n'avaient aucun moyen de réclamer en justice les sommes qui leur étaient dues, puisque les Unions ne pouvaient pas valablement contracter avec les tiers. Enfin, ces mêmes Unions ne pouvaient même pas actionner les banquiers détenteurs de leurs fonds. Bref, c'était le désarroi le plus complet après la décision des juges, rendue en 1867.

§ 28. — A cette époque, un certain Robert Applegarth, fils d'un quartier-maître de la marine royale, né à Hull, eut l'idée de réunir chaque semaine un petit nombre de chefs unionistes et fonda la « Conférence des syndicats amalgamés », qui devait être la tête du parti et diriger les opérations de 1867 à 1871. Dans ce noyau, parmi les membres les plus influents, nous voyons M. Frédéric Harrison, le professeur E. S. Buly, M. Henry Compton, M. Vernon Lushington, M. Godfrey Lushington, M. Ludlow, M. Neate, M. Mundella et M. le député Foxwell Buxton. Le but était d'imiter ce qu'avaient fait en 1824 Francis Place, le tailleur de Charing-Cross, et le parlementaire

Hume. On se rappelle l'activité déployée par ces deux hommes pour la suppression des *Combination laws*, et pour arriver à leur but, ils avaient tout d'abord capté la confiance du ministre Peel et avaient en réalité, non seulement fait nommer une commission d'enquête pour l'examen des réformes à adapter aux lois ouvrières, mais encore, chose plus remarquable, Hume en étant devenu président, nous savons qu'il avait dirigé les débats comme il l'entendait.

En 1867, le groupement unioniste appartenant au cercle d'études des syndicats amalgamés avait, lui aussi, non pas suggéré l'idée de former une commission d'enquête ouvrière, puisque le mouvement venait du gouvernement lui-même, mais sa tâche était comme celle des pionniers de 1824, il fallait suivre pas à pas les débats au sein de la commission et faire adopter le programme suivant : D'abord, empêcher la suppression des Unions et ensuite, faire reconnaître leur existence légale, leur donner, si possible, une vie juridique, de façon à mettre à l'abri d'un caissier infidèle des sommes considérables, en permettant de poursuivre ces employés indécents.

MM. Harrison et Hughes représentèrent le parti unioniste, l'un dans les journaux, et l'autre au Parlement, pour rendre favorables à leur cause l'opinion publique et le législateur.

Si les Trade-Unions ont réussi, on peut dire que c'est grâce au concours précieux et dévoué qu'elles trouvaient parmi des hommes de la classe moyenne qui se faisaient leurs avocats ; ils avaient à montrer que la masse de leurs membres ne se composait pas de gens violents et sans aveu, et à déjouer les tentatives, qui pouvaient être opérées par les ennemis du Trade-Unionisme, de faire de la Commission royale d'études un instrument contre les Unions.

§ 29. — Au sein de la Commission royale qui fut réunie, MM. Harrisson et Hughes, nommés membres de cette Commission, agirent avec une grande habileté : ils cherchèrent à dissiper les préventions les plus considérables qui existaient contre les Unions ; ils montrèrent, par l'exemple de la Société amalgamée des charpentiers, qu'il n'y avait rien de secret dans leur organisation, et qu'elles n'étaient pas, en principe, hostiles au progrès, au machinisme, au travail aux pièces et à l'emploi des apprentis. Il est vrai que, de leur côté, les patrons firent preuve de la persistance de faits de ce genre dans les nombreuses industries, notamment dans celles du bâtiment. Mais ils ne distinguaient pas entre elles, dans leur désir de condamner les Trade-Unions. Ils confondaient, dans leur réprobation et leurs critiques, les petites organisations locales, dont la tactique était

souvent fort répréhensible, et les sociétés amalgamées, avec leur vaste champ d'action et leurs grandes ressources.

Les défenseurs des Trade-Unions devant la Commission royale démontrèrent que cette confusion était injuste. L'influence de conseils exécutifs centraux et l'éducation progressive des adhérents dans les Unions tendaient à réprimer les écarts des ouvriers aigris des sociétés locales.

Le Trade-Unionisme des mécaniciens et des charpentiers amalgamés était incontestablement supérieur à celui des associations purement corporatives, circonscrites à une ville,

§ 30. — En même temps, l'enquête au sujet de l'attentat de Sheffield se poursuivait. Les aveux dramatiques de Broohead, en 1867, mirent un moment une grande effervescence dans les esprits: ils dévoilaient toute une série d'attentats sauvages commis et payés par les caisses des clubs. Toutefois, ces faits ne gâtèrent pas la cause du Trade-Unionisme; car les enquêtes montrèrent que les quatre cinquièmes des sociétés, même à Sheffield, étaient innocentes de ces attentats, perpétrés surtout en 1859, et qui, depuis, avaient beaucoup diminué de fréquence.

Il eût été souverainement injuste de charger le Trade-Unionisme entier de la responsabilité de ces actes criminels, qui étaient le fait des métiers

grossiers et isolés, comme ceux des briquetiers et des repasseurs, et la survivance d'usages barbares d'une époque où les ouvriers se sentaient eux-mêmes hors la loi ¹.

La cause du Trade-Unionisme fut donc sauvée devant la Commission royale.

§ 31. — Dans l'étude qu'elle fit, deux tendances ne tardèrent pas à se manifester, suivant les opinions politiques des membres.

Les conservateurs et les vieux libéraux auraient souhaité donner aux Unions une personnalité civile complète, à titre de *corporation*, mais leur action eût été bornée à certains objets. Il leur eût été défendu d'intervenir pour régler le nombre des apprentis, pour restreindre l'emploi des machines, pour supprimer le marchandage et le travail aux pièces, pour empêcher des syndiqués de travailler avec de non-syndiqués, pour venir pécuniairement en aide à d'autres Unions. De cette manière, on eût endigué le mouvement unioniste, tout en émancipant les Unions.

Les radicaux, conduits par M. Harrisson, préféraient pour les Unions une reconnaissance officielle moins complète et une liberté plus grande des Unions. « Les objets qu'elles se proposent, disaient-ils, les droits qu'elles réclament,

1. VEBB, loc. cit. p. 286.

et les responsabilités qu'elles encourent sont, pour la plupart, de ceux qu'un Tribunal ne peut ni consacrer, ni modifier, ni annuler. Leur seule base doit être le consentement mutuel. »

Ils proposaient, en conséquence, de traiter les Unions comme de pures *associations volontaires*, comme le seraient des sociétés de musique ou des clubs de cricket ; *leur propriété devait être protégée, leur sécurité assurée; mais l'observation de leurs règlements, le paiement de leurs cotisations ou de leurs amendes n'auraient devant la loi aucun caractère obligatoire ; les tribunaux n'auraient pas à connaître des affaires des Unions; elles ne pourraient ni poursuivre ni être poursuivies et leurs membres seuls auraient à répondre de leurs actes, conformément aux lois existantes*¹.

§ 32. — Le rapport officiel refléta les vues des conservateurs et des vieux whigs. Il aboutissait à la reconnaissance légale des Unions, mais il exigeait des conditions strictes : les Unions dont le règlement porterait certaines restrictions telles que la limitation du nombre des apprentis et de l'usage des machines, la prohibition du travail aux pièces et du marchandage, le concours dans les grèves des autres industries, ne devraient pas

1. MANTOUX et ALFASSA, *La crise du Trade-Unionisme*, loc. cit., p.9

obtenir le privilège de l'enregistrement, qui devait entraîner le droit à la protection de la loi pour les fonds sociaux.

Il était à peu près évident que les Trade-Unions n'accepteraient pas leur légalisation dans les conditions proposées. La minorité de la Commission avait refusé de s'associer à ces conclusions. Elle avait, de son côté, signé un rapport qui exposait les principes sur lesquels toute législation future devait reposer. Elle réclamait la suppression de toute législation spéciale relative au contrat de travail, « sur le principe : premièrement, qu'un acte commis par un ouvrier ne fût considéré comme illégal que s'il eût été également illégal commis par toute autre personne ; secondement, qu'aucun acte commis par une coalition d'ouvriers ne fût regardé comme criminel que s'il ne l'eût pas été, commis par tout autre individu ». A cela s'ajoutèrent des explications détaillées rédigées par M. Frédéric Harrisson, dans lesquelles le caractère et les objets du Trade-Unionisme, tels qu'ils étaient apparus dans le grand nombre de témoignages apportés par la Commission, étaient exposés et défendus avec une adresse consommée.

Ce qui était encore un plus grand service rendu au monde trade-unioniste, c'était une exposition précise et détaillée des différents

amendements nécessaires pour mettre la loi d'accord avec les principes généraux posés.

La reconnaissance légale pure et simple, qui a placé les Unions sous la loi générale, les aurait en effet exposées à des procès continuels de la part de leurs membres vendus à leurs adversaires.

Ce danger ne devait pas être plus tard complètement évité, ce qui prouve qu'il n'était pas chimérique ; mais, dans le moment, M. Harrison pensa l'atténuer considérablement en proposant le plan ingénieux de placer les Trade-Unions sous les lois sur les sociétés mutuelles, pour ce qui concernait la protection des fonds contre le vol et la fraude, en conservant à titre exceptionnel, dans son intégrité, le privilège que leur avait valu jusque-là, de plein droit, leur situation légale — de ne pas être sujettes à des poursuites en tant que personnes civiles¹.

§ 33. — Sur ces entrefaites, de nouvelles élections eurent lieu, auxquelles prirent part les masses populaires des bourgs, émancipés par le fameux act de 1867. Les membres des Trade-Unions profitèrent de la circonstance pour soutenir les candidats qui se déclarèrent favorables à leurs réclamations.

Les élections donnèrent la majorité aux libé-

1. SIDNEY WEBB, *op. cit.*, *passim*.

raux, et dès le début du nouveau Parlement, M. Harrisson fit présenter par MM. Mundella et Hughes un bill très complet, qui formulait toutes les propositions du rapport de la minorité de la Commission royale. Au fond, le gouvernement libéral et la majorité de la Chambre étaient secrètement défavorables aux principes mêmes du Trade-Unionisme ; mais ils furent rapidement poussés dans leurs derniers retranchements, tant à la Chambre des Communes qu'en dehors du Parlement, par la propagande active des Trade-Unionistes, qui trouvaient des appuis précieux auprès des chefs du parti conservateur.

Le gouvernement de Gladstone consentit à une deuxième lecture du bill, et laissa entendre que le cabinet apporterait l'année suivante un bill présenté par lui.

En attendant, un act provisoire accordant une protection temporaire aux fonds des Trade-Unions fut voté. (Act. 32 et 33, Victoria, c. 61.)

Le bill promis par le gouvernement ne vit le jour que deux ans après. Ce fut après une longue discussion, l'*act du 29 juin 1871*. Les Unions devaient avoir le droit de se faire enregistrer pour obtenir la protection de leurs fonds ; cet enregistrement était compris de manière à ne toucher en rien à leur organisation intérieure

et à les garantir de toute poursuite devant une cour de justice.

Ainsi, les Trade-Unions obtinrent gain de cause après quarante-cinq années de lutte, depuis l'étape que la loi de 1825 avait marquée dans leur histoire.

CHAPITRE III

LA CHARTE DU TRADE-UNIONISME

SECTION I^{re}

La loi du 29 juin 1871. — (Trade-Union Act 1871,
34 et 35) Vic. c. 31

§ 34. — Les principes sur lesquels repose la loi du 29 juin 1871 sont exposés dans les articles 2 et 3 :

« *Nul ne peut être poursuivi pour le fait de son adhésion à une trade-union, bien que ces unions soient de nature à faire obstacle à la liberté du commerce.* » (Art. 2.)

« *Malgré le caractère d'entrave à la liberté du commerce que présentent les Trade-Unions, les contrats civils passés entre les membres de ces unions sont valables.* » (Art. 3.)

Ces deux articles exonèrent donc de toute poursuite criminelle pour conspiration les membres des Trade-Unions, et reconnaissent les droits de propriété des Unions sur leurs fonds.

Voici deux principes fondamentaux sur lesquels toute une législation syndicale peut être bâtie. Nous allons voir quelle est l'étendue des droits que la loi de 1871 accorde aux syndicats, disons tout de suite qu'elle n'a nullement le caractère d'une loi générale reconnaissant aux unions de métiers le droit commun des sociétés commerciales ou des sociétés de secours mutuels (Friendly societies), ou, comme nous dirions, des établissements d'utilité publique, mais une loi *spéciale* destinée à sortir les Unions des embarras qui leur étaient particuliers.

La loi définit les Unions, non au début, comme on pourrait le croire, mais dans l'avant-dernier article (23) :

Une union est toute combinaison, temporaire ou permanente, faite pour régulariser les relations entre ouvriers et maîtres, ou entre ouvriers et ouvriers, ou entre maîtres et maîtres, ou pour imposer des conventions restreignant l'exercice de quelque industrie, conventions qui, sans le présent act, auraient été illégales, comme faisant obstacle à la liberté commerciale. Cet act pourtant ne concerne pas :

- 1^o *Les arrangements entre patrons pour la conduite de leurs propres affaires ;*
- 2^o *Les conventions entre patrons et employés ;*
- 3^o *Les conventions touchant les primes de dédom-*

magement, l'instruction dans toutes professions, commerce, main-d'œuvre.

§ 35. — Pour être reconnues, les Unions doivent être enregistrées. Cet enregistrement se fait de la manière suivante (art. 14) : sept membres au moins de l'Union doivent adresser au *Registrar* une demande d'enregistrement, qu'ils signent et qui doit mentionner les statuts, le nom et la fonction des administrateurs. Cette formalité est, d'après les termes de la loi, imposée pour la vérification des statuts. Le Registrar doit s'assurer de leur légalité ; il peut refuser l'enregistrement des statuts qu'il juge illégaux ; l'Union peut faire appel de cette décision et faire reconnaître la légalité de ses statuts.

Toute Union doit avoir un siège social, et doit informer le Registrar des changements apportés dans ce siège social. Elle est tenue de remettre au Registrar, chaque année, avant le 1^{er} juin, un inventaire, qui comprend le tableau général des dépenses et recettes, les dépenses relatives aux divers objets que se propose la société, et cela à telles dates et avec tels détails que l'indiquera le Registrar.

Avec cet inventaire, on remet au Registrar mention de toute modification des statuts et changements d'employés pendant l'intervalle écoulé entre le dernier inventaire et celui-là, ainsi

qu'une copie des statuts dans leur état actuel. (Art. 17.)

Les manquements à ces règles sont punis d'une amende qui ne peut dépasser 5 livres sterling ; les omissions ou fausses indications dans l'inventaire ou dans une copie des statuts sont passibles d'une amende de 50 livres sterling.

L'énonciation complète des statuts d'une Union a une grande importance. On a vu, à une assemblée générale d'une Union, un vote sur une matière non mentionnée dans les statuts déclaré illégal, sur la demande d'un seul opposant¹, bien que ce vote eût réuni la presque totalité des voix de cette union.

§ 36. — Quels sont les pouvoirs que la loi reconnaît expressément aux Unions enregistrées?

Toute Union peut acheter ou louer, sous le nom de ses administrateurs pour la durée de son existence, des terres ne dépassant pas un acre (40 ares). Elle peut vendre, échanger, hypothéquer, transiger. (Art. 8.) Les administrateurs ou

1. Une fait de ce genre s'est produit pour l'Union des fondeurs de fer d'Ecosse, dont les membres avaient voté, à une forte majorité, un secours de 1,500 livres à des ouvriers congédiés, membres de l'Union. Parmi les membres de l'Union, ils'en trouva qui réclamèrent auprès. du Registrar, sous le prétexte que les statuts de l'Unionisme ne mentionnaient pas cet emploi de fonds. Le Registrar reconnut le bien fondé de cette réclamation, et, bien que le don fût parfaitement légal en lui-même et ne dépassât pas la capacité de l'Union, le vote du subside ne put être exécuté.

employés peuvent être autorisés par les statuts à défendre devant les Tribunaux à toute action concernant la propriété ou les droits de l'Union. Ils poursuivent et sont poursuivis en leur nom, mais seulement en leur qualité de *trustees*.

Cette qualité de *trustee* les investit de la propriété personnelle et réelle de l'Union ; cette propriété, ainsi que le droit de poursuivre et celui d'être poursuivi, passe à leurs successeurs. (Art. 10.) La responsabilité de l'administrateur est limitée aux fonds des Unions, mais ils ne sont pas responsables des déficits qui se produisent dans la caisse sociale. (Art. 11).

Les trésoriers et autres employés doivent rendre compte aux *trustees* et aux assemblées générales, soit aux époques fixées par les statuts, soit lorsqu'ils en seront requis, sous peine d'être poursuivis par les *trustees* à fin de restitution des sommes et documents appartenant à la société.

L'importance de l'article suivant (art. 13) est considérable :

« Si un membre ou un représentant d'une Union enregistrée, un administrateur, son ayant cause, ou une personne quelconque vient à se rendre possesseur, par fraude, de sommes d'argent, valeurs, livres, papiers, ou les détient, les enlève ou les détourne de leur usage, la cour de juridiction sommaire du lieu peut être saisie de l'affaire et ordonner

la restitution de tout ce qui a été dérobé et, condamner au besoin l'inculpé à 20 livres st. d'amende maximum et aux dépens (20 shillings maximum) ; à défaut de paiement, elle peut condamner l'inculpé à un emprisonnement de trois mois au maximum, avec ou sans travail forcé (hard labour), les droits, poursuites de l'Union contre le délinquant étant réservés, sauf le cas où il y aurait eu déjà poursuite et condamnation pour une faute analogue, d'après les articles de la même loi.¹ »

Ainsi, désormais, les Unions sont protégées contre les agissements de leurs caissiers infidèles. La reconnaissance légale des Unions leur vaut la protection de leurs fonds, sans lesquels aucun progrès syndical ne serait possible.

§ 37. — Cependant, cette reconnaissance de l'existence *quasi corporate* des Unions ne va pas jusqu'à leur permettre de faire exécuter un certain nombre de contrats, énumérés dans l'article 4, soit de demander des dommages-intérêts pour leur violation, mais ces clauses que la loi ne sanctionne pas ne sont pas illégales.

1. En consultant les annales de la jurisprudence anglaise, nous pouvons noter le cas d'un caissier indélicat qui fut condamné en 1885 à restituer l'argent qu'il avait dérobé, faute de quoi faire, il fut condamné à deux mois de Hard Labour. L'Union intervint ensuite, par l'intermédiaire de son secrétaire et après que le caissier infidèle eut été relâché, le poursuivit derechef. Elle fut déboutée parce que le juge prétendit « qu'actionner l'inculpé après la purge de sa condamnation serait par trop l'accabler. (Knight c. Whitmore, 33, W. R. 907.) »

Ce sont :

1^o *Toute convention entre les membres d'une Trade-Union, concernant l'engagement de vendre ou de ne pas vendre leurs biens, d'accepter ou de refuser certains genres de travail, pendant la durée de la société ;*

2^o *Le paiement des cotisations et des amendes ;*

3^o *Les conventions qui permettent à l'Union d'employer ses fonds, soit à avantager ses membres, soit à fournir des secours à son employé ou ouvrier qui, sans être membre de la société, agit en conformité de ses règles ou des résolutions par elles prises, soit à payer une amende infligée par un tribunal à une personne quelle qu'elle soit ;*

4^o *Le paiement d'amendes encourues en justice ;*

5^o *Les arrangements pris entre plusieurs Unions ;*

6^o *Toute mesure tendant à assurer l'exécution des dispositions qui viennent d'être énumérées.*

Avec les articles 8, 10 et 11 , relatifs aux pouvoirs que les administrateurs des Unions reçoivent d'agir en leur nom propre, quoique en leur seule qualité de trustees, l'art. 4 de la loi du 29 juin 1871 montre bien l'intention expresse du législateur de ne pas conférer la personnalité civile pleine aux Unions et, par conséquent, la responsabilité civile qui en découle. L'Union n'est pas une entité légale; elle n'existe pas au regard de la justice. Nous verrons plus loin comment la juris-

prudence de la Chambre des Lords a tourné cette difficulté, et construit la théorie de la responsabilité civile des Unions, nonobstant le silence de la loi.

Ces conséquences n'étaient guère prévues alors, et, dans son ensemble, l'act de 1871 donnait largement satisfaction aux desiderata des Trade-Unions.

Cependant, sur un point particulier, il leur apportait une déception amère.

SECTION II

Le criminal law amendment Act de 1871, (34-5 V. 32)

§ 38. — Nous avons vu que le *bill* primitif contenait un texte qui visait spécialement les faits de grève. Tous les termes des vieilles lois contre les coalitions, « molester », « faire obstruction », « menacer », intimider, et ainsi de suite, étaient employés sans définition, sans limitation, et de plus, le *picketing* était inclus spécialement dans le fait de molestation et d'obstruction.

Comme nous aurons souvent à revenir sur ces faits, il n'est point inutile dès maintenant d'éclaircir le sens du mot *picketing*.

The Labour Commission glossary nous en donne la définition suivante: « C'est le fait d'individus,

se tenant à la porte des ateliers, des docks, etc., qui passent leur temps à surveiller ceux qui entrent et qui sortent, et qui les incitent à quitter leur travail. »

Les membres des Unions désignés ainsi pour faire le guet à la porte des chantiers ou ateliers mis en interdit s'appellent *pickets* ; les individus qui, malgré les exhortations des grévistes, s'obstinent à travailler chez le patron où la grève a été déclarée sont déclarés rênégats (*black legs*) et marqués sur une liste noire. Il était interdit de travailler avec eux.

La simple persuasion pacifique devrait être employée; mais, dans la pratique, on sait à quels actes d'intimidation et de violence les grévistes ont recours pour convaincre ceux qui s'obstinent à travailler.

§ 39. — C'est surtout après la loi de 1825 que l'on a pu voir en Angleterre le fait de *picketing* se produire en grand nombre. La tactique des Unions fut souvent fort habile. Au lieu de s'en prendre à tous les établissements d'une même industrie, elles faisaient déclarer les grèves dans plusieurs établissements ou dans un seul, les grévistes étant soutenus par leurs camarades restés dans les autres ateliers, et elles empêchaient les ouvriers étrangers de venir travailler dans les ateliers et chantiers mis en interdit.

Quand la grève avait réussi dans un certain endroit, ils recommençaient un peu plus loin.

Les Unions redoutaient aussi les ouvriers étrangers que les patrons en interdit tâchaient d'embaucher ; mais elles s'en rendaient maîtresses par tous les moyens, persuasion, argent, intimidation, violences.

En 1864, les journaliers employés à la construction du palais de justice de Manchester se mirent en grève à cause du maintien d'un contremaître qui leur déplaisait. L'entrepreneur fit venir des ouvriers de Londres, mais ils ne restèrent pas : le syndicat les acheta à prix d'argent et paya leur retour. Vainement l'entrepreneur chercha-t-il des ouvriers dans toute la Grande-Bretagne. Enfin, il finit par en trouver, et, pour plus de sécurité, il les caserna en quelque sorte sur le chantier en les installant dans les bâtiments inachevés et en leur faisant apporter leurs repas du dehors.

La police, de son côté, pratiqua une surveillance très étroite pour prévenir tout fait de *picketing*. Malgré toutes ces précautions, le syndicat resta maître de la place en offrant à ces ouvriers jusqu'à 7 shillings par jour pour acheter leur départ.

Un acte de 1859 avait été adopté, qui excluait de la définition de « *molestation* » et d'obstruction le *picketing* pacifique, c'est-à-dire les tenta-

tives de simple persuasion sans violence; cet *act* n'avait cependant pas empêché des poursuites dont les trade-unionistes avaient eu à souffrir ¹, et le bill de 1871 ne faisait que corriger les sentences judiciaires des années précédentes en abrogeant l'act de 1859. Seulement, la loi, jusque-là, avait été obscure et sujette à la controverse; les statuts et les décisions judiciaires avaient procédé généralement d'une présomption contraire à l'existence même des Trade-Unions, présomption que le bill devait rendre caduque. Si l'on établissait explicitement des dispositions qui, en fait, rendaient criminels tous ces procédés habituels des associations ouvrières, ne pourrait-on pas dire que le gouvernement retirerait, en fait, d'une main ce qu'il donnerait de l'autre² ?

Malgré les protestations des Trade-Unions, le gouvernement et la Chambre des communes ne furent pas disposés à favoriser l'action des Trade-Unions en risquant de restreindre cette liberté de l'industrie qui était le dogme des patrons libéraux.

La dernière concession illusoire qui fut faite fut la division du bill en deux parties, de telle manière que la section légalisant l'existence des asso-

1. V. Affaires Druit et Hewitt.—*Stephen's History of the criminal law*, t., III, p. 221-22.

2. Sidney et Beatrice WEBB, *loc. cit.*, pages 295 et suivantes.

ciations ouvrières pût faire un tout à part (*ce fut the Trade-Union Act*), tandis que les parties restreignant leur action furent réservées pour former un bill spécial sous forme d'amendement (*The criminal law amendment act*).

§ 40. — *Le Criminal Amendment act*, bien qu'aujourd'hui abrogé, a tenu pendant quelques années dans la législation anglaise une place trop grande pour qu'il n'y ait pas intérêt à le reproduire ici. Voici quelles étaient ses dispositions :

Art. 1^{er}. — *Sera puni de trois mois de prison au plus, avec ou sans travail forcé, tout individu coupable de l'un des faits suivants :*

1^o *Violence envers les personnes ou les propriétés ;*

2^o *Menace ou intimidation suffisante pour amener des poursuites en justice de paix ; menace ou intimidation d'une manière telle qu'elle autoriserait un juge de paix, sur plainte à lui adressée, à citer la personne coupable de cette menace ou intimidation pour la contraindre à observer la paix publique.*

3^o *Molestation envers les personnes pratiquée de la manière que voici :*

a) *Contrainte pour obliger un patron à renvoyer son ouvrier ou son employé, ou pour forcer l'employé à quitter son patron ou l'ouvrier à quitter son atelier en laissant son ouvrage inachevé ;*

b) *Contrainte envers maître ou ouvriers pour empêcher l'offre et l'acceptation d'ouvrage ;*

c) *Contrainte pour forcer maître ou ouvrier à entrer dans une Union ou à en sortir ;*

d) *Contrainte pour forcer ouvrier ou patron à payer une amende imposée par une Union ;*

e) *Contrainte exercée sur un patron pour l'obliger à modifier son genre de travail ou son personnel.*

On considère comme molestation les actes suivants :

Suivre quelqu'un avec persistance (c'est le spying autrement dit l'espionnage) ;

Cacher ses outils, habits ou autres objets, de manière à en enlever l'usage à leur propriétaire (c'est le détournement, le rattenning) ;

Surveiller les abords du lieu où travaillent des ouvriers, et suivre quelqu'un, seul ou accompagné, à travers les rues, d'une façon persistante (c'est ce qu'on appelle le picketing).

La présente peine ne fait pas obstacle à l'application d'une autre loi pénale, même punissant l'obstruction du commerce, pourvu que le fait puni ne soit pas prévu dans cet article, nul acte ne devant être puni deux fois.

§. 41. — Les Trade-Unions furent extrêmement mécontentes de ce texte, et ne témoignèrent, au commencement, aucune reconnaissance pour la satisfaction que leur donnait l'act sur les Trade-

Unions. L'abrogation de l'act d'amendement aux lois criminelles devint aussitôt l'objet d'une nouvelle agitation, justifiée par l'injustice des résultats auxquels elle conduisait : le droit de grève restait légal ; mais, pratiquement, tous les moyens par lesquels on pouvait le mener à bonne fin étaient illégaux.

La loi était d'une interprétation difficile. Les controverses se multipliaient ; l'on vit des jugements contradictoires. Au mois de novembre 1872, une grève fameuse éclata parmi les ouvriers employés aux usines à gaz de Londres. La cause de cette grève était des plus futiles : un de leurs camarades avait été congédié et remplacé par un autre non affilié à l'association. Les usines furent abandonnées sur-le-champ : on juge de la situation qui était faite aux directeurs d'usine et à la population. Les Parisiens ont pu juger, il y a quelques mois ¹, des immenses inconvénients que le droit de grève exercé par des ouvriers préposés à un service public peut engendrer au détriment de la population. A Londres, le service demeura assuré tant bien que mal par des ouvriers recrutés un peu partout. La grève cessa, mais il y eut des poursuites et des condamnations. Un certain nombre d'ouvriers furent condamnés à onze mois de

1. La grève des électriciens, qui éclata le 8 mars 1907.

prison, comme coupables de conspiration pour s'être concertés de manière à quitter le travail tous ensemble.

Les poursuites et les condamnations étaient méritées en équité, mais elles étaient légalement injustes. Elles étaient méritées, parce qu'il y a quelque chose de supérieur au droit individuel de grève; ce sont les droits collectifs de la population. Des hommes employés à un service public ne doivent pas avoir le droit de mettre en danger la marche d'un service indispensable à la vie de la communauté. Mais il aurait fallu un texte spécial prévoyant le cas; il n'y en avait pas, et l'application des lois sur les conspirations à un fait de grève, alors que le droit de grève était reconnu, était une interprétation arbitraire et abusive de la loi.

§ 41. — Représentations sur représentations furent vainement faites au Parlement, députations sur députations inutilement envoyées au Premier ministre. La majorité parlementaire, où dominait l'élément manufacturier, était hostile à toute législation ouvrière favorable ou susceptible de favoriser le contrat collectif de la part des ouvriers. Les élections législatives devaient avoir lieu bientôt et les Trade-Unionistes s'y préparèrent avec la plus grande activité. Des listes de questions pour candidats furent préparées, et il devint évident qu'aucun candidat ne serait appuyé par les Trade-

Unions si ses réponses dans *les meetings* n'étaient pas trouvées satisfaisantes.

Les libéraux ne comprirent pas la grande force électorale que représentait le Trade-Unionisme au congrès de Sheffield, en 1874 : peu avant les élections générales, les Trade-Unionistes prétendaient représenter plus de 1.100.000 syndiqués, parmi lesquels 250.000 mineurs de houille, autant d'ouvriers textiles et 100.000 journaliers agricoles. Au contraire, les conservateurs instruits et régénérés par Disraëli (lord Beaconsfield) se montraient, favorables aux revendications des ouvriers et s'engageaient à abroger les lois qui étaient dirigées contre eux. Les Trade-Unionistes contribuèrent à infliger, de 1872 à 1874, aux élections partielles, une série d'échecs au gouvernement, qui précipitèrent les élections générales.

Les ouvriers se jetèrent dans la lutte électorale avec la plus grande ardeur ; la victoire des conservateurs fut décisive. Ils revinrent au nombre de 350 à la Chambre des Communes, contre 224 libéraux, abstraction faite des députés irlandais.

Les conservateurs n'oublièrent pas leurs promesses. Cependant, une première déception attendit les Trade-Unionistes, qui espéraient que l'act d'amendement serait immédiatement abrogé, sans autre forme de procès. Le discours du trône annonça seulement « qu'une enquête serait faite

sur le fonctionnement des lois relatives aux rapports entre maîtres et serviteurs, aux coalitions et aux atteintes à la liberté du travail ». Le Trade-Unionisme ne vit là qu'un moyen de mettre de côté leurs desiderata, et leurs leaders refusèrent de faire partie de la commission ou de déposer devant elle. Il fallut que le ministre de l'Intérieur donnât l'assurance la plus formelle que le gouvernement avait réellement l'intention de faire le plus tôt possible une loi, pour décider les ouvriers à s'associer aux travaux de la commission.

Alexandre Mac-Donald, l'un des deux députés ouvriers que les élections dernières avaient envoyés au Parlement, finit par accepter un siège, et M. Georges Shipton, secrétaire du Conseil des Syndicats de Londres, vint déposer.

L'enquête fut conduite assez négligemment et son rapport n'eut pas de conclusion ; mais le gouvernement avait trop bien senti la nouvelle puissance des Unions pour mécontenter une masse formidable dont l'intérêt bien ménagé pouvait faire une clientèle fidèle au parti conservateur.

Au début de 1875 , l'emprisonnement de cinq ébénistes, employés dans une célèbre maison de Londres, Jackson, Graham and Co, suscita une émotion considérable dans le public, et amena plusieurs interpellations au Parlement. Il était temps d'agir.

SECTION III

Les Acts des 13 août 1875 et 30 juin 1879 (38-9 V. 86)

§ 42. — Dans les deux années qui suivirent les élections générales de 1874, trois bills importants furent votés, qui donnèrent, à peu près sur tous les points, satisfaction aux Unions. Ce fut d'abord l'abrogation du *Criminal amendment Act* de 1871, qui, depuis quatre années, avait soulevé tant de protestations ; il fut supprimé purement et simplement, et le même act qui emportait l'abrogation édictait en même temps toute une législation nouvelle, relative à l'application de la loi sur les conspirations aux conflits ouvriers. (*Conspiracy and protection of property Act*, 13 août 1875, 38-9 V. 86.)

Cet *Act* nouveau, devait lever tous les doutes qui pouvaient exister encore sur la légitimité des coalitions. Il assurait aux Trade-Unions deux droits importants, jusqu'alors méconnus ou contestés : d'abord la limitation de la responsabilité des ouvriers relativement à l'accusation de « conspiration criminelle » ; en second lieu, le droit d'avoir recours au *picketing* pacifique et à d'autres moyens de persuasion dans le cours des grèves.

§ 43. — Le premier de ces droits ressort de l'article III de l'Act précité :

« *L'accord ou l'association de deux ou plusieurs personnes pour accomplir ou favoriser un fait de grève entre patron et employés ne sera pas punissable comme acte de conspiration, du moment que cet acte ne serait pas punissable, accompli par un seul individu.* »

La législation de la grève est complète du fait de cet article, qui remplace toute législation du *Criminal amendment Act* de 1871.

La *Common Law* sur les conspirations était fort vague. Les ouvriers avaient raison de demander que leur responsabilité, en matière de grève, fût claire et définie. Aussi, il est entendu que, sauf quelques exceptions que nous allons voir, aucune entente pour commettre un acte qui, commis par une seule personne, ne serait pas passible de l'emprisonnement, ne peut donner lieu à des poursuites criminelles.

Mais ici, également, on relève l'intention expresse du législateur de marquer que le caractère à part des Trade-Unions justifie une législation d'exception. L'expression de « conspiration criminelle », appliquée aux Trade-Unions, prend une signification différente du sens ordinaire. Un rapport récent, dû à une commission royale et sur le compte duquel nous aurons à revenir, déclare « qu'il faut

reconnaître qu'en vertu de l'act de 1875, les Trade-Unions, qui agissent nécessairement par le moyen de coalitions, doivent être placées, en matière de grève, dans une position spéciale. Mais il reste bien entendu que la protection accordée par la loi aux Trade-Unionistes n'affecte que les poursuites délictuelles qui auront pu être exercées contre les membres des Unions, et non pas l'action civile.

§ 44. — En même temps, la loi définissait, avec une prévoyance qui fait honneur à la sagacité du législateur anglais et qui a manqué au législateur français, une série d'exceptions au principe de reconnaissance légale du droit de coalition.

C'était la réponse aux critiques qu'avait suscitées la condamnation des gaziers de Londres en 1872 et une précaution indispensable pour protéger contre l'abus du droit de grève la population, qui a droit à ne pas être interrompue, dans le cours ordinaire de sa vie, de ses habitudes, de son travail.

« Tout individu employé, soit par les autorités municipales, soit par une compagnie privée, soit par un entrepreneur à la fourniture du gaz ou de l'eau pour les besoins d'une ville entière ou d'un quartier d'une ville, qui rompra son engagement volontairement et dans une intention malveillante, sachant ou ayant raisonnable motif de penser que la

conséquence probable de cet acte, qu'il soit commis par lui seul ou avec d'autres, aura pour résultat de priver d'eau, de gaz tout ou partie des habitants de cette ville, sera condamné par les cours de juridiction sommaire ou sur un acte d'accusation (indictment) à une amende n'excédant pas 20 livres sterling ou à la prison, avec ou sans travail forcé, pour un temps n'excédant pas trois mois. » (Art. 4.)

« Quiconque, volontairement ou par malveillance, seul ou avec d'autres, rompt son contrat de service sachant ou ayant raisonnable motif de penser qu'il met ainsi en péril la vie humaine ou les propriétés, sera condamné à une amende de 20 livres au plus ou à la prison pour une durée de trois mois au plus, avec ou sans travail forcé. » (Art. 5.)

Cette disposition tranche en Angleterre un débat que le parti socialiste, en France, a ouvert audacieusement dans ces dernières années : le droit de grève des ouvriers employés dans un service public. Le droit de grève qui a pour conséquence l'interruption d'un service susceptible d'infliger un dommage à la population, est refusé avec raison, les employés et ouvriers des municipalités ou des compagnies concessionnaires d'un monopole se trouvant dans une situation spéciale qui les met à l'abri des changements et des fluctuations qui atteignent les entreprises soumises au hasard de la concurrence.

Ainsi, reconnaissance complète du droit de grève, sauf une exception que le bon sens indique lui-même.

§ 45. — La seconde liberté que donne le *Conspiracy and protection of property Act*, contenue dans l'article 7 *in fine*, est relative au *picketing* pacifique.

La loi définit le *picketing* pacifique en ces termes :

« *Le fait de veiller aux abords d'une maison ou d'un lieu où une personne réside ou travaille ou se trouve, afin d'obtenir ou de communiquer seulement une information ne sera pas considéré comme un acte de surveillance ou d'importunité, surtout sous le coup de cet article.* »

Quels sont les actes considérés comme actes « de surveillance et d'importunité » (*watching* et *besetting*) tombant sous le coup des dispositions de l'article 7, c'est-à-dire punissables d'une amende maxima de 20 livres sterling et d'une peine de trois mois au maximum, avec ou sans travail forcé ? Ce sont :

1° *L'emploi de la violence ou de la menace envers une autre personne, sa famille ou ses biens ;*

2° *La poursuite avec persistance de quelqu'un de place en place ;*

3° *Le fait de cacher les outils ou les vêtements de quelqu'un, de les lui enlever ou de l'empêcher de s'en servir ;*

4° *La surveillance, le siège d'une maison, ou autre endroit, où une personne demeure, travaille, ou exerce une industrie, ou se trouve par hasard, soit les alentours de cette maison ou autre endroit.*

5° *Le fait de suivre quelqu'un sur la voie publique avec deux ou plusieurs personnes. »*

Ainsi, les vieux mots de « coercition » et de « molestation », qui, dans les mains de magistrats prévenus, avaient été des instruments de répression, ne figuraient pas dans la loi : la violence et l'intimidation rentraient dans les cas prévus par le nouveau code criminel général. La reconnaissance légale, l'existence des Unions, se trouvait complétée par la reconnaissance légale de leurs procédés. Il n'est pas surprenant que le triomphe parlementaire ait soulevé un grand enthousiasme dans les rangs des Trade-Unionistes. Le parti conservateur devait, au point de vue électoral, largement bénéficier de sa générosité et de son libéralisme.

§ 46. — En même temps que le *Conspiracy and protection of property Act*, un acte important était posé, intitulé *The employers and workmen Act* (loi sur les employés et sur les patrons). Cet acte nouveau remplaçait le *Master and servant Act* de 1867. « Changement de nomenclature qui exprimait une révolution juridique fondamentale¹. »

1. Béatrice et Sidney WEBB, *op. cit.*, p. 312.

Désormais, maître et serviteur devenaient, en qualité de patron et d'ouvrier, deux parties égales dans un contrat civil. L'emprisonnement pour rupture de contrat se trouva supprimé.

L'année suivante, la loi de 1871 se trouva complétée par une loi sur les Trade-Unions. L'*Act* nouveau donnait quelques nouvelles facilités, simple question de formalités, pour l'enregistrement des Unions qui veulent étendre leurs opérations à tout le Royaume-Uni ou à toute la Grande-Bretagne. Il permet l'entrée des Unions aux jeunes ouvriers majeurs de 16 ans, sauf le droit pour eux de faire partie du comité d'administration d'une Union, d'assurer la charge de trustee ou de trésorier de l'Union. Il facilite la fédération des Unions, sans qu'il puisse en résulter, pour les Unions amalgamées, une confusion ou une division de leurs fonds.

Enfin, l'Act de 1876 (39 et 40 Vic. C. 22) remanie la définition juridique du terme de Trade-Union dans son article 16. En effet, la loi de 1871, dans son article 23, définissait une Union : « toute combinaison temporaire ou permanente pour régulariser les relations entre patrons et ouvriers, ouvriers et ouvriers, patrons et patrons, ou pour imposer des restrictions à la conduite d'une industrie ou d'un commerce, *combinaisons qui, sans cet act, eussent été [considérées comme illégales,*

parce qu'elles portent atteinte à la liberté commerciale.

A la place de ce texte, l'act de 1876 mettait celui-ci :

Le terme Trade-Union signifie toute combinaison temporaire ou permanente, pour régulariser les relations entre ouvriers et patrons, ou entre ouvriers et ouvriers, ou entre patrons et patrons, pour imposer des conditions restrictives à la conduite de tout travail ou industrie, cette combinaison serait-elle ou ne serait-elle pas considérée, en l'absence de l'act principal (celui de 1871), comme illégale, parce qu'elle restreindrait la liberté du commerce.

§ 47.— Ainsi, la vieille théorie de l'illégalité des associations ouvrières parce qu'elles portent atteinte à la liberté commerciale, théorie que la loi de 1871 laissait subsister tout de même en déclarant y faire une exception en faveur des Trade-Unions, disparaît de la loi. Ce n'est pas seulement des conséquences de la théorie que l'on affranchissait les Unions ; c'est la théorie elle-même qui est répudiée en ce qui concerne les Unions.

En résumé, la législation de 1871, complétée en 1875 et 1876, débarrassait les Unions des entraves de la Common law, et leur donnait une situation légale en leur permettant de se faire enregistrer. Elles les autorisait d'édicter des règlements intérieurs, d'accumuler des réserves, de

nommer des agents d'exécution et de se défendre en justice. Enfin, la loi limitait leur responsabilité criminelle et délictuelle à ces actes qui sont considérés comme tels lorsqu'ils sont commis par des individus quelconques. Mais la loi gardait le silence sur la question de leur responsabilité civile.

Les Trade-Unionistes pouvaient convenir d'abandonner leur travail et persuader leurs camarades d'en faire autant ; les derniers pouvaient obéir à cette suggestion sans encourir une poursuite, sauf le cas de rupture de contrat : encore, dans ce cas, paraissait-il établi que l'action ne pouvait être intentée que contre les individus et non contre une Union.

Le « *picketing* », bien que pouvant engendrer de graves inconvénients, devint une pratique acceptée à la condition que la violence et la menace ne fussent pas employées. Les menaces et la violence punissables étaient infligées aux personnes et aux propriétés ; et dans le cas où la justice avait le droit d'intervenir, les seuls punissables étaient les individus ; les Unions paraissaient indemnes.

Nous allons voir comment ces principes, qui semblaient ressortir de la législation de 1871-1875 ont été peu à peu répudiés, et comment toute une nouvelle théorie juridique a été bâtie sur leurs ruines.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I^{er}

LA LOI SYNDICALE ET LA JURISPRUDENCE DES COURS ANGLAISES

SECTION I^{re}

L'action légale des Unions et la protection des droits des tiers

§ 48. — La législation nouvelle qui venait d'être édictée donna une vive impulsion au développement syndical. Le monde industriel était alors très prospère : de grands bénéfices étaient faits dans toutes les branches de l'industrie. Aussi les ouvriers cherchèrent-ils à participer aux avantages de cette poussée industrielle : ils vinrent en grand nombre aux Unions et de nouvelles Unions se fondèrent également.

Un programme démocratique et social fut, par les Unions, déposé devant le tribunal de l'opinion

publique : un grand nombre de ces revendications étaient excessives ou prématurées. Cependant, quelques-unes furent admises par les divers gouvernements libéraux et conservateurs qui se succédèrent, à intervalles assez rapprochés, de 1880 à 1892. En 1885, une nouvelle réforme électorale fit le suffrage à peu près universel en Angleterre ; le droit de vote pour les bourgs fut assimilé au droit de vote pour les comtés. Le deuxième cabinet Salisbury, qui recueillit les transfuges du parti libéral opposés au Home Rule Irlandais se montra très favorable aux réformes sociales.

En même temps, tandis que les Unions anciennes, riches et prospères, commençaient à s'endormir sur leurs lauriers, satisfaits de faciliter une ascension lente vers plus de bien-être et de lumière aux masses ouvrières, les éléments jeunes, ou ambitieux du monde ouvrier, les ouvriers des catégories inférieures (*unskilled*), s'agitaient pour animer d'un esprit plus révolutionnaire le monde du travail : la Fédération socialiste démocratique fut fondée, avec l'intention de faire pénétrer en Angleterre le socialisme marxiste. On trouvait le socialisme des Unions, où était entrée l'élite de la classe ouvrière, trop « bourgeois » ;

Un congrès où les membres de la Fédération socialiste démocratique étaient en majorité fit adopter (ce n'était pas la première fois) une dé-

claration en faveur de la nationalisation du sol; et il fut décidé, d'après l'ordre du jour, que la question serait portée au Parlement.

Quant à la réglementation des heures de travail et sa réduction à huit heures, le Congrès de 1883 l'avait adoptée. La proposition venait de Weilez et de M. Edward Harford, secrétaire général de la société amalgamée des ouvriers de chemins de fer. En 1888, les vieilles unions, comme les ouvriers de chemins de fer, les compositeurs, les fondeurs de fer, n'étaient pas éloignées de l'adoption des 8 heures.

En 1888, un congrès international se réunit à Londres, mais ne fit qu'amener des conflits entre l'ancien et le nouvel unionisme. De 1885 à 1889, l'unionisme languit; nous n'y rencontrons rien de bien saillant. Ce n'est qu'en 1889 que nous assistons à une véritable organisation ouvrière du Néo-Trade-Unionisme.

§ 49. — Nous croyons utile, étant donnée l'influence que le néo-trade-unionisme exerça dans la dernière décade du XIX^e siècle, de retracer sommairement le programme de ce parti, que l'on peut considérer en quelque sorte comme un schisme des Unions.

Leur programme peut se résumer dans trois aspirations : fondation de bourses de travail, organisation municipale des travailleurs, établissement de la journée de huit heures.

Le projet de la fondation de bourses du travail a été présenté pour la première fois au Congrès de Liverpool, en 1890. On voulait par là assurer les moyens de communication et les échanges de renseignements entre toutes les corporations, et établir une plus grande cohésion entre les salariés. On invoqua l'exemple de la Bourse du Travail de Paris, subventionnée par la Ville; c'était un moyen pour les néo-unionistes d'englober dans les questions ouvrières les municipalités, et avec elles le gouvernement. Le projet, mis aux voix, ne fut pas adopté, puisqu'il fut reconnu que chaque Union se préoccupait de trouver un emploi aux chômeurs.

En revanche, en ce qui touche l'organisation municipale des travailleurs, le Congrès de Liverpool y adhéra, et voici en quels termes: « Considérant que les procédés toujours variables de la fabrication nuisent à un grand nombre d'ouvriers, en les privant d'emploi, sans compensation pour la perte de la situation qu'ils occupaient, et les réduisent, dans beaucoup de cas, à la misère, au crime et au paupérisme, le Congrès est d'avis que chaque municipalité ou conseil de comté doit avoir le pouvoir d'établir des manufactures et des usines placées sous le contrôle de la municipalité, dans lesquelles les ouvriers sans travail pourront trouver une occupation utile, et enjoint au

Comité parlementaire de s'occuper de cette question.¹ »

§ 50. — Un membre de la Chambre des communes, M. Georges Howell, juge ainsi la question : « L'absurdité de la situation dans laquelle se mettent les Trades-Unions, en votant de semblables résolutions, est manifeste. Les ateliers municipaux et les Trades-Unions sont incompatibles : ceci tuera cela, et le plus faible sera acculé au mur. Les auteurs de ces résolutions ne l'ont probablement pas compris, et ceux qui les ont votées ne semblent pas s'en être le moins du monde préoccupés. Une seule protestation s'est élevée dans le congrès contre cette malencontreuse résolution. Il faut que les ateliers municipaux soient l'un ou l'autre. Ils ne peuvent pas s'accommoder des conditions actuelles de l'industrie et du commerce; ils seraient une anomalie dans l'économie politique actuelle. Les socialistes veulent tout remettre aux mains de l'Etat, le soin de procurer le travail, de donner le salaire, de fournir les vivres, de soulager les maladies et d'enterrer les morts. Ils croient que l'Etat doit tout faire pour les individus, diriger toutes les affaires, faire le commerce, gérer l'industrie, et tenir, pour ainsi dire dans sa main, tout le capital et tout le travail. Ils semblent

1. HOWELL, *Le passé et l'avenir des Unions*, p. 168.

croire que les hommes peuvent être toisés, pesés et mesurés suivant un calibre déterminé par l'Etat, qui veillera à ce que personne ne soit plus grand ou plus petit que les autres. Pour cela, le calibre adopté devra être d'un petit diamètre et le nivellement se fera de haut en bas, et non de bas en haut, comme des gens sensés pensaient possible de le faire. Il est incompréhensible que des délégués des Trade-Unions donnent dans cet ordre d'idées. Les nouveaux meneurs vont dans les congrès pour leur donner une direction, mais mènent les congrès dans un borbier d'où le Comité parlementaire ne pourra plus tirer les Trade-Unions d'Angleterre, à moins de ne tenir aucun compte de la proposition de créer des organisations municipales de travailleurs.

Ce qui devait inquiéter, en Angleterre, l'industrie, ce n'était pas tant le programme outrancier du néo-trade-unionisme que l'action légale des Unions, capables, par leur cohésion, leur nombre, leur richesse, de faire échec au patronat et de lui infliger de sérieux dommages dans les conflits du travail. Sans doute, les actes qu'elles commettaient en empêchant le travail, en faisant durer longuement les chômages, en présentant des revendications lourdes pour l'industrie qu'elles avaient, par leur organisation supérieure le moyen le plus sûr de faire aboutir, n'étaient nullement illégaux ; mais

l'usage extrême d'un droit aboutit souvent à l'abus de ce droit, et l'abus du droit est une chose qui, dans une société bien réglée, ne doit point se produire, ou qui doit donner lieu à réparation. Au fur et à mesure que grandissaient les richesses et le pouvoir des Trade-Unions, devait, en bonne justice, croître leur responsabilité ; au point de vue pécuniaire, elles échappaient à cette responsabilité. N'ayant pas la responsabilité civile, n'y avait-il pas, dans la loi anglaise, quelque chose de choquant à cause de cette immunité, qui aboutissait à créer en leur faveur un véritable privilège ?

§ 51. — Une campagne, dans le but de faire amender à ce point de vue la loi de 1871-1876 fut entreprise dans les environs de 1894 par une association patronale, l'*Employers' Parliamentary Council*, tant dans la Presse qu'au Parlement. Tandis qu'un certain nombre de membres de la Chambre des Communes auraient été assez disposés à ce que le principe de la responsabilité civile des Unions fût inscrit dans la loi, à condition qu'elle leur accordât d'abord la personnalité civile complète, les employeurs se refusant à souscrire à cette dernière condition, réclamaient uniquement que les syndicats fussent rendus pécuniairement responsables¹.

1. ALFASSA, *La Chambre des Lords et les Trade-Unions*, — *Revue d'Economie politique*, octobre-novembre 1905, p. 806.

Au Parlement, la question se posa devant la commission syndicale du travail (*Labour commission*). De nouveau, les deux opinions contraires furent soutenues. Les conservateurs insistèrent sur la nécessité de donner une sanction légale aux contrats collectifs passés entre les associations ouvrières et les associations patronales, et il paraissait impossible de le faire sans reconnaître aux unes comme aux autres la personnalité juridique. Les contrats existaient en fait ; des intérêts considérables s'y trouvaient engagés, et il importait d'en garantir l'exécution. Mais les représentants de l'opposition, parmi lesquels se trouvaient des Unionistes tels que Tom Mann et William Abraham, craignaient pour les Unions les conséquences d'une responsabilité complète.

Ne serait-ce pas, disaient-ils, une grande injustice que les Unions eussent à payer pour les fautes de leurs membres ? Et cela ne pouvait manquer d'arriver : l'action d'un secrétaire ou d'un délégué local pourrait donner lieu à une plainte contre l'Union et mettre en danger les fonds accumulés dans l'intérêt commun des adhérents. Les fonds sont, en grande partie, destinés à fournir des secours aux ouvriers en cas de maladie ou de chômage, à leur constituer de petites retraites, à verser des allocations à leurs familles en cas de décès. Serait-il juste que cet argent fût exposé

aux risques de poursuites? S'il en était ainsi, le résultat serait de rendre le Trade-Unionisme impossible, sauf peut-être dans les corps de métiers les plus riches en expérience et en argent ¹.

Les travaux de la commission n'aboutirent pas, mais les idées qui avaient été exprimées étaient dans l'air. A la période de faveur pour les Trade-Unions faisait place, au Parlement et dans les grands journaux conservateurs, un sentiment de suspicion. Une série retentissante et remarquable d'arrêts judiciaires allait, par une voie détournée, obtenir les effets légaux que l'on n'avait pas voulu ou osé au grand jour faire sortir d'une revision des lois relatives aux Trade-Unions.

§ 52. — Rien n'est plus compliqué, dans le droit anglais, que la loi relative aux conspirations: c'est un maquis inextricable dans lequel les juriconsultes les plus experts ne se reconnaissent guère eux-mêmes.

La loi de 1875, *Conspiracy and protection of property Act* portait, nous l'avons vu, « qu'une entente ou coalition de deux ou plusieurs personnes en vue d'exécuter ou de faire exécuter par autrui un acte quelconque préparatoire nécessaire d'un conflit entre ouvriers et patrons ne pourra faire l'objet d'un procès ou être qualifié de coalition

1. MANTOUX et ALFAÏSSA, *op. cit.*, p. 11 et 12.

(*conspiracy*), sauf au cas où l'acte en question commis par une seule personne, serait punissable comme délit ou comme crime ». Ainsi, tout acte qui, commis par un individu isolé, ne peut être considéré ni comme un crime ni comme un délit, et ne peut donner lieu contre lui à une poursuite criminelle, doit être permis à une collectivité au cours d'un conflit économique où elle se trouve engagée. En fait, plusieurs arrêts de justice, sous l'influence des sentiments de défiance envers les Trade-Unions dont nous avons parlé plus haut montrèrent, à partir de 1895, que la liberté des Unions devait être, à ce point de vue, considérée comme moins grande qu'on ne le supposait.

§ 53. — Ce fut d'abord l'affaire *Trollope* contre *The London building trades Federation*. Au cours d'une grève des ouvriers de la maison *Trollope*, la Fédération du bâtiment publia, sous le nom de liste *noire Trollope*, les noms de tous ceux qui n'avaient pas voulu prendre part au mouvement. Les ouvriers visés par cette liste et la maison qui les employait intentèrent un procès à la Fédération. Leurs prétentions furent admises par le Tribunal qui déclara que l'intention de la Fédération avait été de nuire à la maison *Trollope* et à ses ouvriers : une injonction perpétuelle fut rendue, qui défendit de publier à l'avenir de pareilles

listes. La Fédération fut condamnée à payer 500 livres de dommages-intérêts.

Les différentes formes du boycottage, si fréquemment pratiquées par les Unions, avaient fait l'objet de plusieurs procès. L'un des plus intéressants est le procès *Temperton contre Russel*, où les Unions du bâtiment se trouvaient en cause. Les Unions avaient adopté certains règlements de métier : une maison d'entrepreneurs ayant refusé de s'y soumettre, les Unions, pour exercer sur elle une pression, essayèrent d'empêcher un de ses employés de lui livrer des matériaux. Le fournisseur résista. Les Unions le boycottèrent à son tour, amenèrent diverses personnes qui avaient passé avec lui des contrats à les rompre ou à ne pas les exécuter, et en détournèrent d'autres d'entrer avec lui en relations d'affaires. Celui-ci s'adressa aux tribunaux, qui décidèrent que, des personnes ayant été persuadées de rompre au contrat, il y avait eu « malice et dommage » de la part des défendeurs.

§ 54. — Un cas un peu plus difficile se présenta dans l'affaire *Allen contre Flood*, qui, commencée en 1894, ne se termina qu'en 1898, après avoir été devant la Chambre des Lords. *Flood* et *Taylor* étaient deux ouvriers de constructions navales, dont la spécialité était de construire tout ce qui, dans les navires, est fait de bois. Ils eurent l'im-

prudence de travailler à des constructions en fer que se réservent les ouvriers en chaudières (*boiler-makers*). Quand ils reprirent leur tâche habituelle, les *boiler-makers* refusèrent de travailler sur le même chantier qu'eux, et demandèrent leur expulsion. Le directeur, pour éviter un grève, les congédia. Le délégué de l'Union des *boiler-makers*, contre qui ces ouvriers engagèrent une action, fut condamné en première instance et en appel. Les Lords, il est vrai, cassèrent le jugement, mais seulement pour la raison que, les ouvriers ayant été engagés à la journée, on avait pu les renvoyer sans qu'aucun droit acquis fût violé. Mais il en résultait *a contrario* que toute action concertée en vue d'obtenir, au détriment d'un tiers, la rupture d'un contrat, tombait sous le coup du *Conspiracy Act*¹.

Le principe même que des faits de boycottage qui n'avaient pas entraîné de rupture de contrat pourraient donner lieu à des poursuites ne tarda pas, peu après, à être admis. C'est l'affaire *Quinn* contre *Leathem* qui y donna lieu. Il s'agissait d'un boucher de Belfast qui avait à son service un certain nombre de garçons non affiliés à l'Union des garçons bouchers de Belfast. L'Union l'invita à les renvoyer. Celui-ci proposa que tout son per-

1. MANTOUX et ALFASSA, *op. cit.*, p. 23.

sonnel entrât dans l'Union et offrit de payer même les cotisations. Mais l'Union, voulant faire sentir le poids de son autorité à un patron, refusa et persista à exiger leur renvoi pur et simple. Le patron déclara qu'il ne renverrait personne. Ce fut la guerre. L'Union ordonna à ceux de ses membres qui étaient employés chez lui de quitter son service ; elle obligea une maison qui faisait avec lui des affaires importantes de cesser en la menaçant d'une grève ; elle publia des listes noires, contenant le nom de tous ceux qui étaient en relations avec lui. Le boucher, menacé de la ruine, s'adressa aux tribunaux en invoquant le Conspiracy act. Il obtint gain de cause devant le jury et devant la Chambre des Lords.

§ 55. — Il était vrai que l'attitude de l'Union avait été intolérable, et qu'elle avait eu contre elle tous les esprits justes et sensés de Belfast et d'ailleurs. Mais il n'en était pas moins certain que l'argumentation juridique de l'Union était très solide lorsqu'elle disait : les membres de l'Union avaient-ils ou n'avaient-ils par le droit de travailler chez qui bon leur semblait ? Avaient-ils ou n'avaient-ils pas le droit de donner un avis à leurs camarades et de publier des informations à leur usage ? Oui, sans doute, ils avaient ce droit : pour quelle raison ces actes deviendraient-ils illégaux parce que plusieurs hommes,

usant de leurs droits les commettraient en même temps ? »

« Pour cette raison, répondit à la Chambre des Lords lord Lindley, qu'un individu qui n'en aurait pas eu d'autres derrière lui pour exécuter ses ordres n'aurait pas pu faire ce que les défendeurs ont fait. Un homme ayant sur d'autres hommes le même pouvoir que les défendeurs pourrait avoir agi comme eux; dans ce cas, je le considérerais comme ayant fait au plaignant un tort qui justifierait une action civile. Autre chose est de s'entendre pour ne pas travailler — ceci est légal — autre chose est de s'entendre pour empêcher d'autres de travailler : cet acte est de prime abord illégal.

Une collectivité peut contraindre et intimider, alors qu'un individu isolé ne le pourrait pas, et les effets peuvent en devenir assez intolérables pour motiver une action. Dans le cas présent, la contrainte exercée sur les clients et les employés du plaignant, et par leur intermédiaire, sur le plaignant lui-même était un empiétement sur leur liberté, ainsi que sur la sienne, et causait un dommage à eux comme à lui ¹. »

Ce langage était inspiré par le bon sens même ; cependant, il faut reconnaître qu'il facilite singulièrement les restrictions du droit syndical :

1. *Lords Journal*, Private Cases, 76.

il est très vrai que l'action du représentant d'une Trade-Union qui a toute une force derrière lui soit infiniment plus grave et plus efficace, en matière de grève, que celle d'un simple individu ; mais, en raisonnant de cette manière, on peut arriver à ce résultat que tout acte qui serait légal commis par un seul individu devient illégal par le fait qu'il est commis par plusieurs individus ou par leur représentant, et, par conséquent, à rendre le vote des Unions, en cas de grève, très périlleux.

§ 56. — C'est précisément ce que d'autres sentences judiciaires n'allaient pas tarder à démontrer. Nous avons vu précédemment ce qu'il faut entendre par *picketing* : c'est le fait par les grévistes de chercher à rendre la continuation ou la reprise du travail impossible, avant le triomphe de leurs revendications, en disposant des sentinelles, en faisant des patrouilles autour des ateliers pour convaincre les non-grévistes ou les grévistes malgré eux de cesser ou de ne pas reprendre le travail. La loi de 1875, on s'en souvient, ne contient pas le mot *picketing*, mais elle ne le fait pas par une double disposition. D'une part, l'action « de surveiller et d'assiéger (*watch and beset*) la maison où une autre personne réside ou travaille, ou fait des affaires ou l'endroit où se trouve occasionnellement... dans le but de forcer cette personne à faire ou à ne pas faire ce qu'elle a le droit légal de

ne pas faire ou de faire », tombe sous le coup de la loi, et est passible d'une amende de 20 livres st. ou d'un emprisonnement de trois mois. (Art. 7, p. 4.)

D'autre part, « le fait de se placer à l'intérieur ou auprès de la maison ou de l'endroit où une personne réside ou travaille, dans le but seul d'obtenir ou de communiquer une information » doit-il être considéré comme constituant l'acte de surveiller ou d'assiéger une maison défendu par la loi, ou, au contraire, faut-il admettre que les fonctions des *pickets* se bornent à recevoir et à donner des informations ?

Deux jugements montrent que la première interprétation devrait être considérée comme la bonne, c'est-à-dire celle qui assimile le *picketing* au fait de surveiller et d'assiéger une maison, fait illégal prévu et puni par la loi. Dans l'affaire *Lyons contre Wilkins*, 1896-1897, on se trouvait en présence de faits de *picketing* auxquels l'épithète de pacifique pouvait être très strictement appliquée. Les ouvriers de la maison *Lyons*, en grève, s'étaient trouvés avoir placé, aux abords des ateliers, des *pickets* qui accostaient, les personnes entrant à l'usine ou en sortant et qui s'efforçaient de leur persuader sans violence ni menaces de ne pas travailler dans la maison. La sentence des juges déclara que le fait d'accoster les gens de

cette manière, bien qu'il puisse se produire paisiblement, exerce une contrainte, sinon sur les ouvriers eux-mêmes, du moins sur le patron. Cette contrainte serait donc illégale ; elle rentre-rait dans les cas prévus par la loi de 1875 (siège et surveillance d'une maison). Sans doute, c'est un droit absolu pour tout le monde que celui d'user de persuasion vis-à-vis d'une autre personne ; mais c'est un droit « à la condition expresse que la méthode employée pour persuader ne porte pas préjudice à un tiers. »

A première vue, ce raisonnement peut paraître singulièrement spécieux ; retenons-le, car c'est le développement de ce raisonnement qui aboutira dans le *Taff Vale Case*, ainsi que nous le verrons plus loin, à limiter en fait le droit de grève par la menace de dommages-intérêts.

§ 57. — Un autre procès donna lieu à une condamnation plus inattendue encore, en raison des termes mêmes de la loi : l'affaire *Charnoëk contre Court* (1899). Un patron de Bradford, pendant une grève, fit venir des ouvriers d'Irlande. L'Union, avertie, envoya deux hommes au débarcadère de Fleetwood, dans le comté de Lancastre, à vingt lieues de Bradford, pour notifier la grève aux ouvriers irlandais, leur demander d'aller travailler ailleurs, et leur offrir, s'ils consentaient à se retirer, de leur payer leurs frais de voyage. Il était

difficile de prétendre que le fait de *picketing* rentrait dans la catégorie de fait de surveillance et de siège prévus par la loi. Cependant le juge condamna les défenseurs, et une injonction leur fut adressée, leur interdisant « de surveiller et d'assiéger le débarcadère de Fleetwood, ou tout autre endroit où peut être amenée une personne quelconque au service du plaignant, ou sur le point d'entrer à son service. » Sans doute, il y avait contrainte relative exercée sur des tiers ; mais ces faits de contrainte étaient exercés impunément depuis la loi de 1824, ils étaient reconnus par les dispositions mêmes de la loi de 1875, et leur appliquer d'autres dispositions de cette loi pour les déclarer illégaux était assurément une interprétation incorrecte de la loi.

§ 58. — Ainsi, dans les différents cas que nous avons choisis exprès pour montrer le processus des interdictions qui se resserraient peu à peu autour des Trade-Unions, l'action des syndicats au point de vue grève se trouvait de plus en plus gênée. Assurément, il y avait autre chose qu'un parti pris systématique contre les Trade-Unions, dans les jugements rendus par les plus hautes juridictions britanniques. Il y avait ce souci de la protection des droits des tiers, dont, en d'autres pays, le législateur et même le magistrat pourraient s'inspirer plus souvent. Rien de plus digne

de respect que ces droits, trop souvent méconnus, de l'individu qui veut travailler ou du patron isolé qui se débat, menacé quelquefois de la ruine par un boycottage systématique. Les revendications ouvrières sont si souvent confuses, il s'y mêle un tel esprit de turbulence, une outrecuidance si déplaisante, que, malgré la sympathie que l'on éprouve à l'égard d'hommes quelquefois misérables et si souvent trompés, on ne peut se défendre d'un mouvement d'impatience et d'humeur à leur égard. La responsabilité des hommes et des associations doit croître en raison directe de leur puissance, c'est-à-dire de leur pouvoir de nuire. Or les Unions, en Angleterre — il n'y a pas qu'en Angleterre — s'étaient mises hautement dans leur tort à plusieurs reprises. L'opinion publique s'était prononcée contre leurs procédés d'intimidation et de contrainte ; il était peut être suffisant de s'arrêter à leur donner de temps en temps ces avertissements sévères, sans en arriver à passer par une graduation insensible des cas où elles avaient elles-mêmes provoqué leur juste condamnation à ceux où leurs droits essentiels allaient se trouver en danger.

Jusqu'à présent, les Unions n'avaient pu être directement en cause dans ces procès intentés à leurs membres. On ne croyait pas pouvoir les attaquer

en leur nom propre ; on se bornait, faute de mieux, à assigner leurs membres individuellement. Les adversaires des Unions allaient chercher les moyens de les atteindre directement en faisant tomber les barrières défensives élevées contre elles par les lois de 1871, ou qui résultent implicitement du silence de la loi sur leur personnalité civile. Ils croyaient si bien que ces barrières résultaient de la loi, qu'ils cherchèrent à faire intervenir la loi pour modifier les statuts des Unions. En 1897, *l'Employers' Parliamentary Council*, dont nous avons parlé plus haut, fit proposer un bill qui devait établir la responsabilité civile des Unions : il n'aboutit pas, mais il devint inutile le jour où la décision de la Chambre des Lords vint donner, dans l'affaire *Taff Vale*, une sanction générale aux arrêts précédents, décision qui permit aux intéressés de rendre les Unions elles-mêmes responsables¹.

SECTION II

La question de la responsabilité civile des Unions

§ 58. — C'est une des particularités les plus curieuses et les moins connues du droit anglais que ce pouvoir, que possède la Chambre des Lords,

1. MANTOUX et ALFASSA, *op. cit.*, p. 19 à 31 *passim*.

de faire la loi par voie d'interprétation. Les arrêts qu'elle rend en sa qualité de Tribunal suprême, par l'organe de sa section judiciaire, à la tête de laquelle se trouvent placés les lords d'appel, les *Law Lords*, pris parmi les sommités juridiques de l'Angleterre et dont le titre nobiliaire a généralement un caractère viager, ont force de loi.

Dans l'examen des procès engagés contre les Trade-Unions, les *Law Lords* ont apporté une conception particulière de l'interprétation de la loi existante, qui a abouti à créer un droit nouveau dans la matière. La thèse que l'*Employers Parliamentary Council* n'avait pas pu ou n'avait pas continué à faire prévaloir devant le Parlement a trouvé accueil devant la Chambre Haute. Après avoir, dans quelques-uns des cas précédemment analysés, montré le souci raisonnable de protéger le droit des tiers, la Chambre des Lords allait chercher à protéger ce droit d'une manière efficace ; mais, en obéissant à cette préoccupation, elle allait aboutir, en fait, à restreindre, dans des proportions sérieuses, la liberté des Trade-Unions, le droit syndical lui-même reconnu et garanti par les lois de 1871 et de 1876.

L'affaire du *Taff Vale Railway* permit à la Chambre des Lords de formuler sa thèse d'une manière éclatante. Pour plus de clarté dans l'exposé du procès un peu complexe du *Taff Vale*,

nous envisagerons deux points de vue : 1^o question de la situation d'un syndicat dont les membres se mettent en grève : le syndicat est-il responsable pécuniairement ? 2^o Le *picketing* est-il un agissement illégal ?

L'AFFAIRE TAFF-VALE

PREMIÈRE QUESTION. — *Quelle est la situation d'un syndicat dont les membres se mettent en grève ? — Le syndicat est-il responsable pécuniairement.*

§ 59. — La question est une des plus complexes et des plus délicates du droit anglais : elle a été controversée ardemment. Les autorités judiciaires les plus hautes de l'Angleterre se sont prononcées en sens divers à ce sujet, et l'on se sent très embarrassé pour donner raison aux unes ou aux autres.

La Commission royale, présidée par lord Dunedin, et dont nous avons donné plus haut les conclusions, déclare que, théoriquement, les Trade-Unions étaient bien responsables pécuniairement et pourraient être poursuivies sous l'empire de la législation de 1871, mais qu'en pratique, cela était impossible. Nous ne pouvons pas entrer ici dans les détails d'une discussion ardue, et que la Commission royale a conduite d'une façon assez confuse ; mais une chose qui est certaine et que

le Lord chancelier, lord Loreburn, a pu affirmer à la Chambre des Lords sans être contredit, est que, depuis les temps les plus anciens, jamais il n'a été question d'assigner une Trade-Union en paiement de dommages-intérêts, même dans les temps où les Trade-Unions étaient en butte au mauvais vouloir des gouvernements et des parlements, même dans les temps où elles ne pouvaient pas faire respecter leurs propres fonds par leurs préposés infidèles ¹. Non seulement il n'en a jamais été question avant ces dernières années, mais encore aucune tentative, même infructueuse n'avait été faite. Et pourquoi ? C'est qu'il paraissait bien établi qu'une pareille tentative était impossible, et n'avait aucune chance de succès. Avant 1871, les Unions n'étaient qu'un agrégat d'individus, et, si les individus étaient responsables, sur leurs biens personnels des dommages qu'ils pouvaient causer, les Unions ne pouvaient l'être puisqu'elles n'avaient aucune existence légale et, partant, pas de patrimoine légal. Au moment de la réforme de 1871, ni dans la presse ni au Parlement, il n'y eut aucune allusion à un changement quelconque apporté à cette situation. La loi de 1871 donna aux Unions une existence *quasi corpo-*

1. Chambre des Lords, discours du lord chancelier, séance du 5 décembre 1906. — *Parliamentary Debates*, 1906, vol. 166.

rate, mais ne leur accorda ni les bénéfices ni les charges de la personnalité morale complète. Chacun pensa, dans le public, comme dans les milieux judiciaires, que la loi restait ce qu'elle était avant 1871, et qu'il était impossible, après comme avant, d'assigner les Trade-Unions. De 1871 à 1900, il y eut une grande quantité de grèves; mais, ni dans la presse ni dans le Parlement, personne ne se plaignit de cette impossibilité. La meilleure preuve que cette immunité judiciaire paraissait hors de discussion, ce sont les efforts de l'*Employer's Parliamentary Council* pour obtenir la reconnaissance de la personnalité juridique complète aux Unions, efforts qui furent inutiles.

Si l'on invoque donc l'autorité de la loi de 1871 pour dire que du fait de cette loi un changement a été apporté à cette immunité judiciaire *de fait*, on ne peut pas la justifier autrement qu'en accusant le législateur de 1871 d'inadvertance; car il paraît impossible, en faisant les recherches les plus étendues dans les travaux préparatoires et dans les discussions, de lui attribuer une autre intention que d'avoir voulu seulement légaliser l'existence des Unions, protéger leurs fonds contre l'indélicatesse de leurs préposés, et empêcher leurs membres d'être poursuivis pour le fait seul de faire partie d'une de ces Unions. Ces trois points sont les seuls qui furent envi-

sagés, et il paraît difficile de supposer que, si indirectement un changement dans les rapports des Unions et des cours de justice avait dû s'ensuivre, les juges les plus savants et les jurisconsultes les plus experts, dont un grand nombre n'étaient pas des amis des Trade Unions, ne s'en seraient pas aperçus plus tôt, dans les trente ans qui s'écoulaient de 1871 à 1901.

Tel n'allait point cependant être l'avis du comité judiciaire de la Chambre des Lords, à la suite des faits que voici :

§ 60. — En 1899, les employés de la Compagnie de chemins de fer le « *Barry* », en Ecosse, avaient obtenu, entre autres avantages, la réduction des heures de travail. Or, près de cette Compagnie existe le réseau très peu étendu du *Taff Vale Railway* ou de la vallée du Taff. Comme leurs camarades du *Barry Railway* les employés du *Taff Vale Railway* revendiquèrent les mêmes privilèges, réduction des heures de travail et augmentation des salaires. Dans leurs revendications, ils étaient poussés par un certain Holmès, secrétaire de l'Union des employés de chemin de fer. Cet Holmès profita habilement du renvoi d'un aiguilleur nommé Ewington, excita les esprits des employés du *Taff Vale Railway*, et fit tant et si bien que la grève éclata.

On a prétendu, à la décharge des Unions, et nous admettrons volontiers le fait, que les grévistes agirent en dehors du syndicat dans le vote de la grève. On a dit que l'Union principale apprit la cessation du travail par les journaux, et, d'ailleurs, qu'elle avait écrit à son secrétaire local que la tactique dont on se servait était contraire aux règlements. Bref, quand l'Union principale tenta de concilier l'affaire, il était trop tard, Holmès aurait, dit-on, fait déclarer l'état de grève ; les salariés avaient déjà rompu le contrat qui les engageait avec la Compagnie.

§ 61. — 1^{re} instance. — Lésée par le départ subi de son personnel, la Compagnie du Taff poursuivit devant la Haute Cour l'Union des employés de chemin de fer. Le tribunal était présidé par le juge Farewell. Cela se passait le 5 septembre 1900. Il est intéressant, au point de vue juridique, d'examiner la situation d'une Compagnie de chemins de fer dont les employés sont en grève, actionnant en dommages-intérêts une Union qu'elle rend responsable de cette grève.

M. le juge Farwell *conclut à la responsabilité légale de l'Union*. Cela semble, *a priori*, bien étrange ; car, comme nous le disions au début du chapitre, cette décision rompt avec une jurisprudence trentenaire. En effet, si l'on se reporte au texte du *Trades-Union act de 1871-1875*,

nous savons déjà qu'une Union n'a pas la personnalité civile, que l'article 4 lui refuse le droit d'ester en justice : pourquoi alors la rendre responsable des actes commis par ses membres ? Poursuivez, disait le syndicat, nos chefs ou nos membres, mais non pas nous en tant que corporation ; puisque vous ne nous donnez pas droit à l'existence légale, pourquoi alors nous attaquer en dommages-intérêts.

Le juge Farewell reconnut effectivement que l'Union n'était pas une association en possession de la personnalité civile ; mais néanmoins, pour étayer ses conclusions, il fit tous ses efforts pour trouver des précédents établissant la responsabilité des Unions. Or quels sont donc ces fameux précédents ? Il va tous les chercher dans des sociétés *incorporées* (*corporate bodies*), c'est-à-dire jouissant de tous les droits des corporations, comme les syndicats pour l'entretien des routes (Turnpike Trusts), les sociétés mutuelles pour la construction des maisons à bon marché (Benefit building Societies).

Sans insister sur ce point, il interprète ensuite la loi de 1871 de la façon suivante : Sans doute, dit-il, la loi de 1871 ne parle pas de la responsabilité des Unions, mais doit-on en tirer cette singulière conclusion que cette responsabilité n'existe pas ? Peut-on supposer que de telles

associations, qui sont à même de posséder de grandes richesses, puissent nuire à autrui, et qu'on n'ait pas le droit de leur en demander réparation ?

Voici les motifs qui décidèrent le juge Farewell, et l'Union fut purement et simplement condamnée à verser une indemnité, à titre de dommages-intérêts, à la Compagnie, comme pécuniairement responsable de la grève.

§ 62. — *Appel.* — L'Union, terrifiée d'une pareille sentence et confiante dans d'autres juges, porta immédiatement l'affaire en appel. Elle y eut gain de cause. En effet, le président de la Cour d'appel, le Maître des Rôles, intervint *en faveur du syndicat*. La Cour rejeta donc complètement la thèse du juge Farewell ; son jugement fut infirmé le 12 novembre 1900. Voici quels sont les considérants développés par le Maître des Rôles en faveur de l'Union : Je ne vois rien, dit-il, ni dans les précédents ni dans les textes de la loi, qui autorise une action judiciaire directe contre une Trade-Union. On ne peut pas plus actionner une Union qu'un commerçant ne peut attaquer un défendeur sous le nom d'un club du West End pour des fournitures faites par lui à ce club. En effet, le nom d'un club n'est pas le nom *d'un individu ni d'une corporation ni d'une association commerciale*, qui,

sauf stipulation expresse d'un acte du Parlement, sont les seules entités que la loi reconnaît comme pouvant être citées en justice¹. »

Pourquoi attaquer l'Union en responsabilité ? Les lois de 1871-1876, concluait le Maître Rôles, ne permettent pas aux Unions enregistrées d'estimer en justice : en vertu de quel principe pourrait-on les y actionner ; *La loi d'ailleurs est muette sur leur responsabilité.*

On ne peut assimiler les Unions à des corporations. En effet, l'article de la loi de 1871, relatif à l'enregistrement des Unions, qui est la copie d'un autre article contenu dans *la loi sur les compagnies de 1862* a été volontairement abrégé. L'article de la loi de 1862 sur les compagnies est un peu plus long que celui de 1871, et déclare que le seul enregistrement en fait une corporation. Or cette dernière partie est omise dans le même article de la loi de 1871 ; on peut donc interpréter la volonté du législateur en disant que, n'assimilant pas les Unions à des sociétés incorporées (*incorporated*), faute de texte, on ne peut pas les citer en justice.

Enfin, toute Union ne peut même pas agir par elle-même pour ses propres affaires, puisque, s'agit-il de vendre ou de louer, d'hypothéquer,

1. ALFASSA et MANTOUX, *La crise du Trade-Unionisme*, page 15.

il faut qu'elle soit représentée par des trustees : pourquoi voudrait-on donc poursuivre cette entité, qui ne peut pas agir ? *Il ressort nettement des travaux préparatoires de la loi de 1871* que le législateur n'a pas voulu faire des Trade-Unions des entités légales reconnues par la loi. M. Farewell ne mentionne pas dans son jugement qu'il a trouvé quelque article, dans le *Trade-Union Act*, permettant d'actionner une Union enregistrée ou de considérer une Union enregistrée comme personnalité morale. La Compagnie fut donc condamnée en appel.

§ 63. — *Tribunal suprême.* — La Compagnie du *Taff Vale*, encouragée par le succès qu'elle avait remporté devant le juge Farewell ne se tint pas pour battue, et porta l'affaire devant la section juridique de la Chambre des Lords, qui joue le rôle de notre Cour de cassation pour l'interprétation des lois. L'affaire fut plaidée du 12 au 16 juillet ; l'arrêt porte la date du 23 juillet. Cet arrêt confirme la décision du juge Farewell *en donnant gain de cause à la Compagnie*. Les avocats de la Compagnie prétendirent que, puisque les Unions avaient une existence légale, le corollaire est qu'elles étaient responsables. Mais, pour admettre une responsabilité, répondaient les avocats de l'Union, il faudrait que la personnalité morale fût parfaitement établie

Or, elle ne l'est pas ; ce n'est qu'une société d'individus personnellement responsables de leurs actes. Il est de plus prouvé, ajoutaient-ils, que le syndicat n'a nullement pris part à la grève, qui s'est faite en dehors de lui ; il est donc hors de cause.

Néanmoins, les Law Lords condamnèrent le syndicat. Voici en quels termes s'exprime le Lord Chancelier : « Je suis heureux de confirmer, dans cette affaire, le jugement de M. le juge Farewell, que j'approuve entièrement, et je ne puis trouver aucune réponse satisfaisante à ce jugement dans l'arrêt qui l'a réformé. Si la législation a créé une *chose qui peut posséder une propriété*, qui peut employer des agents, qui peut causer des dommages, *je pense qu'il doit être possible* de citer cette chose devant une Cour de justice à raison du préjudice volontairement causé par elle. »

Un autre magistrat disait, de son côté : « La question primordiale, telle que l'a posée le juge Farewell est celle-ci : la législation a-t-elle autorisé la création de nombreux corps d'hommes capables de posséder d'abondantes ressources, d'agir par des délégués, sans que ces groupes encourrent la moindre responsabilité à raison du dommage qu'ils peuvent causer à des tiers par l'usage de leurs richesses, ou par leurs agents exerçant

leurs fonctions ? A mon avis, le Parlement ne l'a pas entendu ainsi. »

M. Haldame, un des avocats de l'Union, insistait sur ce fait que les fonds des Unions servaient surtout aux œuvres de mutualité. Il lui fut répondu par lord Macnaghten qu'il n'en était pas absolument ainsi. Ces fonds, disait-il, servent également à défendre les intérêts corporatifs ; d'ailleurs, le rapport de la Commission royale sur les Trade-Unions fait bien ressortir ce fait que les Unions ont le droit, si elles le jugent bon, de dépenser tout leur fonds de réserve pour soutenir la grève. Lord Brampton, lord Shând et lord Lindley rejetèrent le principe de la non-responsabilité des Unions, en envisageant plutôt la question au point de vue de la loi de 1871, affirmant que le silence de la loi n'équivalait pas à une non-responsabilité. En conséquence, l'Union fut déclarée pleinement responsable dans cette affaire, et condamnée à payer l'indemnité demandée par la Compagnie du *Taff Vale Railway*, soit la somme de 20.000 livres sterling, 500.000 francs.

§ 64. — Cet arrêt, très commenté, établissant la responsabilité pécuniaire d'une Union pour dommages causés, avec cette circonstance aggravante que les membres ont agi en dehors de l'Union, a été considéré par un grand nombre

de jurisconsultes distingués comme une violation complète de la loi de 1871. C'est, se sont-ils écriés, l'établissement d'une nouvelle législation syndicale en dehors des lois votées par le Parlement. La section juridique de la Chambre des Lords s'est, en effet, substituée au pouvoir législatif. Par leurs arrêts, les Lords anéantissent la liberté accordée par le Parlement aux syndicats, ce qui est un abus de pouvoir. C'est une loi nouvelle qui *est faite par les juges (judge made law)*, et non par les représentants de la nation, par le Parlement. Nous arrivons, en 1901, à un changement subit et considérable de la législation : l'arrêt des Lords rompt en visière avec la jurisprudence antérieure.

« *Le Times*, qui, au lendemain de l'arrêt, exprimait son entière satisfaction, n'eût pas employé d'autres termes, s'il se fût agi d'un acte du Parlement. Cet arrêt, disait-il en substance, s'accorde avec les principes de sens commun et d'équité dont nous avons maintes fois réclamé l'application à ces puissantes associations, qui exercent une si grande influence sur le marché du travail et, par suite, sur les industries nationales... Il modifia complètement la position privilégiée dont les Unions croyaient jouir et dont tout le monde croyait qu'elles jouissaient effectivement. Il les prive d'une immunité qui a été

la cause d'abus répétés et scandaleux, et proclame, pour la première fois, qu'elles n'ont devant la loi aucune responsabilité moindre ou plus grande, pour les actes de leurs employés et de leurs agents, que le reste des sujets de Sa Majesté ¹. »

DEUXIÈME QUESTION. — *Le Picketing est-il un agissement illégal ?...*

§ 65. — La grève du *Taff Vale Railway* avait éclaté dans la nuit du 19 au 20 août 1900. Or, nous savons par ce qui a été dit plus haut, que la Compagnie de chemins de fer se trouvant lésée par les agissements des grévistes, avait cité le syndicat devant le juge Farewell en première instance. Elle poursuivait en particulier M. Richard Bell, le secrétaire local, et M. Holmès, l'instigateur réel du mouvement gréviste pour le fait de surveiller et assiéger (*watching and besetting*) les stations et ateliers de la voie. Ils avaient en effet organisé le *picketing* en chargeant des ouvriers, payés spécialement pour cela (*pickets*) sur le fonds de réserve de l'Union, de servir de surveillants. Ces *pickets* notaient les ouvriers qui voulaient reprendre la tâche, et les dissuadaient de le faire

1. MANTOUX et ALFASSA, *La crise du Trade-Unionisme*, p. 19.

pour ne pas nuire aux chômeurs. Bell lui-même avait persuadé à des hommes de la *Free Labour association*, arrivant par wagon, de ne pas travailler. Il avait fait remettre une feuille à de nouveaux embauchés, dont voici la teneur : « Il y a grève sur le *Taff Vale* depuis lundi dernier. La direction emploie tous les moyens pour amener des hommes ici dans le but de faire tort aux grévistes. Mécaniciens, chauffeurs, garde-freins, aiguilleurs, tous chôment Désirez-vous être connus comme renégats ? Si vous acceptez un emplci sur le *Taff Vale*, ce sera votre nom. En arrivant à Cardiff, venez au quartier général des grévistes, on vous y donnera des secours.

Ces faits de *picketing* étant connus de la Compagnie du *Taff Vale*, celle-ci assigna en dommages-intérêts Bell, Holmès et l'Amalgamated Society of Railway Servants en leur demandant 20.000 livres. Cette assignation fut faite le 23 août 1902.

Cinq mois auparavant, les Lords avaient rendu leur arrêt sur la question de la responsabilité, ce qui souleva une question de procédure. On se demandait, en effet, si on devait assigner en bloc l'Union en tant que personne morale, ayant des droits et des responsabilités, ou bien s'il fallait assigner les inculpés séparément.

La sentence fut rendue en faveur de la Compagnie, et limita considérablement le droit de grève en condamnant le *picketing*, qui devenait agissement illégal. Il en résultait que les membres d'une association syndicale pouvaient seulement cesser individuellement et brusquement le travail, sans que pour cela la responsabilité syndicale pût être invoquée, mais toujours sans possibilité d'exercer le picketing, même pacifique, puisqu'il avait été, dans l'espèce, sans aucun violence.

§ 66. — Les défenseurs soutinrent au procès, en ce qui regardait l'Amalgamated Society of Railway Servants, que cette Union n'avait pas été pour rien dans le vote de la grève ; qu'il résultait d'ailleurs, de l'enquête qui avait été faite, que le syndicat n'avait connu le chômage que par les journaux. Et même, en admettant qu'il n'en était pas ainsi, que l'Union ait été l'instigatrice du mouvement gréviste, elle n'aurait pas commis un fait illégal. Elle a purement et simplement usé de son droit prévu dans ses statuts, déposés à l'enregistrement, en se contentant de soutenir cette grève. Que peut-on donc lui reprocher ? Est-ce qu'une telle conduite peut être taxée *conspiracy* ? Voilà pour le syndicat.

Passant ensuite à Bell, inculpé par la Compagnie, les avocats de la défense s'attachèrent

à démontrer, par des témoignages nombreux, que rien dans sa manière d'agir n'était suffisant pour qu'on pût réclamer des dommages-intérêts. Si les grévistes avaient commis des violences, il n'en était pas cause ; bien au contraire, il avait recommandé le calme aux *pickets* ; il n'était pas maître de ces hommes.

Les plaignants, eux, objectaient que Bell et Holmès avaient agi de concert, poussés par l'*Amalgamated Society of Railway Servants*. S'il faut en croire les témoignages qui vinrent appuyer la thèse des défenseurs, et si nous nous reportons aux faits qui marquèrent le début de l'agitation que nous avons relatée dans l'exposé de l'affaire Taff Vale, Holmès serait seul coupable d'avoir fomenté la grève Bell ; et l'Union n'y auraient été pour rien.

§ 67. — Etant rendue responsable des actes de Bell contre la Compagnie du Taff, l'Union fut condamnée comme « ayant mis une autre personne en situation de faire tort à une tierce personne, et lui en ayant fourni les moyens ». Voici d'ailleurs les trois questions qui furent posées au jury :

1° Les défenseurs ont-ils *conspiré pour molester* les demandeurs et leur faire du tort dans leur entreprise par des moyens illégaux ?

2° Les défenseurs ou certains d'entre eux, et

lesquels, ont-ils *tenté de persuader* aux hommes dont le préavis n'était pas expiré, *de rompre leurs contrats ?*

3° Ont-ils tous ou certains d'entre eux, et lesquels, autorisé et *aidé la conduite de la grève par des moyens illégaux ?*

Le juge Wills après avoir déclaré sa parfaite impartialité, et reconnu que le législateur de 1824 admettait le fait de grève pourvu que les moyens employés fussent légaux, fit cependant une réticence remarquable en disant que les ouvriers commettaient une grande faute en s'agitant sans nécessité. Il reconnut les défenseurs responsables. L'Union, d'après lui, avait fomenté la grève par des moyens illégaux en donnant son approbation à tout ce qui avait été fait. Le jury, impressionné par son réquisitoire, répondit par l'affirmative aux trois questions qui lui étaient posées.

L'Union dut payer à la Compagnie du *Taff Vale* des dommages-intérêts pour le fait de *picketing*, bien qu'elle ait agi dans la plénitude de ses droits légaux et en aidant pécuniairement une grève qui avait été votée à son insu. N'était-ce pas tarir les Unions à leurs sources mêmes ? D'ailleurs, tous les faits de *picketing* n'étaient nullement condamnés par le *Conspiracy and Protection of property Act* de 1875, et l'arrêt

rendu déclarait d'emblée punissables de dommages-intérêts ce simple fait. Comme le dit fort à propos M. Alfassa : « C'était, en somme, rendre le droit de grève illusoire; car il n'est point d'actes que puissent commettre des grévistes, y compris ceux de donner ou demander des informations qui ne rentrent dans la définition extrêmement vague de *Picketing* (*besetting and watching*). Aux termes de la loi de 1875, certains de ces actes étaient passibles de peines correctionnelles, d'autres non. Mais, en pratique, le départ est absolument impossible à établir entre les premiers et les seconds. En fait, l'arrêt des Lords les rendait tous punissables, soit pénalement, soit par dommages-intérêts. Et, comme les employeurs anglais demandaient aux syndicats des dommages-intérêts considérables (la Compagnie du *Taff Vale* réclamait 600.000 fr. environ, qui lui furent accordés, bien que l'Union des employés de chemin de fer eût fait la preuve que les actes qu'on leur reprochait avaient été faits en dehors d'elle, et, en dépit de son refus préalable de les autoriser, on voit que l'exercice du droit théorique de grève devenait extrêmement dangereux.

SECTION III

La développement de la Jurisprudence nouvelle des Lords

A. — LE STOP DAY ACTION

Condamnation d'un Syndicat, simple conseiller, à des dommages-intérêts, ses membres ayant cessé brusquement le travail sans préavis, — Les tribunaux peuvent défendre à l'Union le paiement de secours dans ce cas de grève illicite.

§ 68. — Poursuivant la question de la responsabilité syndicale vis-à-vis de l'employeur, nous nous trouvons, quelques années après le procès *Taff Vale*, devant un autre procès accentuant encore la tactique offensive entreprise contre les Unions ; il est connu sous le nom de « *Stop day action* ».

En vertu d'une convention dite de l'Echelle mobile, datant de 1879, on règle les salaires des mineurs du sud du pays de Galles d'après le prix de vente du charbon. Ces salaires sont établis d'un mois pour l'autre, toujours d'après le prix d'écoulement. En 1893, une grande grève éclata à ce propos ; enfin, en 1898, sur les réclamations pressantes des mineurs, l'application de l'échelle mobile se fit par un comité composé à la fois de patrons et d'ouvriers, l'évaluation dans le prix

de vente du charbon ayant été reconnue à plusieurs reprises inférieure à ce qu'il était en réalité.

En octobre 1901, les ouvriers composant le comité de l'échelle mobile votèrent quatre jours de chômage dans l'intérêt des mineurs en général, afin de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande, le charbon étant vendu à des prix très bas par les courtiers marrons.

Profitant de l'arrêt fameux du *Taff vale Case*, et pensant qu'elle obtiendrait gain de cause, la Fédération des exploitants d'anthracite de la région fit comme la Compagnie des chemins de fer de la vallée du Taff ; elle assigna en dommages-intérêts, pour chômages brusques, la Fédération ouvrière du pays de Galles, en lui réclamant une indemnité de 73.000 livres.

§ 69. — *Première instance.* — L'affaire vint en août 1903 devant le Banc du Roi, présidé par M. le juge Bigham. Voici à quoi se résument *les considérants du juge qui déboute les employeurs* : Le comité mixte n'est pas en cause, d'après lui, mais bien la Fédération, car c'est elle qui a agi. Or la Fédération a eu pour but, *non de causer du tort aux exploitants*, mais la défense des intérêts ouvriers en ordonnant ces jours de chômage. « Je suis, dit le juge Bigham, absolument convaincu qu'en décidant le chômage le 9 novembre,

le Conseil de la Fédération a agi, à son sens, au mieux des intérêts des mineurs et sans aucune intention malicieuse envers les patrons, ni désir de leur nuire. D'ailleurs, dans sa déposition, M. Dalziof, secrétaire général de l'Association des exploitants, a déclaré *qu'il ne prétendait pas qu'en ordonnant le chômage de novembre 1900, la Fédération avait l'intention de nuire aux patrons*, et que cette opinion était confirmée par la déclaration du Conseil exécutif, en date du 30 novembre 1900... Aussi, je ne vois pas, puisqu'il en est ainsi, sur quoi repose la demande des plaignants, l'intention frauduleuse de leur faire tort n'existant pas. »

La responsabilité était donc limitée à la preuve de l'intention malicieuse des actes. Ces considérants étaient d'ailleurs étayés sur une jurisprudence très abondante : Affaires *Lumby, Mogul, Quinn et Leathem, Bowen*.

Enfin, pour terminer, le juge Bigham ajoutait : « J'ai déjà trouvé qu'il n'y avait ni malice ni désir de causer un préjudice, pourquoi l'ordre du chômage fut-il donné ? Parce que les mineurs avaient demandé au Conseil de la Fédération de leur donner des avis de temps en temps, et de leur indiquer le moment opportun de cesser le travail. Le chômage eut pour conséquence, sans doute, une rupture du contrat qui liait les mineurs

à leurs employeurs. Si un homme demande conseil à un autre sur le point de savoir s'il est sage ou non pour lui de rompre un contrat. le conseiller n'a-t-il donc pas le droit de donner son avis, et, s'il est suivi, les circonstances ne lui fournissent-elles pas une excuse suffisante ? Un homme se persuade qu'il doit rompre son contrat et la seule sanction pour lui est une action en dommages-intérêts ; pourquoi son ami qui lui conseille de faire la même chose, et peut-être l'influence dans ce sens, encourrait-il les risques de cette action ? Dans le cas actuel, je trouve que la Fédération et les autres défenseurs ont agi honnêtement, sans aucune malice. En ordonnant les chômages, ils ne firent rien de plus que d'agir pour le mieux dans l'intérêt de leurs mandants, à leur avis tout au moins, et de plus, je trouve qu'ils ont une justification et une excuse légitimes et légales pour ce qu'ils ont fait, en ce sens qu'ayant été sollicités par les mineurs de les conseiller et de les guider dans cette question, *il était de leur devoir et de leur droit* de donner l'avis et de faire ce qui était nécessaire pour en assurer l'exécution.

Après l'opinion que je viens d'exprimer, il ne reste plus qu'un mot à dire de l'action basée sur le motif de *Conspiracy*. Il ne peut y avoir action que si des hommes se coalisent dans le but de faire, soit un acte légal, soit un acte illégal,

par des moyens illégaux, ce qui n'est pas le cas ici puisqu'il n'y a jamais eu d'intention malicieuse. Mon jugement est, par conséquent, en faveur des mineurs. »

§ 70. — *Appel.* — Les patrons portèrent la question en appel. Le fait que c'était la Fédération du sud du pays de Galles qui avait décrété les *stop days* fut reconnu exact, comme d'ailleurs l'avait fait remarquer M. le juge Bigham ; mais, en revanche, le verdict *donna raison aux employeurs*, contrairement au jugement précédent. Le fait d'avoir déclaré le chômage était suffisant pour établir la responsabilité syndicale ; peu importait qu'il y eût ou non intention de nuire.

§ 71. — *Tribunal suprême.* — L'affaire vint devant la section juridique de la Chambre des Lords. L'arrêt porte la date du 14 avril 1905. Cet arrêt confirme celui de la Cour d'appel ; il est reproduit tout au long dans le journal le *Times* du 15 avril 1905. D'après le Lord Chancelier, toute combinaison dont le but est de faire rompre les contrats de travail est illégale. Or ce n'est pas, à proprement parler, une rupture de contrat de travail, mais un simple jour de chômage qui eut lieu. Ensuite, comment déclarer un tel fait illégal ? Si on se reporte à la loi de 1824, on constate le contraire, même si la coalition est *in restraint of Trade and Industry*, c'est-à-dire

dont le but serait de nuire au commerce ou à l'industrie. De plus, si l'on envisage cet arrêt, on est bien obligé d'y voir l'état d'infériorité dans lequel on place les syndicats vis-à-vis des patrons. En effet, on leur permet, à ces syndicats, d'organiser le chômage seulement après un préavis ; les patrons, eux, peuvent brusquement déclarer un lock out sans préavis.

Il faut, dans ce préavis, ajoute le Lord Chancelier, que le patron accepte la rupture de contrat de travail pour que cette rupture devienne licite. C'est donc l'assentiment patronal à la grève pour la rendre légale : autant dire alors que le droit de grève n'existe pas.

Si, dit le Lord Chancelier, le syndicat a agi par rupture de contrat dans l'intérêt commun, comme il le prétend, c'est donc que l'employeur y avait aussi avantage : pourquoi donc alors a-t-il repoussé la proposition du syndicat ? En général, on tâche de profiter d'un avantage, on ne l'écarte pas systématiquement. Rien de plus juste ; mais le juge se refusait, par cette simple phrase, à entrer dans le vif de la question

En résumé, les conséquences du *Stop day action* sont que les syndicats deviennent *responsables des conseils qu'ils donnent à leurs membres, quand bien même il n'y aurait pas intention de nuire*, leur intention étant tout simple-

ment la défense des intérêts corporatifs et collectifs de leurs membres, et qu'en second lieu, la cessation brusque du travail, non acceptée du patron et faite sans intention de nuire, entraîne aussi les Unions à payer des dommages-intérêts.

B. — DENABY MAIN CASE.

Un tribunal incompétent supprime en fait le droit de grève en interdisant à un syndicat de subventionner des grèves

§ 72. — Les mineurs des Compagnies Denaby et Cadeby, voyant leurs salaires réduits dans des proportions très grandes, se mirent en grève. Cette réduction des salaires avait été décidée par lord James de Hereford, président du Comité « de conciliation », *Conciliation board* ». Le travail ayant cessé dans les puits, les mineurs demandèrent la paye de grève à la *Miners' Federation of Great Britain*, mais ne la reçurent, cette Union étant rendue prudente par les affaires *Taff Vale* et *Stop day*, qu'après une notification en bonne et due forme, faite par les mineurs aux Compagnies intéressées, qu'ils cessaient le travail.

Les Compagnies Denaby et Cadeby prétendirent que la *Miner's Federation of Great Britain* versait indûment la paye de grève, car cette paie de grève était, d'après elle, illégale comme n'étant pas prévue dans les statuts de

l'Union. Mais les Compagnies, au lieu d'agir par elles-mêmes en justice, achetèrent, dit-on, un membre de la Fédération, William-Henry Howdey, pour intenter une action au syndicat.

§ 73. — 1^{re} instance. — L'affaire fut portée au Banc du Roi, devant le juge Grantham, et les défendeurs n'eurent pas de peine à prouver péremptoirement que leur membre William Henry Howden n'avait pas qualité pour intenter une action au syndicat dans l'espèce présente. C'était, dirent-ils, une violation complète de la loi de 1871, article 4, § 3. En effet, les tribunaux, dit l'article, « ne peuvent s'occuper de la façon dont se règlent les conventions stipulant l'emploi des fonds d'une Trade-Union à la distribution de secours et d'indemnités parmi ses membres ». Or la paie de grève n'est-elle pas la distribution de secours à des ouvriers en chômage ? Que si un membre vient à contester l'emploi qui est fait du fonds de réserve, il n'a pas qualité pour introduire contre son Union une action devant les tribunaux ; l'article est formel.

Mais le Banc du Roi se déclara néanmoins compétent en faussant la loi de 1871. Le juge Grantham, pour cela, assimila des Trade-Unions aux sociétés incorporées (*incorporated*), ce qui est un non-sens. Il condamna l'Union, et lui refusa catégoriquement le pouvoir d'interjeter appel.

§ 74. — *Appel.* — La Cour d'appel confirma le refus du juge Grantham de faire appel. Ceci peut nous paraître surprenant ; mais il ne faut pas oublier que si, chez nous, l'appel est de droit, en Angleterre, un magistrat peut le refuser.

Dans cette affaire Denaby, ce seul jugement, obtenu en première instance par les Compagnies, ruinait du coup les fonds de réserve des Unions, car elles ne peuvent plus désormais s'en servir pour la subvention des grèves.

Le corollaire du jugement est terrible pour les Trade-Unions : c'est tout simplement leur ruine. En effet, comment peuvent-elles se défendre, si elles ne peuvent soutenir la grève ? Il devient impossible de faire une grève puisque la caisse syndicale ne peut rien donner aux chômeurs ; et cependant, les textes permettent le droit de grève. La grève, maintenant, ne reste plus qu'un droit purement théorique ; ainsi en a décidé un tribunal britannique.

Il semble qu'une pareille décision pousse un peu loin les prohibitions. Le désarroi a régné à la suite du jugement du *Stop day* dans les rangs unionistes ; et, soucieux de leurs intérêts, ils ont vite songé qu'étant donné les temps, ils ne pourraient rien, mais arriveraient tôt ou tard à la faillite de leur système, qui est l'amélioration du sort des travailleurs, s'ils ne tendaient pas à

l'organisation politique. Or il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur la composition du Parlement pour voir la réalisation de cette idée. Le *Labour party* n'est, en somme, que la représentation des intérêts ouvriers. Les jugements du *Taff Vale*, du *Denaby Main* et du *Stop day* n'ont pas été sans effet sur les élections des députés qui composent cet important groupement.

§ 75. — *Tribunal suprême*. — Le jugement était trop gros de conséquences dans le *Denaby Main Case*, et, ne pouvant se pourvoir en appel, le syndicat de la *Miner's Federation of Great Britain* eut encore un recours : c'était de faire trancher le différend devant la Chambre des Lords. C'est ce qui fut fait en février 1905. Le Tribunal suprême était composé du Lord Chancelier, de Lord Macnaghten, Lord Davey, Lord James of Hereford, Lord Robertson et Lord Lindley.

L'Union répéta devant les Lords ce qu'elle avait dit, devant le juge de la première instance, quant à son incompétence de juger en se basant sur l'article 4 § 3 de la loi de 1871. Deux lords, Lord James of Hereford et Lord Davey entendirent favorablement l'exception fondée par le syndicat ; mais la majorité, voulant à toute force créer une nouvelle loi, n'accepta pas cet argument, pourtant si logique. En conséquence, le

Lord Chancelier, les Lords Macnaghten, Robertson et Lindley confirmèrent le jugement Grantham, autrement dit, *condamnèrent l'Union de la Miner's Fédération of Great Britain*. L'arrêt est du 14 avril 1905.

§ 76. — Voici l'argument du Lord Chancelier : « Je ne crois pas que la loi ait voulu soustraire les Unions à la juridiction des tribunaux ; l'intention du législateur ne *saurait avoir été formelle*, et il a *dû* vouloir établir cette distinction : si l'emploi des fonds est fait conformément aux statuts enregistrés (car quelle serait l'utilité de l'enregistrement, s'il ne fixait pas les usages auxquels les fonds pourront servir ?), les tribunaux doivent se déclarer incompétents ; mais, si on veut les divertir de leur emploi statutaire, la compétence des tribunaux demeure entière. »

Les quatre Law Lords, dans l'arrêt, furent d'avis que les statuts ne parlaient nullement de la paye de grève, et que le législateur ne voulait pas soustraire, dans leur propre intérêt même, les Trade-Unions à l'application du droit commun, de la *Common Law*.

Ceci n'est pas fondé, ainsi qu'en font foi les travaux préparatoires de la loi de 1871 devant la *Labour Commission* de 1867.

Les deux membres dissidents, Lord James de Hereford et Lord Davey, refusant d'adopter

la manière de voir de leurs collègues, s'exprimèrent ainsi dans leurs conclusions ¹ :

« Les termes formels de l'article 4, § 3 de l'Act de 1871 nous lient ; ils sont absolument incompatibles avec l'interprétation du Lord Chancelier. En effet, l'article 4 dit : « Aucune des dispositions de la présente loi n'autorise les cours de justice à recevoir une action », ce qui est exclusif, et non « à recevoir une action, sauf si l'emploi des fonds n'est pas conforme aux statuts. » Par suite, les cours, ne pouvant recevoir une action, doivent rejeter, comme excédant leur compétence, toute instance de cet ordre.

« On n'a pas droit, en présence d'une affirmation aussi catégorique et aussi nette du législateur, de rechercher d'autres interprétations. D'ailleurs, l'Act de 1871, absolu dans son texte et dans son esprit sur ce point, a voulu simplement, par son article 4, rendre licites pour les syndicats (parce qu'absolument nécessaires à leur existence, qu'il sanctionnait) certains actes qui ne l'étaient pas aux termes de la *Common Law*. Il a voulu encore ne pas rendre légalement et forcément caduques (et c'est ce qu'il a dit en ajoutant à la fin de l'article : « Mais rien dans

1. ALFASSA, *La Chambre des lords et les trade-unions*, dans *Revue d'Economie politique*, année 1905, p. 815.

cet article ne peut être entendu, etc.) les conventions passées entre l'Union et ses membres, *inter se*, n'affectant pas des tiers, conventions que ne reconnaît pas la *Common Law*. C'est également pourquoi le législateur, bien que refusant aux syndicats le droit d'ester en justice, a autorisé leurs fidéicommissaires (*trustees*), ou toute personne désignée, à représenter les Unions devant les tribunaux et à agir judiciairement en leur nom, mais *uniquement* pour ce qui touche à leur fortune, leurs droits à la propriété ou leurs prétentions y relatives. Et le législateur a rendu ces mandataires responsables de leurs actes de gestion vis-à-vis des Unions. C'est là un statut particulier, propre aux syndicats. »

« Mais, continuaient-ils, ces conventions entre l'Union et ses membres, qui sont la loi des parties, sont sans force au regard des tiers, c'est ce que la Chambre des Lords a implicitement déclaré, dans son arrêt du *Taff Vale Case*, pour lequel elle a été obligée de s'appuyer sur cet article 4 de la loi de 1871. Elle n'a pu rendre l'Union solidaire de ses membres, au point d'être responsable des actes qu'ils commettaient sans son autorisation, que parce que la part professionnelle des fonds de ces membres isolés, recueillis par l'Union, était, de par la loi, confiée à l'Union, et que, par suite des conventions, leur emploi était fait par

elle, sous forme d'un fonds commun, et que, comme conséquence de l'article 4, ses membres étaient désarmés vis-à-vis de l'Union, et qu'il n'y avait pas moyen de les toucher pécuniairement pour les dommages qu'ils avaient personnellement et individuellement causés.

« Le principe nouveau posé par le Lord Chancelier permettrait aux tribunaux d'ordonner la division des fonds des syndicats en fonds de prévoyance et de grève, à la demande des membres, les premiers demeurant intangibles. Or c'est là ce que la Chambre des Lords a déclaré impossible, le 22 juillet 1901, en affirmant que tous les fonds des Unions, qu'ils fussent amassés pour la prévoyance ou pour la grève, formaient une masse répondant des dommages causés.

« Mais, en admettant même ce principe, ajoutèrent Lord James of Heredford et Lord Davey, nous serions, dans la question d'espèce, obligés de nous séparer de nos collègues.

« Ils déclarèrent, en effet, que rien dans les statuts n'autorisait l'association des mineurs du Yorkshire à employer ses fonds sous forme de subvention de grève, dans le cas actuel non prévu. Or, cela est matériellement inexact, car les articles 2, 3, 64 et 65 des statuts s'appliquent intégralement, entre autres, à l'espèce soumise à l'appréciation des Law Lords.

« L'article 2 dit , en effet : Ces statuts sont établis pour le gouvernement de l'Association et la protection de ses membres.

« L'article 3 spécifie (les statuts s'appliquant à tous les membres, article 4 (act 1871), que l'Association a été établie : a) *pour réunir des fonds en vue d'aide mutuelle* ; b)..., c)... *pour protéger les membres quand ils sont injustement traités par les employeurs et les directeurs* ; d)..., e)..., f)..., g), pour donner une subvention hebdomadaire aux membres, afin d'assurer leur subsistance et celle de leur famille, en cas de lock out ou de grève ; h)... i) tout l'argent reçu par l'Union sera employé à l'exécution des présents objets, conformément aux statuts. Les articles 64 et 65 traitent des grèves sans spécification. »

§ 77. — Lord James de Hereford et Lord Davey ont montré clairement, dans cette argumentation, en s'en tenant à la lettre des statuts du syndicat des mineurs du Yorkshire, que les fonds de réserve n'étaient nullement détournés de leur but. Mais, malgré cela, la majorité l'emporta, et, par quatre voix contre deux, le syndicat fut condamné.

Le coup était rude, non pas seulement pour l'Union, qui était condamnée, mais pour les syndicats, qui allaient voir de ce fait leur action paralysée et ce droit de grève singulièrement limité.

Que résulte-t-il, en effet, de toute cette jurisprudence ? D'abord que les actes de *picketing* pacifique, qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, peuvent donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts, parce qu'ils sont susceptibles de porter préjudice à un patron. (Arrêt Taff Vale.) Ces dommages-intérêts peuvent être très élevés. Donc, si l'association syndicale se rend compte que le triomphe de ses revendications risque de valoir moins que les dommages-intérêts auxquels elle peut être condamnée, elle ne s'engagera pas dans la voie de la grève, si le droit de grève reste entier. C'est néanmoins une atteinte individuelle à l'exercice de ce droit qui en résulte.

D'autre part, la cessation brusque du travail (*Stop Day Action*) peut donner lieu également à des réparations civiles, alors même qu'aucun fait de *picketing* ne serait relevé à la charge des Unions.

§ 78. — Ainsi enserrés par ces décisions, les syndicats pouvaient cependant encore agir pratiquement par la cessation collective du travail, après préavis individuel et observation du délai congé. Si les arrêts de la Chambre des Lords n'avaient dû aboutir qu'à imposer le respect des droits d'autrui et des formes légales entre employeurs et employés, il y aurait peut-être eu moins

à reprendre à cette jurisprudence, d'autant plus que les abus des Trade-Unions la justifiaient dans un certain sens. Mais l'arrêt du *Denaby Main Case* vint interdire en quelque sorte aux Unions de fournir aux grévistes, pendant la grève, la subsistance même.

En effet, avec la menace d'une assignation de leurs membres aux fins de se voir interdire de distribuer des subventions de grève, sous prétexte que les distributions équivalent à employer les fonds des associations à un but autre que les bénéfices escomptés par les membres lorsqu'ils se sont fait inscrire au syndicat, les Unions ne peuvent plus guère songer à distribuer des secours aux grévistes. Comme on l'a fait remarquer avec raison, il sera toujours loisible à un employeur de découvrir dans les rangs des Unionistes un faux frère qui, moyennant rétribution, consentira à engager une instance contre son Union. C'est le cas même du *Denaby Main Case*, et la Chambre des Lords a montré qu'elle n'hésiterait pas à réserver bon accueil à cette instance, alors même qu'en l'espèce, les statuts autoriseraient catégoriquement et expressément l'emploi de fonds que voudrait faire interdire l'Unioniste,

§ 79. — D'autre part, il ne faut pas oublier que les fonds des Unions sont détenus par les fidéicommissaires (*trustees*), qui en sont respon-

sables et comptables personnellement. Or, même couverts par un vote du Conseil exécutif de l'Union, ou même de l'Assemblée générale, ils sont exposés à ce qu'un membre quelconque de l'Union, non seulement fasse interdire la subvention votée, mais encore assigne le *trustee* en restitution des sommes versées, sous prétexte de mauvaise application des statuts. Et, dans cette éventualité, comme il n'y a pas de juridiction qui ne soit obligée légalement de condamner le fidéicommissaire, on peut penser que celui-ci se refusera net à ouvrir la caisse. Il ne serait pas impossible qu'il provoquât lui-même les tribunaux à se prononcer avant d'agir ¹.

En présence de cette jurisprudence graduée, qui interdisait en fait les faits de *picketing* pacifique et les cessations brusques du travail, on arrive à défendre aux Unions de subventionner les grèves. Il n'est pas exagéré de dire que les lois de 1871-1876 se trouvent à peu près annihilées. Le droit de grève subsiste légalement et théoriquement, mais, en fait, il est limité de telle manière que les avantages que les Unionistes pouvaient en retirer ne lui appartiennent plus.

1. ALFASSA, — *Revue d'Economie politique*, oct.-nov. 1905, locut. cit., p. 823.

CHAPITRE II

LA DISCUSSION ET LE VOTE DE LA NOUVELLE LÉGISLATION

SECTION I^{re}

Protestations contre la jurisprudence de la Chambre des Lords et projets de réforme

§ 80. — Les Trade-Unionistes et leurs avocats politiques au Parlement (*Labour party* et radicaux) ne tardèrent pas à proclamer, dès l'année 1903, que le seul moyen d'obtenir le redressement de cette jurisprudence était de poursuivre sa réformation par voie législative. La loi sur les *conspirations* avait été interprétée de telle manière qu'au point de vue civil, les actes légaux accomplis par un seul individu devenaient illégaux par le seul fait qu'ils étaient commis par plusieurs personnes. Le droit de *picketing* pacifique avait été compris de telle sorte qu'il était devenu presque impossible aux ouvriers de savoir quand ils restaient dans les limites de leur droit ou quand ils les outrepassaient.

On disait bien : « Il est légal de demander de communiquer une information relative à un conflit du travail ; mais, si on étend la notion d'information au point de faire intervenir le fait de persuasion, on viole la loi. La distinction était subtile, et, si un esprit juridique était capable de l'apercevoir facilement, il était malaisé à un agent d'une Trade-Union d'en tenir compte lorsqu'il avait à informer de l'état de grève les ouvriers étrangers à la région et amenés sur les lieux pour prendre les places abandonnées par les grévistes. Il est certain que l'exercice du droit légal de grève risquait de souffrir fort de cet état de choses.

Du jour où M. R. Bell, député de Derby, porta la question au Congrès des Trade-Unions de 1902, une certaine effervescence agita le monde ouvrier. C'était surtout les restrictions apportées au *picketing* qui paraissaient le plus intolérables. Quelques chefs trade-unionistes semblaient douter, malgré le procès *Taff Vale* et *Stop day* et les lourds dommages-intérêts qu'ils avaient dû payer dans les premiers temps, de l'intérêt que les Trade-Unions pensaient avoir à obtenir la garantie légale et définitive de l'immunité judiciaire.

§ 81. — Une proposition de loi, déposée en 1903 par M. Shackleton, se bornait à demander la légalisation du *picketing* pacifique et un amende-

ment de la loi sur *les conspirations* ; les députés ouvriers demandèrent en outre que les Trade-Unions eussent leur responsabilité limitée au cas où un acte légal serait commis, avec la sanction expresse et directe des Unions , avec l'autorité du règlement des Trade-Unions.

Ils n'allaient pas plus loin, et la Fédération générale des Trade-Unions n'allait pas plus loin elle-même. Au congrès de septembre 1903, M. Bell disait : « Comment résister à mon adversaire avec le désavantage d'une position différente du droit commun ? » Après avoir réclamé la responsabilité de tous les patrons en matière d'accidents du travail, pour quelque cause que ce soit, on demanderait maintenant que, quel que soit l'acte commis délibérément et en toute connaissance de cause par les chefs et les agents d'une association ouvrière, cette association fût déclarée irresponsable. Cela n'est pas logique, et un autre député, M. Burst, déclarait que les Trade-Unions étaient des organisations démocratiques, ouvertement opposées aux privilèges, et qu'elles ne devaient pas demander à être traitées autrement que les autres membres de la communauté.

Mais Sir Charles Dilke, le célèbre député radical, la même année, se prononça en faveur de l'immunité judiciaire complète des Unions, et déposa un projet de loi en ce sens. Avec l'impo-

pularité croissante des conservateurs dans le pays, les trade-unionistes s'enhardirent et la victoire éclatante des libéraux, qui n'avaient pas hésité à faire cause commune avec les Unions sur ce point, et à s'engager à leur donner complète satisfaction, montre bien que les masses ouvrières, par l'arrêt *Taff Vale* avaient suscité un profond et durable mécontentement, et qu'elles n'envisageaient, contre le retour de pareils faits, qu'une réforme législative formelle et complète.

§ 82. — Entre temps, une Commission royale avait été nommée, le 6 juin 1903, par le gouvernement conservateur lui-même, pour faire une enquête « au sujet des conflits entre patrons et ouvriers, des associations ouvrières, sur les lois qui les régissaient et sur les modifications qu'il pourrait paraître nécessaire d'apporter à la législation. »

Cette Commission ne termina ses travaux qu'en 1906. Elle envoya des convocations à 227 représentants des patrons, 72 à des représentants des Trade-Unions. Ceux-ci ne se dérangèrent point, parce que la Commission ne contenait aucun représentant des Trades-Unions, et, parmi les premiers, cinquante seulement se présentèrent pour être entendus.

Malgré cette attitude des Trade-Unions, la Commission, qui comptait parmi ses membres

M. Sidney Webb, n'éprouva aucune difficulté dans l'étude des critiques adressées par les Unions à la législation existante et à la jurisprudence des Law Lords et dans l'étude des réformes qu'elles souhaitaient. Ces critiques et ces réformes avaient été exposées tout au long dans de nombreux discours au Parlement, et en dehors du Parlement et dans les Bills déposés à la Chambre des communes à plusieurs reprises.

M. Shackleton, reprenant en 1905 le bill qu'il avait déposé en 1903, avait donné la dernière et complète édition des réclamations des Unions.

§ 83. — Quelles réformes les Trade-Unions réclamaient-elles du législateur ? On peut les ranger sous trois chefs principaux : 1° la réforme de la loi sur les *Conspirations*, présentée de telle manière que les actes accomplis par des individus pris isolément ne fussent pas considérés comme illégaux par le fait seul qu'ils seraient accomplis par des groupes d'individus ; 2° la réponse de la loi relative au *picketing*, opérée de telle manière que le droit de *picketing* pacifique fût intangible ; 3° l'immunité judiciaire des Unions, comprise de telle sorte que celles-ci ne puissent pas être passibles de dommages-intérêts accordés en réparation de torts causés par des agents de l'Union.

Ces desiderata des Unions sont exprimés dans le bill Shackleton (1905), sous la forme suivante :

1° RÉFORME DE LA LOI SUR LES CONSPIRATIONS.

« Un accord ou une combinaison de deux personnes ou davantage, pour faire ou favoriser un acte relatif à un conflit de travail, ne pourra pas servir de base à une action judiciaire, si cet acte, commis par une seule personne, ne peut tomber sous le coup de la loi.

2° DROIT DE PICKETING PACIFIQUE.

« Il pourra être permis à toute personne, agissant de son chef ou du chef d'une Trade-Union, ou à toute association d'individus, enregistrée ou non, en vue de ou pendant un conflit du travail, de surveiller les abords d'une maison où une personne réside ou travaille, ou se trouve par hasard, dans le but : 1° d'obtenir paisiblement ou de communiquer paisiblement une information ; 2° de persuader pacifiquement tout individu, soit de travailler, soit de cesser le travail. »

3° IMMUNITÉ JUDICIAIRE DES UNIONS.

« Aucune action ne pourra être intentée contre une Trade-Union, ou toute autre association susdénommée, pour le recouvrement de dommages pour faits commis par un ou plusieurs membres des Trade-Unions ou autres associations susdénommées. »

Ainsi, la jurisprudence créée par les autorités judiciaires les plus hautes de l'Angleterre se trou-

verait complètement renversée : les Trade-Unions, mises à l'abri de toutes poursuites résultant des faits de grève, peuvent subventionner et encourager les grèves librement, sans crainte d'avoir à subir des demandes ruineuses en dommages-intérêts.

§ 84. — En même temps, la Commission royale mentionnée ci-dessus terminait son rapport à la date du 15 janvier 1906, et faisait connaître ses conclusions que signaient seulement trois membres sur cinq : lord Dunedin, M. Arthur Cohen et M. Sidney Webb ; les deux autres, Sir Thomas Lewis et Sir Godfroy Lushington ne voulurent pas s'associer à des opinions qu'ils ne partageaient pas complètement.

Ces opinions étaient énoncées à la fin du memorandum qui figurait en tête du rapport sous la forme suivante :

« Nos conclusions peuvent être résumées ainsi :
« Nous sommes d'avis qu'un act soit passé au
« Parlement dans l'intention de :

« 1° Déclarer les Trade-Unions associations légales. »

En effet, aux termes de la loi commune, les Trade-Unions restent, on s'en souvient, illégales et ne sont déclarées légales qu'en vertu des termes exprès d'une loi spéciale. Ce sont ces sections 2 et 3 du Trade-Union Act qui s'y réfèrent.

« 2° Déclarer les grèves, quel qu'en soit le motif
« ou le but, y compris les grèves pour solidarité
« ouvrière, et excepté les cas de rupture de contrat,
« légales et étendre les dispositions de l'art. de
« 1875 aux grèves de solidarité.

« 3° Déclarer que l'excitation à la grève, sauf
le cas de rupture de contrat, n'est pas un acte
illégal.

« 4° Déclarer qu'un individu ne pourrait pas
être déclaré civilement responsable pour avoir
commis un acte qui, sans donner lieu à des dom-
mages-intérêts, constitue une ingérence dans le
commerce, les affaires ou le travail d'une autre
personne.

« 5° Prévoir la séparation facultative des fonds
de prévoyance des Trade-Unions, de manière à
conjecturer la saisie éventuelle de ces fonds.

« 6° Prévoir les moyens par lesquels les auto-
rités centrales des Unions puissent se protéger
elles-mêmes contre les actes non autorisés et
immédiatement désavoués des agents subal-
ternes.

« 7° Donner aux Trade-Unions la faculté :
a) de se faire incorporer sous certaines conditions;
b) d'exclure de leurs opérations les actes prévus
dans la section 4 du Trade-Union Act de 1871
ou dans quelques-unes de ces sous-sections, ou
de permettre aux Trade-Unions d'entrer en

arrangement avec d'autres personnes et avec leurs propres membres.

« 8° Abolir la sous-section 4 de la section 7 de la loi de 1875, et remplacer par cette nouvelle disposition : (serait condamné à 3 mois de prison au maximum, avec ou sans travail forcé, et à une amende de 20 livres sterling au maximum) « toute personne qui agit de telle manière qu'elle éveille dans l'esprit d'une autre personne la crainte d'une violence exercée contre elle ou contre sa famille, ou la crainte d'un dommage fait à ses biens ¹ ».

« 9° Déclarer que tout accord ou projet annoncé par deux ou plusieurs personnes pour faire ou favoriser un acte de grève ne pourra pas donner lieu à une action civile, à moins que l'accord ou le projet ne soit punissable comme *Conspiration*, en dehors des termes du *Conspiracy and protection of property Act* de 1875. »

§ 85. — Telles étaient ces recommandations de la Commission royale. On voit que, bien que deux de ses membres les aient trouvées trop hardies, elles ne donnaient pas, sur tous les points, satisfaction aux demandes des Unionistes, telles qu'elles avaient été exprimées dans le bill Shack-

1. La sous-section 4 de la section punit de la même peine (3 mois de prison, 20 livres d'amende) le fait de *surveiller et d'assiéger* le lieu où une personne réside, travaille ou se trouve par hasard, ainsi que le fait d'en surveiller ou d'en assiéger les abords.

leton. Sur deux points, elle y arrivait : elle demandait la réforme de la loi des conspirations, de manière qu'aucun fait de grève ne pût y être assimilé, à moins de perdre ce caractère de fait de grève et d'être bel et bien un fait de conspiration véritable. D'autre part, elle enlevait le caractère pénal au fait d'assiéger ou de surveiller les alentours ou la maison même du patron, ou les ateliers dont les ouvriers sont en grève. Elle condamnait le caractère de *picketing* pacifique, ce qui supprimait toute la controverse qui avait fait naître le procès *Lyons* contre *Wilkins*. Mais elle refusait de proclamer l'immunité judiciaire complète des Unions. Elle se bornait à recommander plusieurs moyens pour empêcher certaines conséquences excessives qui résultaient des responsabilités établies par les arrêts que nous avons analysés. Elle demandait qu'il fût décidé qu'un acte de simple ingérence dans les affaires ou dans le travail de quelqu'un ne serait pas considéré comme pouvant donner lieu à une réparation civile, s'il ne constituait pas en lui-même un acte donnant lieu à dommages-intérêts. (*Stop Day.*)

Elle demandait qu'une Trade-Union pût se soustraire aux conséquences des actes de ses agents en les désavouant à temps, ou en prouvant qu'ils avaient agi contrairement à leurs instructions. (Taff Vale.) Enfin, la Commission estimait

que les Trade-Unions pourraient être actionnées en dehors de ces cas d'immunités particulières, les fonds de prévoyance ne pouvant pas être saisis, ce qui rendait également impossible l'action d'un membre de l'Union pour faire interdire les allocations aux grévistes, tel que le *Denaby Main Case* en a montré l'exemple ¹

§ 86. — Sur ces entrefaites, les nouvelles élections eurent lieu. Elles furent, on s'en souvient, un triomphe pour les libéraux et pour les membres du Labour Party, qui n'étaient qu'une douzaine dans la Chambre des Communes précédente, et qui revinrent au nombre d'une cinquantaine. De l'avis général, ces élections étaient profondément significatives au point de vue politique et social. Elles montraient que la démocratie britannique entendait inaugurer une période active de la législation ouvrière. Les ouvriers, indifférents ou même gagnés aux conservateurs en 1895 et en 1900, ne s'étaient pas simplement détournés d'un parti qui regardait perpétuellement par-dessus les frontières de l'Angleterre ; ils avaient voulu protester contre les menaces du protectionnisme, contre l'inertie des conservateurs, aujourd'hui au bout de leur programme, après avoir été de 1886 à 1892 les champions de l'intervention de l'Etat en

1. *Report of the royal commission on trade disputes and trade combinations*, page 16.

faveur des classes les plus nombreuses; ils avaient surtout entendu protester contre la jurisprudence des Law Lords en matière syndicale.

L'affaire *Taff Vale* et les autres procès qui l'ont accompagnée ont valu, dans de nombreux centres ouvriers, les plus grands succès aux libéraux et aux membres du *Labour Party*, qui avaient pris l'engagement de détruire cette jurisprudence par une loi spéciale, qui rendrait toute liberté aux Unions en enlevant toutes les entraves indirectes apportées au droit de grève. Les vainqueurs tinrent parole. Le discours du trône du 19 février 1906 annonça qu'un projet de loi sur les conflits entre patrons et ouvriers serait déposé au cours de la session qui allait s'ouvrir. A la Chambre des lords, lord Herschell, à la Chambre des communes M. Ackland se félicitaient de cette promesse dans la discussion de l'adresse.

Le gouvernement mit rapidement un projet debout et dès le 28 mars, ce projet de loi fut déposé, et commenté par l'attorney-general, sir J. Lawson Walton.

SECTION II

Le projet gouvernemental primitif

§ 87. — La teneur de ce projet de loi, destiné « à réglementer les Trade-Unions et les conflits du travail », était la suivante :

1. — *Le paragraphe suivant sera ajouté comme un nouveau paragraphe après le premier paragraphe de la section 3 du Conspiracy and Protection of property Act de 1875* ¹.

« *Un acte fait, à la suite d'un accord ou d'une association, par deux ou plusieurs personnes, en vue de faire déclarer ou de favoriser une grève, ne pourra pas être déféré aux tribunaux, à moins que cet acte, accompli en dehors de tout accord ou de toute association, ne soit pour suivable comme fait dommageable à autrui.*

2. — *Il sera légal, pour une ou plusieurs personnes agissant de leur propre chef ou du chef d'une Trade-Union pour favoriser ou faire déclarer une grève, de se tenir paisiblement, d'une manière raisonnable, aux abords d'une maison ou d'un lieu où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard, si ces personnes s'y trouvent seulement pour obtenir ou communiquer des informations, ou pour persuader aux gens de travailler ou de cesser le travail,*

 *En conséquence, la section 7 du Conspiracy and Protection of property Act de 1875 est abrogée*

1. Ce premier paragraphe est ainsi conçu : « Un accord ou une association de deux ou plusieurs personnes pour faire ou favoriser un acte relatif à une grève ne sera pas punissable comme conspiration, pourvu que cet acte accompli par une seule personne ne tombe pas sous le coup de la loi. »

depuis les mots se tenir aux abords, jusqu'à la fin du paragraphe ¹.

3. — Un acte accompli par une personne pour favoriser ou faire déclarer une grève ne pourra pas être déferé aux tribunaux, comme fait dommageable à autrui sous le prétexte seul que cet acte constitue une ingérence dans le commerce, les affaires, le travail de quelque autre personne ou avec les droits que toute personne possède de disposer de son capital ou de son travail à sa guise.

4. — (1) Lorsqu'un comité a été constitué par une Trade-Union pour diriger une grève, du chef de cette union, une action susceptible d'aboutir à un paiement de dommages-intérêts pris sur les fonds de l'Union, en raison d'un acte dommageable commis pour faire déclarer ou favoriser la grève ne pourra pas être intentée, à moins que l'acte n'ait été commis par le comité ou par quelque personne dont le comité ait à répondre, et pourvu que cette personne ne soit pas considérée comme ayant agi sous l'autorité du comité, si cet acte était un de ceux ou de la catégorie de ceux que le comité répudie expressément dès le moment où il en a eu connaissance.

1. Cette section était ainsi conçue : « Se tenir aux abords d'une maison ou d'un lieu où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard, approcher de cette maison pour obtenir ou communiquer des informations, ne sera pas considéré comme le fait de surveiller et d'assiéger, punissable d'après les termes du paragraphe précédent. »

(2) *Le comité peut être un comité désigné pour conduire toutes les grèves dans lesquelles l'Union risque d'être engagée ou bien désignée pour conduire une grève d'une nature spéciale ou dans une localité spéciale ou particulière n'importe quelle grève.*

5. — (1) *Cet acte sera appelé le Trades Disputes Act de 1906 ; les Trade-Unions Acts de 1871 et de 1876, ainsi que cet act, peuvent être cités ensemble comme les Trade-Unions Acts de 1871 et de 1906.*

(2) *Dans cet acte, l'expression « Trade-Union » a la même signification que dans les Trade-Unions Acts de 1871 et de 1876. »*

§ 88. — *Tel était le nouveau projet de loi que l'attorney-general présenta au Parlement, dans un discours très bien fait. L'adjonction d'un nouveau paragraphe dans la section 3 du Conspiracy and protection of property Act de 1875 apportait aux Unionistes cette réforme dans la loi des Conspirations qu'ils avaient demandée, et à peu près dans les mêmes termes que dans le bill Shackleton. Les Unions reçoivent la permission de conduire, dans les limites de la loi, leurs affaires librement, et peuvent se rendre compte si leur manière d'agir est en conformité ou non avec la loi. Le paragraphe 2 du nouveau projet et la suppression du dernier paragraphe de la section 7 du Conspiracy and protection of property Act ren-*

dait aux Unions le droit de *picketing* pacifique, et le paragraphe 3 mettait les Unions à l'abri des poursuites en dommages-intérêts que les actes de *picketing* légal pouvaient leur valoir.

Dans le paragraphe suivant, la loi prévoyait la constitution, dans le sein des Unions, d'organes improvisés ; elle prévoit l'action de leurs agents d'exécution, et leur permet de déléguer leurs pouvoirs ; elle leur permet de réprouver et de répudier les actes faits en leur nom, mais sans leur approbation.

Sir John Lawson Walton, à l'appui de la réforme de la loi des *conspirations*, faisait ressortir que la loi de 1875, qui avait défini ce qu'il fallait entendre par *conspiration* au point de vue criminel n'avait pas touché à cette loi en ce qui concernait le point de vue des réparations civiles. De là, ces tiraillements et ces contradictions qui avaient marqué quelques-uns des arrêts dont nous avons parlé plus haut. Il paraissait admis, au point de vue criminel, qu'un acte exécuté en commun est légal ou illégal, suivant le criterium appliqué pour déterminer la légalité ou l'illégalité d'un acte commis par un individu ; par conséquent, si un acte commis par un individu est légal, il n'est pas moins légal parce qu'il a été commis par plusieurs. Cependant, on se souvient de la théorie qui ressortait des sentences rendues dans le procès *Allen*

contre Flood et Quinn contre Leatham. D'après ces sentences, au point de vue civil, un acte légal accompli par un seul homme peut devenir illégal par ce seul fait que deux hommes l'ont accompli, ce qui plongeait les Trade-Unions dans un grand embarras, la légalité ou l'illégalité de leurs actes devant dépendre de l'appréciation variable d'un tribunal.

§ 89. — Lord Herschell avait illustré cette conception d'un exemple pittoresque qui ne manquait pas d'une certaine justesse spécieuse. Il disait : « Dans une maison, une cuisinière rend son tablier parce qu'elle en veut au maître d'hôtel : elle en a le droit, et son acte est légal. Mais, si la cuisinière, la fille de cuisine et la femme de chambre se liguent pour donner à choisir au maître entre leur départ immédiat ou le renvoi immédiat du maître d'hôtel, l'acte devient illégal, parce que cette ligue détruit la sécurité du travail de cet homme, et alors, l'acte, bien que légal de la part d'un seul, devient illégal de la part de trois personnes ! » Il est clair que la seule solution du problème, ainsi que l'indiquait l'attorney-general, était d'harmoniser les principes de la loi civile avec les principes de la loi criminelle, tels qu'ils résultaient de la loi de 1875, et de dire que le caractère d'un acte accompli par une Trade-Union, au point de vue des réparations civiles, serait con-

sidéré comme légal ou comme illégal, suivant le caractère de légalité ou d'illégalité qu'il aurait eu s'il avait été accompli par un seul individu.

Pour la réglementation du *picketing* pacifique, sir J. Lawson Walton fit valoir que ce droit de *picketing* est essentiel en matière de grève, et que la loi actuelle s'opposait d'une manière réelle à l'exercice de ce droit et, par conséquent, au droit de la grève en lui-même. Il rappelait que la réforme proposée ne faisait que faire revivre la loi de 1859, qui déclarait que nul ne pourrait être poursuivi dans les termes de la loi de 1825 pour molestation ou obstruction, ou être passible d'une poursuite pour conspiration, si l'on se bornait à *persuader* pacifiquement et raisonnablement, sans menaces ni violences. Cette loi, disait-on, a été abrogée par celle de 1875. L'attorney-general, pour sa part, ne le croyait pas ; mais, dans tous les cas, la loi actuelle terminerait toute controverse, et cette loi avait un précédent.

Enfin, sir J. Lawson Walton se félicitait de ce que le bill gouvernemental réglementait la question des actes d'exécution des agents des Unions et des réparations civiles auxquelles ils peuvent avoir à donner lieu.

§ 90. — Le projet du gouvernement n'allait pas jusqu'à prévoir pour les Trade-Unions cette immunité complète des poursuites que le *Labour*

Party avait réclamée, et que le bill Shackleton avait mise en formules juridiques, mais il entendait depuis limiter les responsabilités des Unions. Dans cette intention, il proposait d'établir le principe qu'aucun acte ne pourrait donner lieu à réparations civiles de la part des Unions, à moins qu'il ne soit parfaitement établi que l'acte avait été autorisé par les chefs de l'Union.

A cet effet, les Unions devaient établir un comité exécutif pour conduire toutes opérations susceptibles de mettre l'Union en conflit avec les patrons ou avec le public. On stipulait que les fraudes des Unions ne pourraient être engagées que par les actes seuls du comité exécutif, les actes résultant de délibérations formelles, ou les actes d'agents autorisés en toute connaissance de cause. Ainsi, ce n'étaient pas les actes n'importe lesquels d'un agent qui avaient pu, d'une manière générale, rendre les Unions responsables. Les unions devaient, en investissant un agent, prescrire les actes qui ne lui seraient pas permis de faire, définir ses pouvoirs ou attributions. Enfin, dans le cas où un agent aurait agi avec l'autorisation de l'Union, mais sans que son action ait pu être prévue, la loi venait encore au secours de l'Union en lui permettant de désavouer formellement l'agent et d'échapper aux conséquences de ses actes.

Le gouvernement estimait avec quelque raison ces concessions suffisantes. Son souci de protéger les Unions le plus possible contre l'éventualité de revendications ruineuses était évident. En leur faveur, il faisait exception au principe de droit général reconnu par le droit anglais que toute personne civile ou morale est responsable des actes accomplis par ses agents, lorsque ces actes sont faits du chef ou dans l'intérêt du commettant. Mais il n'entendait pas libérer entièrement les Trade-Unions des conséquences de leurs actes librement accomplis et en toute connaissance de cause par les hommes autorisés à les engager.

§ 91. — Sir J. Lawson Walton s'expliquait clairement et en toute franchise : « Pourquoi, nous dit-on, prenez vous la peine de définir les cas où une Trade-Union pourra être actionnée en justice ? pourquoi prendre la peine d'harmoniser les règles générales du mandat avec l'administration de ces associations ? Pourquoi ne pas poser le principe d'immunité judiciaire complète ? Ainsi, quelque injustifiable que puisse être la conduite d'une Union, et quelque grand que puisse être, de son fait, le dommage causé à autrui, les fonds de cette Union, qu'elle contrôle souverainement, ne devraient pas supporter les conséquences des actes injustes commis au détriment d'un tiers ! Que la Chambre considère qu'il serait impossible

de limiter une proposition de ce genre aux seules associations ouvrières. Les autres corporations auxquelles le Parlement doit aussi bien étendre sa sollicitude seraient en droit de réclamer. Dans le but d'écarter toute injustice des Trade-Unions, vous infligeriez de nouvelles injustices aux membres de la communauté. Il y a de plus un autre argument. Nous sommes une assemblée démocratique, et probablement nos collègues qui se tiennent en face sous la galerie (les membres du *Labour party*) sont les plus démocrates d'entre nous. Avez-vous réfléchi que vous allez créer un privilège de classe ? Autrefois, il existait des privilèges au profit de l'aristocratie, et ils sont aujourd'hui abolis. Ne ressuscitez pas de privilèges au profit du prolétariat; ne créez pas une sorte de « bénéfice du clergé » au profit des Trade-Unions, dont le reste de la communauté serait exempt. Il y a encore autre chose : êtes-vous bien sûrs qu'il soit sage d'enlever à ces Unions, et notamment aux agents qu'elles emploient, le sens de la responsabilité ? Les unes et les autres sont souvent en proie à des passions et à des excitations particulières. Est-il juste que ces agents puissent agir avec l'assurance que l'Union qu'ils représentent ne saurait aucunement souffrir dans ses biens des conséquences de leurs actes ? Croyez-vous que cette assurance soit de nature à leur inspirer des sentiments

de prudence et le respect des droits et des sentiments d'autrui ? Ne risque-t-elle pas de produire l'effet contraire, et de faire obstacle à cette discipline nécessaire que les chefs de ces grandes organisations doivent imposer à leurs troupes.

« Mais je suis heureux de dire que cette idée d'immunité judiciaire est toute nouvelle, et qu'elle ne paraît pas être exigée par le *Labour Party* en bloc. Je me souviens que deux de ses chefs les plus éminents se sont prononcés au congrès des Trade-Unions de 1903 contre elle... On peut bien objecter qu'il y a eu prescription, que, pendant 30 années, les Unions ont joui de ce privilège, et qu'il n'y a pas de raison pour qu'elles ne continuent pas à en jouir. Cet argument n'a pas de fondement théorique. En 1892, une procès fut intenté avec succès contre une Trade-Union, et nous avons des déclarations faites à la Chambre des Lords qui établissent que, depuis 1883, une action judiciaire aurait pu être intentée avec le droit, pour le demandeur, d'obtenir réparation sur les fonds de l'Union. Allons-nous déclarer, dans un Act du Parlement, que l'opinion exprimée par le corps judiciaire le plus élevé du Royaume-Uni est incorrecte et sans fondement légal ? Non, nous devons reconnaître qu'il y avait quelque fondement sérieux à cette opinion ¹. »

1. Discours de l'Attorney-general à la séance du 28 mars 1906, à la Chambre des Communes.— *Parliamentary Debates*, 1906, vol. 154.

Nous avons cité tout au long ce discours de l'attorney-general pour montrer combien arrêtée était l'opinion du gouvernement sur cette importante matière de l'immunité judiciaire des Unions, et quels arguments sérieux il opposait à toute demande d'immunité entière. Cette attitude si ferme et si décidée devait être cependant suivie de l'abdication la plus rapide et la plus complète. Sir J. Lawson Walton se faisait évidemment illusion à la fois sur les présentes exigences du *Labour Party*, ainsi que quelques-unes de ses paroles le montrent pleinement, et sur la force de résistance du premier ministre Sir Henry Campbell Bannerman à la pression de ces compromettants alliés. Le contraste entre les paroles de l'attorney-general et l'attitude du gouvernement au cours de la discussion allait être éclatant ou plutôt humiliant.

SECTION III

Le bill présenté par le « Labour party » et modifications du projet gouvernemental.

§ 92. — Les paroles de l'attorney-general avaient reflété les vues de la partie modérée du cabinet, des hommes tels que MM. Asquith, John Morley, Sir Edward Grey, Haldane, disci-

ples fidèles du libéralisme économique ; ils les avaient fait triompher sur celles de MM. John Burns, Samuel Lloyd Georges, qui représentent, dans le cabinet Campbell Bannermann, le côté ultra-radical : ce triomphe allait être court.

Dans cette séance du 28 mars, les membres du *Labour Party* exprimèrent tout haut leur désappointement de ce que la loi n'accordait pas l'immunité judiciaire des Trade-Unions ; ils devaient d'ailleurs presque aussitôt présenter leurs propres desiderata avec une vigueur qui avait tout l'air d'une sommation. Ils les présentèrent sous la forme d'un bill particulier, qui fut discuté deux jours après à la Chambre des communes en deuxième lecture.

§ 93. — Ce projet était plus court et plus radical dans ses termes que le projet du gouvernement. C'était, en somme le décalque du bill Shackleton que nous avons reproduit plus haut, à quelques variantes près. Il était conçu dans les termes suivants :

1. — *Il sera légal pour toute personne, dans le but de créer ou de favoriser une grève, de se tenir aux abords d'un lieu ou d'une maison où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard, dans le but d'obtenir paisiblement ou de communiquer une information, ou dans le dessein*

de persuader une personne d'abandonner ou de reprendre le travail.

Cette première clause, relative à la légalisation du *picketing* pacifique différait du bill du gouvernement de la manière suivante : le bill du gouvernement disait : « Il sera légal à une ou plusieurs personnes de, etc... ; le bill des membres ouvriers déclarait : « *Il sera légal à toute personne de, etc...* » Ce qui donnait un droit absolu de *picketing*, quelque fût le nombre des gens rassemblés aux abords des ateliers, et bien que ce rassemblement puisse être un sérieux embarras et même un danger. D'autre part, le bill ouvrier ne contenait pas ces termes du bill gouvernemental : « Il sera légal pour toute personne, *agissant de son propre chef ou du chef d'une Trade-Union* dans le but de favoriser un grève, de se tenir *paisiblement et d'une manière raisonnable* aux abords d'une maison, etc.. » Enfin, le bill ouvrier n'abrogeait pas expressément comme le bill gouvernemental, le paragraphe 4 de la clause 7 de la loi de 1875.

2. — *L'accord ou l'association de deux ou plusieurs personnes pour faire ou favoriser un acte relatif à une grève, ne pourra donner lieu à une action judiciaire, si cet acte, commis par une seule personne, ne tombe pas sous le coup de la loi.*

Cette clause visait la loi sur les *conspirations*.

A une différence de rédaction à peu près insignifiante, cet article produisait exactement l'idée contenue dans l'article 1^{er} du bill gouvernemental.

Mais où le désaccord se produisait, c'était avec la clause 3 du bill ouvrier, qui rendait inutiles toutes les dispositions de la clause 4 du bill gouvernemental relatif à la définition et à la limitation de la responsabilité des agents d'exécution des Unions. Cette clause était ainsi conçue :

3. — *Une action ne pourra pas être intentée contre une Trade-Union ou toute autre action susdite, pour la réparation des dommages supportés par une personne, en raison des actes d'un membre ou des membres de cette union, ou de toute autre association susnommée. »*

§ 94. — Cette clause, c'était l'immunité judiciaire complète des Unions qu'elle entendait consacrer. A l'appui de leur proposition, les membres ouvriers, par la bouche du député Hudson, promoteur du bill, faisaient valoir que, pendant quelque temps après 1871, il avait été disponible d'actionner les Trade-Unions ; c'est seulement après 1881 que cela avait été possible, après que les dispositions de la nouvelle loi sur la procédure furent entrées en vigueur, parce que les cours avaient été autorisées à nommer des défenseurs attitrés pour défendre aux actions intentées aux corps collectifs. Et cependant, même après cet acte, les

jurisconsultes les plus experts, consultés par les Trade-Unions, avaient été d'avis qu'elles étaient à l'abri des actes de leurs agents.

Le *Taff Vale Case* avait créé un droit nouveau, basé sur un principe nouveau, et les Trade-Unions ne demandaient que le retour au *statu quo ante*.

Le bill gouvernemental permettait aux Unions de se débarrasser des responsabilités qu'elles encouraient, en répudiant formellement les actes de leurs agents. Les membres des Unions trouvaient l'immunité judiciaire complète plus commode et aussi plus honnête : « Il est plus franc, disaient-ils, de déclarer l'immunité entière que de l'obtenir sous de faux semblants. » '

§ 95. — A cette opinion exprimée par M. Hudson un membre de l'opposition, M. Smith, député de Liverpool, répondit que c'était fort à tort que l'on considérait les Unions comme ayant joui de l'immunité judiciaire dans les trente dernières années qui précédèrent l'arrêt de 1901. Avant 1871, il n'aurait pas pu être question d'une semblable immunité ; car, à cette époque, une Trade-Union n'était qu'une simple agrégation d'individus, et si ces individus étaient attaqués en justice pour faits dommageables à autrui et condamnés à des dommages-intérêts, ils en répondaient sur leurs biens personnels, y compris les biens de l'Union :

sans doute, cela était assez malaisé, en raison de la difficulté d'assigner nominalement plusieurs milliers de personnes. Mais le principe de la loi commune, qui n'admettait pas la représentation judiciaire, fut changé en 1883, la représentation admise devant les Tribunaux ; et, de ce moment, il fut clair que les Trade-Unions pouvaient être poursuivies, et que leurs fonds devaient répondre des dommages-intérêts qu'ils étaient susceptibles d'être condamnés à payer. D'ailleurs, ce qui le prouve, conclut-il, c'est le procès intenté et gagné en 1894 contre une Trade-Union.

M. Keir Hardie prit alors la parole, et soutint la clause relative à l'immunité judiciaire en faisant observer que les décisions des juges avaient placé les Trade-Unions dans une situation moins favorable que celle des patrons. Il fit valoir que, si un patron peut demander à un syndicat des dommages-intérêts, il possède un avantage considérable, non seulement parce que le procès sera engagé devant une juridiction *a priori* défavorable aux ouvriers, mais parce que le procès lui ouvre la facilité de paralyser un syndicat.

Pendant le procès, les caisses sont sous séquestre ; il n'aura qu'à multiplier le procès, l'Union ne pourra plus rien faire. Prendre le syndicat civilement responsable, c'est donner à l'une des parties un avantage injuste ; ce n'est pas main-

tenir entre les classes cette balance égale qu'il est du devoir de l'Etat d'assurer.

§ 96. — Il ne restait plus qu'à connaître l'avis du gouvernement. Sir Henry Campbell Bannermann prit la parole, et dès ses premiers mots, il fut visible qu'il perdait pied. Il déclara en propres termes qu'il n'était pas juste « de taquiner les membres ouvriers en leur reprochant de vouloir établir un privilège quand ils demandaient simplement la restauration d'un droit ancien ». Ces paroles n'étaient ni gracieuses pour l'attorney-general, après son discours de l'avant-veille, ni pour les membres de la Commission royale, qui avaient formellement condamné cette opinion d'une immunité légale acquise avant 1901.

Aux applaudissements bruyants des radicaux et des socialistes, il fit valoir qu'il avait déjà voté; en deux ou trois occasions, des bills établis sur les mêmes bases que celui qui était présenté à la Chambre. Ce bill et celui du gouvernement ne portaient que sur trois points : sur deux de ces points les deux bills étaient d'accord ; sur le troisième point, ils différaient. Mais ce différend n'était pas un désaccord de principe, mais un simple désaccord sur les méthodes à employer. Il avait été frappé de l'argument que si l'on procédait en limitant et réduisant la responsabilité des Unions, on assurait la voie toute grande aux procès. En

conséquence, il était d'avis que la Chambre adoptât le bill ouvrier en deuxième lecture, et qu'elle laissât à la Commission le soin de mettre d'accord les opinions qui différaient sur des points de détail ¹.

§ 97. — C'était une capitulation complète. Il était clair que le gouvernement acceptait le principe de l'immunité judiciaire, qu'il avait combattu deux jours avant. La Chambre des Communes, ainsi que le signala avec vigueur un membre de l'opposition, M. Wyndham, le comprit ainsi ; et, tandis qu'au vote, toute la partie radicale de l'assemblée et du gouvernement se ralliait au point de vue de sir Henry Campbell Bannerman, MM. Morley, Haldame, Acquith, sir Edward Grey, sir Henry Fowler et sir John Lawson Walton, membres du cabinet, sur lesquels les menaces de M. Keir Hardie n'avaient fait que peu d'effet, s'abstinrent. Mais la seconde lecture du bill ouvrier ne fut pas moins votée par 416 voix contre 66.

§ 98. — Le gouvernement sentit que le pays avait besoin de quelques explications à ce sujet, et, malgré le dédain avec lequel il est assez d'usage, à la Chambre des Communes, de traiter l'opposition, il donna, à la séance suivante, les raisons qui lui

1. Chambre des communes, Séances du 30 mars 1906, — *Parliamentary Debates*, 1906, vol. 155.

semblaient bonnes d'accepter la clause du bill du *Labour party* relative à l'immunité judiciaire des Unions.

« Le différend qui sépare le gouvernement de l'opposition et de quelques-uns de ses partisans, dit le solicitor-general, sir William Snowdon Robson; est, au fond, cette question : pour quelle raison ne pas traiter les Trade-Unions comme toute autre personne morale, une société commerciale ou un établissement d'utilité publique ? Aujourd'hui, les Trade-Unions ne sont pas des personnes morales (*body corporates*), et les moyens que l'on a découverts, pour les actionner en justice, comme si elles étaient des personnes morales, ne sont que des artifices de procédure, « L'action représentative ». Pourquoi n'en serait-il pas pour les Trade-Unions ce qu'il en est déjà pour une société pourvue de la personnalité morale, une compagnie de chemins de fer par exemple ? Cette assimilation ne serait-elle pas parfaitement juste ? Mais alors, répondrons-nous, une Trade-Union, qui sera soumise aux obligations derivant de la personnalité, devra, par contre, jouir des droits attachés à cette personnalité, et au nombre de ces droits figure celui de pouvoir actionner ses propres membres en exécution des contrats passés entre elle et eux ? Etes-vous (l'opposition) prêts à accepter cette conséquence ? Et cepen-

dant, le contraire, le risque d'être poursuivi pour une Union, sans avoir le droit de poursuivre ses membres en exécution de leurs obligations, serait inadmissible; cela serait une absurdité. C'est exactement la situation qui était faite aux Unions en vertu des arrêts consacrés par la Chambre des Lords. Ainsi donc, si vous voulez l'égalité, vous ne pouvez l'obtenir que de deux manières : ou bien en donnant la pleine personnalité morale aux Unions, ce qui suppose le droit d'ester en justice, et celui d'être poursuivi devant les tribunaux, ou bien en refusant nettement les deux droits.

« Prenons la première des deux situations : la pleine personnalité morale est accordée aux Unions ; une Union sera en droit de passer un contrat avec ses membres et de le faire exécuter devant les tribunaux : une Trade-Union peut dès maintenant passer avec ses membres un contrat portant que ceux-ci ne reprendront pas le travail dans une grève qu'avec le consentement de la majorité de l'Union, exprimée par l'organe de son comité exécutif. Ce contrat, quoique légal, est aujourd'hui inexécutoire devant les Tribunaux, aux termes mêmes de la section 4 de la loi sur les Trade-Unions de 1871. Du jour où les Unions auront la pleine personnalité morale, un pareil contrat pourra être rendu exécutoire devant les tribunaux.

« Imaginez le cas d'une grande grève, englobant des dizaines et même des centaines de milliers d'ouvriers, et supposez qu'une grande partie d'entre eux, pressés par la famine, veuille reprendre le travail alors que les Unions ne le veulent pas. C'est la loi elle-même qui viendra au secours de l'Union : les tribunaux, la force armée seront avec elle contre ces ouvriers pour faire respecter le contrat qu'ils ont accepté ; les baïonnettes joueront le rôle de *picketing* pacifique auprès des récalcitrants.

« Cela n'est pas la seule conséquence : les ruptures de contrats entre patron et ouvriers opérées par l'action des Unions ont été sévèrement traitées par les tribunaux, et ont eu de dures conséquences pour celles-ci, parce que cette rupture est un acte illégal, qui donne à toute association formée pour l'obtenir une allure de conspiration. Mais, lorsque les Unions auront passé des contrats avec leurs membres, avec la pleine personnalité morale, ce seront les patrons qui voudront faire briser ces contrats placés sous la sauvegarde de la loi, qui se trouveront pris à leur tour. Telles seraient les conséquences d'une mesure qui mettrait les Trade-Unions sur le même pied juridique que les compagnies de chemins de fer, les corporations municipales et les compagnies commerciales. Notre doctrine reste la même que celle que lord Morley

exprimait en 1871, lorsqu'il disait : « L'objet des Trade-Unions est tel que les cours de justice ne doivent pas avoir à lui donner force exécutoire, à le modifier ou à l'annuler ; il doit rester soumis au libre consentement des parties. »

Le solicitor-general termina son discours en faisant remarquer que l'esprit de sagesse qui animait les Unions ne rendait pas nécessaire un changement à cette immunité judiciaire, qui dérivait de la loi de 1871. Il avait trouvé quelques arguments fort intéressants et fort ingénieux en faveur de la non-personnalité des Trade-Unions ; mais il ne disait point pour quelle raison le gouvernement, qui, primitivement, ne voulait que définir et délimiter la responsabilité des Unions, s'était si rapidement rallié au projet qui consacrait leur immunité complète ; il ne le disait point parce qu'il n'avait pas d'autre raison à donner que la pression exercée sur lui par les membres du *Labour Party* et par les radicaux, désireux de continuer à marcher avec eux. M. Balfour avait quelque raison de dire que rien n'était plus extraordinaire que cette discussion d'un bill dont l'une des plus importantes dispositions était abandonnée à l'avance et qu'il était sans exemple dans les annales parlementaires, « de voir un gouvernement se sauver avant qu'un premier coup de feu eût été tiré ¹ ».

1. Chambre des Communes, séance du 25 avril 1906, — *Parliamentary Debates*, 1906, vol. 155.

§ 99. — Les paroles de l'opposition ne pouvaient guère avoir qu'une valeur toute platonique ¹ ; l'attitude de la Chambre des Communes ne montrait que les exigences du parti ouvrier ne rencontraient pas plus de résistance auprès d'elle qu'auprès du gouvernement. La cause était entendue et le bill du gouvernement fut voté en seconde lecture au milieu d'acclamations.

Il ne s'agissait plus que de trouver les formules pour mettre en harmonie les deux bills, le bill du parti ouvrier et celui du gouvernement. C'est la besogne à laquelle s'employa la Commission nommée à cet effet pendant la fin de la session et au mois de novembre 1906 ; le bill, revu et corrigé, fut présenté de ce chef à la Chambre des Communes.

La première clause et la première section de la deuxième clause, ainsi que la troisième clause, n'avaient subi que des changements de détail et passèrent sans difficulté en troisième lecture. La quatrième clause, la plus importante du bill, revenait entièrement modifiée. A la place des dispositions qui laissaient les Unions responsables des actes commis ou autorisés par leurs comités, l'immunité

1. D'ailleurs, ainsi que le fit valoir un député, M. Isaacs, sous le ministère Balfour même, des bills qui impliquaient la mise en vigueur du même principe d'exception en faveur de la classe ouvrière furent votés par la Chambre, en majorité conservatrice. L'attitude de M. Balfour n'aurait-elle pas été autre chose qu'une pure affaire de parti ?

judiciaire complète des Unions était inscrite. Une discussion s'ouvrit sur cette clause, dont l'opposition demanda une dernière fois le rejet. Partisans et adversaires de la clause reprirent les arguments déjà présentés avec une certaine lassitude de part et d'autre, comme s'ils sentaient l'inutilité de ce débat¹. La motion de rejet de la clause fut, en effet, repoussée par 342 voix contre 72.

§ 100. — Un débat long et confus s'ouvrit ensuite sur la position que les fidéicommissaires (trustees) des Trade-Unions devaient occuper. Puis, on discuta un amendement de l'attorney-general, qui proposait de faire disparaître de la clause qu'aucune action ne pourrait être intentée contre une Union en réparation de *dommages* causés : de cette manière, il serait impossible d'actionner une Union, non seulement en dommages-intérêts, mais même de lui faire défendre par injonctions de commettre tel ou tel acte dommageable. « Du moment qu'une Trade-Union ne peut pas être assignée devant un Tribunal, dit sir John Lawson Walton, il est logique qu'elle ne puisse recevoir d'injonction de la part d'aucun tribunal. Si les membres d'une Trade-Union faisaient des dégâts, démolissaient des palissades ou des bâti-

1. Chambre des Communes, séances du 5 novembre 1906. — *Parliamentary Debates*, 1906, vol. 164.

ments, la loi criminelle avait à sa disposition des armes suffisantes pour les châtier individuellement et rapidement.

L'amendement fut adopté par 312 voix contre 45, ainsi qu'un autre amendement de détail du même, qui formait la section 3 de la clause 5 du nouveau bill.

En fin de séance, M. Rufus Isaacs, député ministériel de Reading, qui a pris une part importante dans la discussion, proposa d'ajouter un amendement à la clause 4, qui déclarait l'immunité judiciaire des Unions. Il était entendu que *les trustees* resteraient responsables dans les hypothèses prévues à la section 9 du Trade-Union Act de 1871 « excepté en ce qui concerne tout acte dommageable commis par ordre du chef d'une Trade-Union pour faire déclarer ou favoriser une grève ». Cet amendement, qui soulignait le privilège accordé aux Unions, était l'expression de cette sagesse qui déclare que deux sûretés valent mieux qu'une. L'amendement fut adopté. Le bill était dès lors définitif. Après une séance nouvelle, dans laquelle l'attorney-general, sur les instances de l'opposition, déclara que le bill ne pourrait pas être invoqué dans les conflits agricoles (notamment dans les matières qui font l'objet de la Ligue de l'Union irlandaise), le bill fut adopté le 9 novembre 1906, au milieu des acclamations de la

majorité et dans le silence des conservateurs, qui, sur la prière un peu inattendue de M. Balfour (après les attaques inlassables qu'il avait dirigées contre la loi), s'abstinrent de voter contre elle.

Le bill fut immédiatement envoyé à la Chambre des Lords.

§ 101. — On ignorait les dispositions véritables de la Chambre des Lords, mais les promoteurs du bill avaient tout lieu de craindre, semble-t-il, un rejet ou une adoption amendée qui eût ressemblé à un rejet. C'était le comité judiciaire de la Chambre haute qui avait forgé la jurisprudence que ce bill entendait démolir ; le parti tory est à la Chambre des Lords en grande majorité : l'esprit de parti et l'amour-propre froissé des Lords ne devaient-ils pas être un obstacle sérieux et même très insurmontable à l'adoption pure et simple par eux de ce bill. Cependant, il ne devait rien en être, en raison d'une tactique politique fort habile de l'opposition, qui possède le neuf dixièmes des sièges de la Chambre des Pairs. Le parti conservateur s'oppose de toute sa force aux mesures purement politiques préconisées par les libéraux, à celles qui flattent plus ou moins les préjugés égalitaires ou philosophiques d'une certaine démocratie doctrinaire. Mais il fait le meilleur accueil aux lois ouvrières. Il ne veut rien accorder sur le terrain politique et constitutionnel ; il se montre

généreux et même prodigue sur le terrain social. De même qu'il était décidé à résister victorieusement à la loi sur l'éducation et à la loi sur l'abolition du vote plural des propriétaires, de même il devait se montrer très coulant pour le *Trades Disputes bill* et sur les autres lois démocratiques présentées par le gouvernement libéral. Cette tactique a le don d'exaspérer des libéraux qui reconnaissent combien elle est habile et profitable dans un pays qui n'a pas la passion de l'égalité, peu enclin aux doctrines, et qui ne se passionne pas pour les problèmes purement politiques, pour la question de forme. Elle permet aux conservateurs de garder le contact avec la démocratie ; et, tandis que les libéraux n'obtiennent rien pour les réformes politiques qui leur sont chères, elle permet aussi à leurs adversaires de reprendre facilement le pouvoir, lorsque les libéraux ont cessé de plaire et de gouverner sans rien sacrifier du programme conservateur.

§ 102. — La discussion fut courte à la Chambre des Lords et sans grand intérêt. L'attitude finale de M. Balfour et de ses amis à la Chambre des Communes lui dictait la sienne. Quelques orateurs reprirent les arguments qui avaient déjà servi plusieurs fois. Ils dénoncèrent le privilège créé en faveur de la classe ouvrière ; ils crièrent, pour la forme, à l'injustice et à l'oppression et à la légis-

lation de classe. Dans la discussion des articles, quelques amendements furent proposés, qui n'avaient nullement un caractère d'hostilité aux principes invoqués dans le bill, et dont l'un d'entre eux, proposé à la clause 4 par lord Balfour of Burleigh, avait, de l'avis même du Lord chancelier, lord Loreburn, le mérite de mettre en termes plus clairs et plus juridiques l'idée qu'il contenait, relativement à la responsabilité des *trustees* et à l'exception qu'elle comporte. Mais aucun de ces amendements ne fut accepté par la Chambre des Communes.

§ 103. — Le 21 décembre 1906, le nouveau *bill*, devenu *Act* du Parlement, était promulgué sous cette forme.

CHAPITRE III

ACT RELATIF AU RÈGLEMENT DES TRADE-UNIONS ET DES CONFLITS DU TRAVAIL.

21 DÉCEMBRE 1906.

Cet Act est décrété par Sa Très Excellente Majesté le Roi, avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels, et des Communes, exprimés dans ce présent Parlement, assemblé sous son autorité royale et sous cette forme :

§ 1^{er}. — *Le paragraphe suivant sera ajouté comme nouveau paragraphe, après le premier paragraphe de la section III du Conspiracy and protection of property Act de 1875.*

« *Un acte accompli en raison de l'accord ou de l'association de deux ou de plusieurs personnes ne pourra pas être poursuivi devant les tribunaux, à moins que cet acte, accompli en dehors de tout accord ou association, ne tombe sous le coup de la loi.*

§ 2 (1). — *Il sera légal, pour une ou plusieurs personnes agissant de leur propre chef ou du chef d'une Trade-Union, d'un individu, patron ou maison de commerce, en vue de créer ou de favoriser un mouvement de grève, de se tenir aux*

abords d'une maison ou d'un lieu où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard, s'ils s'y trouvent seulement dans le dessein d'obtenir ou de communiquer paisiblement une information, ou de persuader paisiblement toute personne de travailler ou de cesser le travail.

(2) *La section VII du Conspiracy and protection of property Act de 1875 est, en conséquence, abrogée depuis les mots « se tenir aux abords de » jusqu'à la fin de la section.*

§ 3. — *Un acte accompli par une personne dans le but de créer ou de favoriser un mouvement de grève ne pourra pas être poursuivi sous le prétexte seulement que cela induit d'autres personnes à rompre un contrat de travail, ou que c'est une ingérence dans le commerce, les affaires, le travail d'une autre personne, ou dans le droit de toute personne de disposer de son capital et de son travail à son gré.*

§ 4 (1). — *Aucune action contre une Trade-Union ne pourra être intentée devant aucune cour de justice, soit pour des ouvriers ou des patrons, soit contre aucun membre ou chefs de l'Union, en raison d'un acte dommageable que l'on alléguerait avoir été commis par l'Union ou de son chef.*

(2) *Rien, dans cette section, ne pourra affecter le droit d'actionner les fidéicommissaires d'une*

Trade-Union devant les tribunaux, dans les hypothèses prévues par ce *Trade-Union Act* de 1871, section IX, excepté le cas de tout acte dommageable commis par l'Union ou de son chef pour créer ou favoriser un mouvement de grève.

§ 5 (1). — Cet Act sera appelé le *Trade disputes Act* 1906, et les Acts de 1871 et de 1876 seront cités ensemble avec celui-là.

(2) Dans cet act, l'expression « *Trade-Union* » a la même signification que dans les acts de 1871 et de 1876, et comprend toute association définie ci-dessus, nonobstant le fait qu'une combinaison de ce genre peut être une section d'une *Trade-Union*.

(3) Dans cet act et dans le *Conspiracy and protection of property Act* de 1875, l'expression « *Conflit du travail* » signifie tout conflit entre patrons et ouvriers, ouvriers et ouvriers, tout conflit qui se rapporte au travail ou au chômage, aux conditions et à la durée du travail de toute personne ; l'expression « *travailleurs* » signifie toute personne employée dans le commerce ou l'industrie, qu'elle soit ou non aux gages de la personne avec qui le conflit existe.

Dans la section III du *Conspiracy and protection of property Act*, les mots « *entre patrons et ouvriers* » seront abrogés.

CONCLUSION

Telle est la nouvelle loi qui réforme et complète les textes de 1871, de 1875 et de 1876. Elle fut accueillie comme une victoire du Labour party ; mais, depuis plusieurs mois, cette victoire était escomptée : elle paraissait si certaine, que les organes qui avaient le plus combattu son principe s'abstinrent de commentaires ; ils avaient donné tous leurs arguments, et la seule chose qu'ils pouvaient faire était de continuer à prendre la question par le côté politique, et à reprocher au gouvernement la hâte avec laquelle il avait abandonné son propre projet dans sa disposition la plus importante pour se rallier au projet du *Labour party*, sans essayer de défendre plus longuement un principe qui était juste et raisonnable.

Nous ne dirons que peu de chose sur les quelques changements de rédaction apportés par la discussion aux deux premières *clauses* (articles) du nouvel Act : ils ne portent que sur des points

secondaires, et n'affectent pas le fond même de la loi. Sur la réforme de la loi des conspirations, il ne saurait y avoir de doute, à notre avis ; la réforme était nécessaire. Nous savons combien cette matière est embrouillée, dans le droit anglais, qui est loin lui-même d'être un modèle de clarté. La loi de 1875 avait éclairci les dispositions de la loi des conspirations, à l'égard seulement de la responsabilité criminelle des Unions. Lorsque la question de la responsabilité civile des Unions se posa devant les cours de justice, la question de responsabilité civile en matière de conspiration intervint nécessairement ¹. Or, les Unions étant placées, en dehors des dispositions de cette loi ancienne et vénérable, sur le terrain criminel, n'était-il pas illogique et injuste de les laisser exposées à ses atteintes sur le terrain civil ? La loi de 1906 met les dispositions du droit anglais en harmonie avec les principes du *Conspiracy and protection property Act*. Il n'y a rien à y reprendre, sauf le fait que les dispositions de la nouvelle loi sont spéciales aux Trade-Unions, et qu'il y aurait eu intérêt à les étendre à toutes les clauses et à toutes les corporations du royaume. Une réforme de la Common Law en ce sens eût été une bonne chose.

1. Le souvenir des procès analysés plus haut, *Trollope et Quinn c. Leatham*.

Le second paragraphe de la première clause traite du *picketing*. Le droit de persuasion pacifique se trouve donc entièrement accordé et ne paraît plus devoir susciter aucun trouble à ceux qui l'exercent, au civil comme au criminel. Il était difficile au gouvernement britannique de ne pas en arriver là sur la question de la persuasion pacifique. Le texte de 1906 est l'aboutissement logique des lois de 1859 et de 1875. En 1875, le *picketing* avait été légalisé, comme moyen d'information pacifique. Pendant la discussion à la Chambre des Communes, à cette époque, un député avait présenté un amendement qui légalisait le *picketing*, non seulement comme moyen d'information, mais aussi comme moyen de persuasion pacifique ; et un membre du gouvernement, M. Cross (aujourd'hui le vicomte Cross), qui avait eu la plus grande part à la rédaction du projet de loi, avait déclaré cet amendement inutile, parce que, dans les termes de la loi, la légalité de la *persuasion* pacifique ne saurait faire de doute.

On se souvient de l'interprétation donnée à la loi par les juges dans les affaires *Lyons* contre *Wilkins* et *Charnock* contre *Court*. Cette interprétation était toute contraire à l'opinion exprimée par un des hommes dont l'opinion avait le plus d'autorité, puisqu'il était un des rédacteurs

de la loi. Le gouvernement libéral n'est donc pas à blâmer pour avoir inscrit formellement dans la loi de 1906 un principe qui devait, de l'avis des auteurs de la loi de 1875, ressortir explicitement des dispositions du *Conspiracy and protection of property Act*.

Devons-nous féliciter, au contraire, le gouvernement d'avoir inscrit dans la loi que tout acte accompli par une personne dans le but de créer ou de favoriser un mouvement de grève, ne pourra pas être poursuivi sous le prétexte seulement que cela induit d'autres personnes à rompre un contrat de travail, ou que c'est une ingérence dans le commerce, les affaires, le travail d'une autre personne ou *dans le droit de toute personne de disposer de son capital et de son travail à son gré ?* (Clause 3.)

Comment concilier cette disposition avec le maintien de la clause 7 du *Conspiracy and protection of property Act*, qui punit d'une amende de 20 livres au maximum, et d'un emprisonnement de trois mois au maximum, le fait de « surveiller et d'assiéger la maison et les autres endroits, ou leurs abords, où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard », pour toute personne qui agit ainsi à tort et sans autorité légale, « en vue de forcer quelqu'un à s'abstenir ou à faire un acte que toute autre per-

sonne a le droit légal de faire ou de ne pas faire ? Est-ce à dire alors que *le droit de toute personne de disposer de son capital et de son travail à son gré* n'est pas au nombre de ces actes que toute personne ait le droit légal de faire ou de ne pas faire, droit que la loi a pour devoir principal de protéger ? Que devient la liberté du travail là-dedans ?

La *clause 3* de la loi du 21 décembre 1906 nous paraît difficilement conciliable avec les dispositions de la *clause 7* de la loi du 13 août 1875, et il est à croire que les juges auront fort à faire pour les mettre d'accord. Ils ne pourront guère le faire sans sacrifier un texte à l'autre ; et, s'ils sacrifient le texte de 1875 au texte de 1906, les plus étranges abus surgiront à coup sûr. Sans doute, *le droit de persuasion* ne peut guère, en matière de grève, ne pas être reconnu. C'est une nécessité de l'état actuel des relations du capital et du travail. La loi reconnaît le droit de grève ; elle doit également reconnaître les moyens pacifiques que les grévistes sont obligés d'employer pour faire triompher leurs revendications ; mais la loi doit envisager ces moyens comme une sorte de mal nécessaire ; elle doit proclamer, en tout état de cause, la liberté du travail ; elle doit s'efforcer de la protéger contre les atteintes abusives des grévistes. Est-ce protéger

ce droit que de déclarer qu'en principe aucune poursuite ne peut être exercée en raison d'une ingérence dans le droit que possède toute personne de disposer de son travail à son gré ? De cette manière, il sera loisible à quelques centaines de grévistes résolus de s'opposer à la volonté de plusieurs milliers d'ouvriers désireux de continuer le travail. Il leur suffira de venir assiéger en grand nombre les abords de l'usine pour tout arrêter. En fait, ils pouvaient le faire, ils le faisaient et ce n'est pas autrement que les choses se passent dans les conflits du travail en Angleterre.

Mais est-ce une raison pour la loi de légaliser en quelque sorte l'ingérence dans le droit de chacun au travail ? Nous ne le croyons pas. Que la loi s'abstienne de punir les tentatives de débauchage, soit ; mais qu'elle légalise, en quelque sorte, les procédés d'intimidation (et c'est à cela qu'elle aboutit en fait avec la clause 3 de l'act de 1901), c'est un tort.

Nous ne serons pas plus favorable à la clause 4, qui défend toute poursuite judiciaire contre les Unions en réparation des dommages commis, du chef de l'Union, par ses membres ou ses agents. Que cette immunité judiciaire soit acquise implicitement du fait de l'existence *quasi corporate* des Unions, c'est ce qui ne saurait faire de doute. Que la jurisprudence de la Chambre des Lords

fût critiquable, nous l'admettons pleinement, et qu'elle aboutît à des résultats contraires à la liberté syndicale, on ne saurait le nier. Mais fallait-il consacrer, par un texte sans exceptions, une règle qui ne dérivait pas d'une loi formelle ? Puisque l'occasion s'offrait de faire la loi sur ce point, n'était-il pas plus raisonnable de faire un juste départ entre l'immunité de fait dont auraient bénéficié les fonds des Unions et la théorie de la Chambre des Lords ? La théorie de la responsabilité civile des Unions n'avait rien d'excessif : elle manquait d'une base solide dans l'état du droit anglais ; elle conduisait à des conséquences inacceptables. Il fallait lui donner cette base, et la définir de manière à empêcher ces conséquences extrêmes.

C'est ce que faisait le projet gouvernemental. Il avait, sur cette question, consacré une transaction habile qu'il est regrettable qu'il ait abandonné si vite. Il reconnaissait la responsabilité civile des Unions, mais il limitait cette responsabilité aux actes dommageables, commis en toute connaissance de cause par le comité de l'Union ou par les agents de ce comité, et non immédiatement répudiés par lui. Et cette quasi-responsabilité s'accordait avec le caractère de quasi-personnalité qui est reconnu [aux] Unions par la loi de 1871.

Les Unions n'en ont pas voulu. Elles ont réclamé l'immunité judiciaire complète, comme elles demandaient la liberté complète du *picketing*. Elles voulaient une législation qui leur fût spéciale.

Malgré l'appel éloquent de l'Attorney-general, la Chambre des Communes sanctionna cette législation de classe, qui confère à des corporations déterminées des privilèges étendus que ne possède aucune autre corporation dans le royaume. C'est à nos yeux le principal défaut et le danger de cette loi, qui nous paraît le prélude de beaucoup d'autres.

Pour atténuer ces inconvénients, les promoteurs de cette loi, et même ses adversaires, dans le but de se réconcilier devant l'électeur avec ses dispositions, ont fait remarquer que, par bonheur, la sagesse, le calme, la modération des Trade-Unions et de leurs chefs rendaient cette législation moins dangereuse en Angleterre que dans d'autres pays. Oui, mais les responsabilités des hommes ne doivent-elles pas croître en raison directe de leur pouvoir et de la conscience qu'ils ont de leurs droits et de leurs devoirs? Les ouvriers anglais, les membres des Trade-Unions sont très en avance sur les ouvriers du continent à cet égard. Nous autres, en France, nous en sommes encore à cette période chaotique que l'An-

gleterre a traversée il y a un demi-siècle. Nous avons raconté les terribles agitations du monde du travail, de 1840 à 1870, en Angleterre. Peut-être, il faut l'espérer, sommes-nous destinés à voir la paix sociale s'établir sur notre sol comme elle s'est établie de l'autre côté de la Manche.

Mais c'est précisément parce que l'ouvrier anglais est plus avancé, et qu'il a une connaissance plus complète « du bien et du mal » en matière de conflits du travail, qu'il appartenait de ne pas le traiter autrement que les autres catégories de la population. Pourquoi cette législation de classe dans un Parlement où, non seulement la lutte des classes est répudiée, mais où les membres du parti ouvrier ne la proclament pas et ne considèrent pas formellement les grèves comme les simples épisodes d'une lutte irréconciliable entre deux systèmes antagonistes : le droit syndical et le droit patronal ?

En réalité, cette législation a été une réponse à l'attitude prise par les cours de justice anglaises : à des arrêts de *classe* et qui n'auraient pas été plus rigoureux s'ils avaient été faits spécialement pour les patrons, les ouvriers ont entendu opposer une loi qui, sans erreur, peut être considérée comme faite spécialement pour eux. Nous savons que telle n'était point l'intention réelle des magistrats et des membres du comité judi-

ciaire des Lords. Mais que pouvait penser le public d'arrêts tels que *Lyons contre Wilkins et Charnock contre Court* ? Il ne voyait que le résultat, c'est-à-dire la condamnation formelle de pratiques autorisées par les lois. Ces arrêts, surtout l'arrêt *Taff Vale*, prenait le caractère d'une législation nouvelle, d'une législation réactionnaire. Les exigences des Unions sont la réponse du monde du travail à ces sentences, qui condamnaient à des dommages-intérêts formidables les Unions mises en cause, à ces arrêts qui prohibaient le *picketing* le plus pacifique, et qui ont frappé, comme illégale, la démarche faite par des ouvriers en grève auprès de camarades fraîchement débarqués, à plus de vingt lieues du théâtre de la grève.

Toutefois, la Chambre des Communes, qui devait jouer un rôle pacificateur, une sorte de rôle d'arbitre, s'est trop rapidement rendue, ainsi que le gouvernement, à une opinion extrême, sans même défendre un point de vue qui avait pour lui le bon sens et l'équité. Il est permis de juger avec sévérité le manque de prudence et de courage dont elle a fait preuve, surtout dans un pays comme l'Angleterre, où la démagogie est contenue par de solides remparts, plus encore par les mœurs que par les lois.

C'est un mauvais exemple qu'elle a donné au

monde, un exemple que les socialistes continentaux opposent avec éclat aux répugnances des autres gouvernements à entrer dans cette voie dangereuse de législation de classe.

L'Angleterre s'est livrée à ce raisonnement, qu'il arrive à beaucoup de gens imprudents de tenir : Je suis fort et vigoureux, je puis me livrer à des excès qu'un individu moins solide ne pourrait pas sans danger se permettre.

L'expérience montre tous les jours combien ce raisonnement est dangereux parmi les hommes. Il n'est guère meilleur pour les sociétés. En consacrant, d'une manière aussi formelle, l'immunité judiciaire des Unions, quels que soient les dommages causés de leur fait, et sauf naturellement l'intervention de la loi en matière criminelle et délictuelle, alors que la richesse, la force, l'autorité sociale de ces Unions devrait leur valoir, au contraire, les bénéfices et les charges de la personnalité civile, la loi anglaise est allée au rebours de la logique qui préside au développement des institutions.

Nous devons d'autant plus le regretter que l'occasion eût été bonne de donner au monde du travail l'exemple d'une législation exempte de cette conception du *privilège* que les tribuns populaires dénoncent lorsque le privilège existe encore au profit des classes dirigeantes, riches

ou aristocratiques, mais dont ils entendent faire bénéficier, dans un autre sens, les masses populaires. De cet exemple, nous aurions pu tirer quelques enseignements utiles.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, en France, correspond aux lois de 1871 et de 1875 en Angleterre : elle reconnaît les associations ouvrières ; elle les met sur le même pied d'égalité que les syndicats de patrons ; elle en fait des corporations ouvertes, où tout ouvrier est libre d'entrer ou de ne pas entrer.

Comme la loi anglaise, elle subordonne à une simple formalité le bénéfice des faveurs de la loi : c'est l'enregistrement qui, en Angleterre, confère ce bénéfice aux Unions ; en France, le seul dépôt des statuts suffit.

On sait que la loi française définit et limite le droit syndical quant aux membres du syndicat, aux personnes exerçant soit la même profession, soit des professions similaires, soit des professions connexes. Nous n'avons pas aperçu la même exigence dans la loi anglaise ; cela tient peut-être au développement déjà considérable des Unions au moment de la promulgation de l'*act* de 1871 : il parut inutile d'inscrire dans la loi ce qui était déjà dans les faits.

La responsabilité contractuelle et délictuelle des administrateurs des syndicats semble régie

par les mêmes principes dans les deux législations. Cette responsabilité peut s'apprécier à l'instar de la responsabilité des administrateurs d'une société anonyme, suivant les principes généraux du mandat ; mais c'est lorsqu'il s'agit de la responsabilité civile du syndicat que les deux législations diffèrent grandement.

Les *Acts* de 1871, de 1875, de 1876 ne reconnaissent qu'une demi-responsabilité civile aux Trade-Unions. Celles-ci n'ont pas la pleine personnalité du *body corporate*. Leur situation juridique est loin d'avoir le caractère net, tranché du syndicat français. Ce dernier peut être considéré comme un établissement d'utilité publique, ce qui lui donne le droit d'ester en justice, comme toute personne morale, par l'intermédiaire de son représentant légal, sans autorisation *ad litem*, d'acquérir à titre onéreux, librement sauf des immeubles (capacité réduite aux immeubles seulement nécessaires aux réunions, bibliothèques et cours d'instruction professionnelle), d'acquérir à titre gratuit (question controversée, mais rendue dans le sens de l'affirmative par la majorité des auteurs). Sans doute, la loi réduit, sur certains points, le droit de contracter reconnu aux syndicats. Ils ne peuvent contracter qu'à la condition de se cantonner dans le domaine qui leur est assigné par la loi syndicale elle-même, c'est-

à-dire de ne pas se transformer en sociétés commerciales d'une part, et de ne pas se livrer, d'autre part, à des opérations, même civiles, ayant des immeubles pour objet ¹. Mais le caractère de personne morale n'est pas moins formellement établi, et c'est surtout dans la question de la responsabilité civile des syndicats qu'il crée une grande différence entre les deux législations.

La loi anglaise admet bien la responsabilité délictuelle, à raison d'agissements illicites, mais répudie la responsabilité civile avec l'act du 21 décembre 1906. Or, dans la loi française, les principes généraux de l'article 1382 du Code civil gardent leur valeur. La jurisprudence française a développé une théorie, dans une série d'arrêts, dont l'esprit peut être ainsi formulé : le juge saisi d'une action en dommages-intérêts, dirigée contre un syndicat, doit avant tout chercher si l'intervention du syndicat a eu pour effet la défense des intérêts professionnels dont il a la garde, auquel cas son intervention est légale et ne saurait engager sa responsabilité, même civile, ou si, au contraire, le syndicat n'a pas fait usage de moyens licites en eux-mêmes, une pensée malveillante, soit à l'encontre des patrons, soit à l'encontre des ouvriers (il s'agit surtout des

1. PAUL PIC, *Traité de législation industrielle*, p. 298.

mises à l'index), auquel cas son attitude l'expose à une action en dommages-intérêts dans les termes du droit commun, soit de la part des ouvriers, soit de la part du patron lésé. Basé sur les principes généraux de la responsabilité, cette distinction se trouve législativement consacrée dans l'article 10 du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 14 novembre 1899, par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil ¹.

Ainsi, la législation française s'oriente logiquement dans le sens du développement de la personnalité et de la responsabilité des syndicats ouvriers. Il est vrai que nos syndicats ouvriers sont pauvres, qu'aucune réparation civile sérieuse d'un dommage causé ne peut leur être sérieusement demandée, et qu'aucun série d'arrêts comparables à ceux qui ont accompagné en Angleterre l'affaire Taff Vale n'est venue les alarmer et leur faire craindre pour leurs réserves. Mais faut-il donc pleinement, au fur et à mesure que les gens deviennent riches, que la loi intervienne pour protéger leur caisse contre leurs imprudences ? Nos syndicats s'étendront ; des éléments plus sérieux, plus importants de la classe ouvrière entreront de plus en plus nom-

1. PAUL PIC, *op. cit.*, p. 234 et 234.

breux, il faut l'espérer, dans ces syndicats, où figurent en majorité aujourd'hui tant de brouillons, d'agités et de sophistes. En s'étendant, ils s'assagiront parce qu'ils s'enrichiront. Les verrons-nous alors protester contre les responsabilités que leur vaudront leur situation juridique, parce qu'elles risqueront de se traduire pour elles en amendes et en dommages-intérêts sérieux ? Les verrons-nous alors demander les bénéfices de la personnalité et en répudier les charges ? Peut-être, elles auront l'exemple de l'Angleterre, sage, calme, qui rétablit en toute connaissance de cause une sorte de *bénéfice du clergé*. Ils nous jetteront cet exemple à la tête. Et que pourrons-nous répondre ? C'est pourquoi nous croyons que la législation anglaise s'est engagée sur une mauvaise voie. Les représailles, il est vrai, appellent les représailles. La loi de 1906 est la riposte aux arrêts de 1901. Les abus d'une théorie juridique excessive risquent de valoir à l'Angleterre industrielle de singuliers mécomptes. Méditons cet exemple pour ne pas le suivre.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
LEBRET.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE ANALYTIQUE

	Pages.
INTRODUCTION. — PUISSANCE POLITIQUE ET SOCIALE DES UNIONS OUVRIÈRES EN ANGLETERRE. — LES ATTAQUES DONT ELLES ONT ÉTÉ L'OBJET	1 à 8

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — NAISSANCE, ORGANISATION ET SITUATION JURIDIQUE DES SYNDICATS JUSQU'EN 1824	9 à 29
---	--------

Origine des Trade-Unions, § 1, 2, 3. — Leur développement durant le XVIII^e siècle, faible intervention du gouvernement, § 4. — Leurs exigences à la fin du XVIII^e siècle, § 5 et 6. — Les *Combination Laws* et l'*Act 39 Georges III* (1799), défendant aux ouvriers de se coaliser, § 6 et 7. — Les unions de 1799 à 1825, sociétés secrètes, s'insurgent contre l'autorité qui sévit, § 8, 9, 10. — Comment fut voté le *statut 5 Georges IV, c. 67* (1824), § 11.

CHAPITRE II. — HISTOIRE ET CONDITION JURIDIQUE DES SYNDICATS DE 1824 A 1871.	29 à 64
--	---------

Reconnaissance du droit de coalition par le *Statut 5 Georges IV, c. 67* (1824), § 12, 13 et 14. — Un nouveau statut le remplace *Statut 6 Georges IV, c. 129* (1825), § 15. — Organisation des travailleurs en fédérations, en *Trades-Unions* et en *Unions Amalgamées*, § 16 à 26. — Loi de 1855 sur les *Friendly Societies* et les Syndicats ouvriers, § 26 à 28. — La Commission royale d'enquête de 1867 et le vote du *Trade-Union Act de 1871* (34 et 53, *Vic. c. 31*), § 29 à 34.

	Pages.
CHAPITRE III. — LA CHARTE DU TRADE-UNIONISME	64 à 90
SECTION I : La loi du 29 juin 1871 <i>Trade-Union Act</i> 1871 (34 et 35, <i>Vic. c.</i> 31).	64 à 71
Les principes de la nouvelle loi et la définition des Trade-Unions, § 34. — Enregistrement des Unions et les privilèges qui en découlent, § 35. — Pouvoirs des Unions enregistrées et protection de leurs fonds, § 36. — Exceptions aux conséquences de la reconnaissance par la loi des contrats passés par les Unions, § 37.	
SECTION II : Le Criminal law amendment de 1871 (34-5, V. 32)	71 à 81
La définition du <i>picketing</i> , § 38. — L'attitude des Unions et des pouvoirs publics, § 39. — Les dispositions de l' <i>Act</i> , § 40. — Mécontentement des Unions, § 41.	
SECTION III : Les Acts des 13 août 1875 (38-39, V. 86) et 30 juin 1876 (29 et 40, V. c. 22). . .	81 à 90
<i>Le Conspiracy and protection of property Act</i> 13 août 1875 (38-39, V. 86), § 42. — Législation de la grève, § 43. — Les exceptions au droit de grève, § 44. — Le droit de <i>picketing</i> pacifique, § 45. — Autres lois ouvrières, 46. — Améliorations apportées par les lois de 1871, 1875 et 1876, § 47.	

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — LA LOI SYNDICALE ET LA JURISPRUDENCE DES COURS ANGLAISES	91 à 148
SECTION I : L'action légale des Unions et la protection des droits des tiers.	91 à 110
Programme démocratique et social des Néo-Trade-Unionistes, §§ 48 à 51. Campagne menée contre les Unions pour les rendre responsables civilement et série d'arrêts de Justice imbus	

de ce courant d'idée, § 51. — Le maquis de la loi des *conspirations*, § 52. — Affaires *Trollope Temperton contre Russel*, § 53. — *Allen contre Flood* § 54. — Les raisons des Lords § 55. — *Quinn contre Leathem*, *Lyons contre Wilkins* § 56. — *Charnock contre Court*, §§ 57 et 58.

SECTION II : La question de la responsabilité civile des Unions 110 à 130

Le pouvoir législatif de la Chambre des Lords, § 58. — Situation faite par les Law Lords dans le procès *Taff Vale Railway* à un syndicat dont les membres se mettent en grève. Responsabilité pécuniaire du Syndicat, § 59 à 65. Le fait de *picketing* dans ce même procès, §§ 65 à 68.

SECTION III : Le développement de la jurisprudence des Lords 130 à 148

(A) *The Stop Day Action* : condamnation d'un Syndicat, simple conseiller à des dommages-intérêts ses membres ayant cessé brusquement le travail sans préavis. Les Tribunaux peuvent défendre à l'Union le paiement de secours dans ce cas de grève illicite, §§ 68 à 72.

(B) *Denaby Main Case* : un Tribunal incompétent supprime en fait le droit de grève en interdisant à un Syndicat de subventionner des grèves, §§ 72 à 80.

CHAPITRE II. — LA DISCUSSION ET LE VOTE DE LA NOUVELLE LÉGISLATION. 148 à 188

SECTION I : Protestations contre la jurisprudence de la Chambre des Lords et projets de réforme 148 à 159

L'attitude des Unions et des membres du *Labour party*, § 80 et 81. — La Commission royale présidée par lord Dunedin, § 82. — Les desiderata des Unions et le bill Shackleton, § 83. — Les conclusions du rapport Dunedin, §§ 84 et 85. — Les élections de 1906, § 86.

	Pages.
SECTION II : Le projet gouvernemental primitif.	159 à 170
La teneur du projet primitif, § 87. — L'esprit et la lettre de ce projet, § 88. — Qu'est-ce qu'une coalition illégale ? § 89. — Pas d'immunité judiciaire, § 90. — Les raisons du gouvernement données par <i>l'attorney-general</i> , § 91.	
SECTION III : Le bill présenté par le <i>Labour Party</i> et les modifications du projet gouvernemental.	170 à 188
Le mécontentement des socialistes, § 92. — Ils déposent eux-mêmes un projet, § 93. — Ils veulent l'immunité judiciaire des Unions, leurs raisons, § 94. — La discussion, § 95. — L'attitude du gouvernement, § 96. — Il se dément et accepte le principe de l'immunité judiciaire, § 97, et donne ses raisons par l'organe du <i>Solicitor-general</i> , § 98. — Mise au point du bill, §§ 99 et 100. — L'attitude de la chambre des Lords, § 101. — La discussion, § 102.	
CHAPITRE III. — L'ACT NOUVEAU SUR LES TRADE-UNIONS DU 21 DÉCEMBRE 1906.	188 à 191
CONCLUSION.	191 à 206

ERRATA

- Page 81. — En titre, au lieu de : Les Actes des 13 août 1875 et 30 juin 1879 (38. 39 V. 86), lire : *Les Acts des 13 août 1875* (38. 39 V. 96) *et 30 juin 1876* (39. 40 V. c. 22).
- Page 85. — 13^e ligne, au lieu de : acte de surveillance ou d'importunité, surtout sous le coup de la loi, lire : *acte de surveillance ou d'importunité, tombant sous le coup de la loi.*
- Page 105. — 22^e ligne : mais elle ne le fait pas par une simple disposition, lire : *mais elle vise, le fait par une double disposition.*
- Page 152. — 20^e ligne, au lieu de : 2^e la réponse de la loi relative au picketing, lire : *2^e la réforme de la loi relative au picketing.*
- Page 155. — A la ligne 17, au lieu de : conjecturer la saisie éventuelle de ces fonds, lire : *empêcher la saisie éventuelle de ces fonds.*
- Page 173. — Ligne 10^e, au lieu de : Une action ne pourra être intentée entre une Trade-Union ou toute autre action susdite, lire : *Une action ne pourra être intentée contre une Trade-Union ou toute autre association susdite.*
Et ligne 21 (même page) : il avait été disponible d'actionner les Trade-Unions, lire : *il avait été impossible d'actionner les Trade-Unions.*
- Page 175. — Ligne 26, au lieu de : prendre le syndicat, lire : *rendre le syndicat.*
- Page 184. — Ligne 16, au lieu de : tout acte dommageable commis par ordre du chef d'une Trade-Union, lire : *tout acte dommageable commis par, ou du chef d'une Trade-Union.*
- Page 193 — 1^{re} ligne au lieu de : Le second paragraphe de la première clause, lire : *Le premier paragraphe de la seconde clause.*
- Page 204. — 24^e ligne au lieu de : en eux-mêmes, une pensée malveillante, lisez : *en eux-mêmes, dans une pensée malveillante.*
-

